

# Rapport Annuel

---





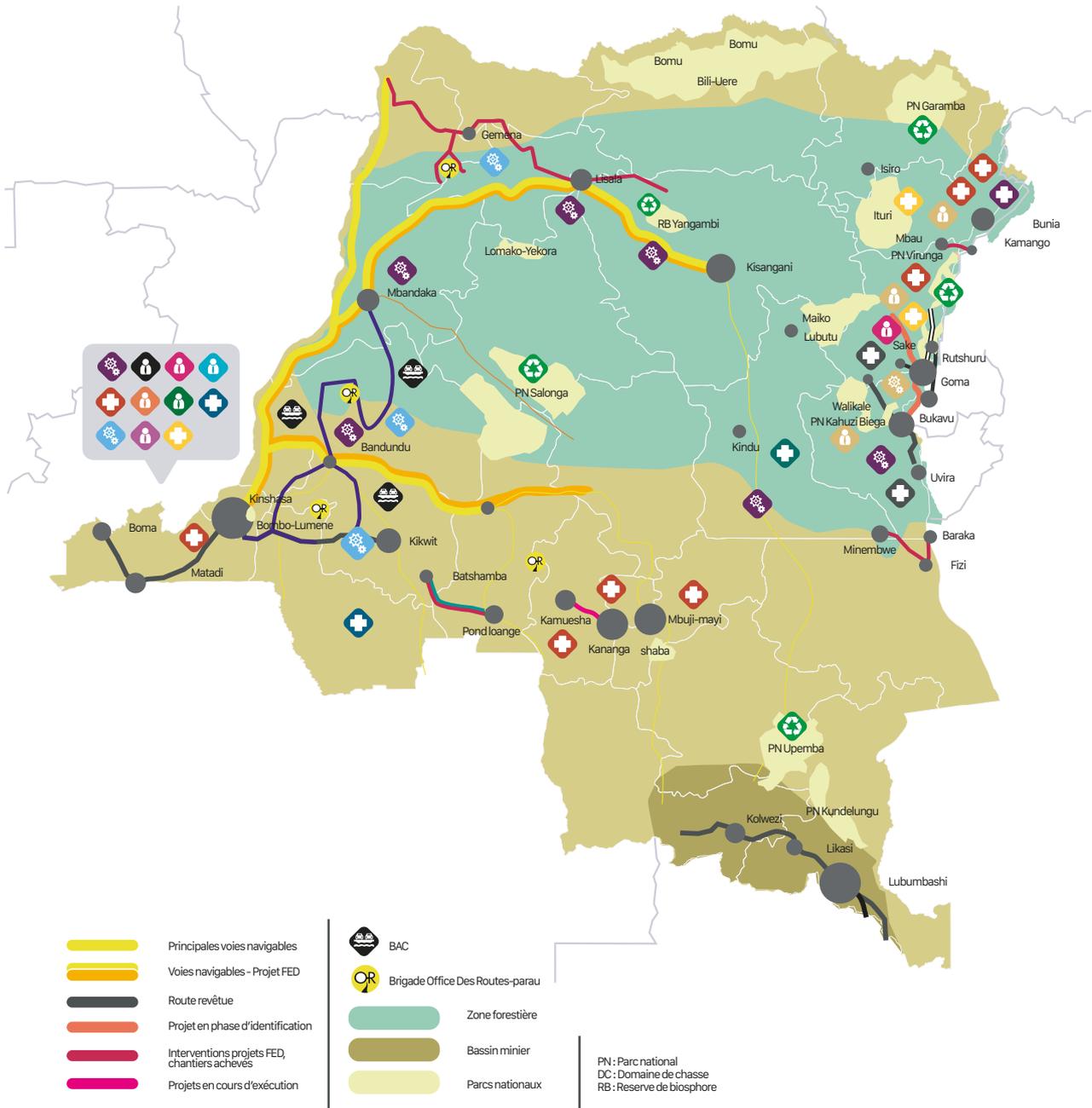


# Rapport Annuel

---



# CARTOGRAPHIE



LUTTE.V.S. 6 M€	OSC 4 M€	PA2D 15 M€	PAMFIP 10 M€	PROGRESS 25 M€	ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE 145 M€
PANAV 60 M€	VOIRIES GOMA ET RN2 28,5 M€	PARALJ-PAREST 109 M€	PARJ 30,2 M€	PARJE 18 M€	SECURITE ALIMENTAIRE 10 M€
V.B.G. 20 M€	RN1 113,7 M€	STAREC 20,6 M€	SANTE (PRO-DS) 180,3 M€		



# ENGAGEMENTS 10<sup>e</sup> FED

INITITULES PROJETS   PROGRAMMES   COMPOSANTES   N° COMPTABLE	ALLOCATION EN €
<b>1<sup>ER</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : GOUVERNANCE</b>	<b>124,969,663</b>
1 Appui aux Parlements   021-349	4,685,671
2 Appui à la réforme de la Police   021-350	17,000,000
3 Appui à la réforme de la Justice (PARJ)   021-351	30,227,737
4 Appui à la modernisation des Finances publiques (PAMFIP)   021-352	10,000,000
5 Appui à la décentralisation en RDC (PA2D)   021-561	15,000,000
6 Appui aux élections   022-855	41,500,000
7 Appui à l'Ordonnateur national   021-425	6,556,255
<b>2<sup>ÈME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : SANTE</b>	<b>93,857,442</b>
8 Appui au plan national de développement sanitaire (PAPNDS/Santé)   021-511	53,857,442
9 Accélération de l'atteinte des OMD 4 & 5 en RDC   023-801	40,000,000
<b>3<sup>ÈME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : INFRASTRUCTURES</b>	<b>311,610,192</b>
10 Appui à la réhabilitation des infr. routières & assainissement urbain (PARAU)   021-535	109,410,192
11 Appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC (PANAV)   021-536	60,000,000
12 Réhabilitation de la voirie de GOMA   022-738	28,500,000
13 Route nationale n° 1   022-739	113,700,000
<b>DOMAINES HORS CONCENTRATION</b>	<b>63,811,083</b>
<b>ENVIRONNEMENT</b>	<b>39,515,000</b>
14 Appui à la politique nationale de conservation et gestion de la forêt et de la biodiversité   021-032	39,515,000
<b>RENFORCEMENT DE CAPACITES   INITIATIVES DIVERSES</b>	<b>30,451,083</b>
15 Aide au Commerce   021-348	16,000,000
16 Facilité de Coopération Technique — TCF III   021-694	2,721,293
17 Facilité de Coopération Technique — TCF IV   022-915	6,551,083
18 Appui aux Organisations de la société civile   022-726	4,000,000
<b>ENVELOPPE B</b>	<b>148,196,076</b>
19 Appui au STAREC — Volet santé   022-623	4,890,000
20 Appui à la réforme de la Justice à l'est de la RDC (PARJE - HUAKI SAFI)   022-398	18,435,295
21 Appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC (PASTAR)   022-551	20,620,000
22 Appui budgétaire à la stabilisation économique de la RDC   021-645	22,620,000
23 VFLEX — Appui budgétaire pour atténuer les effets de la crise écon. et financière en RDC   022-389	50,000,000
24 Office d'aide humanitaire ECHO   022-389	9,975,000
25 Initiative contre les violences basées sur le genre   023-084	20,000,000
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS</b>	<b>745,764,968</b>



# ENGAGEMENTS 11e FED

INTITULES PROJETS   PROGRAMMES   COMPOSANTES   N° COMPTABLE	ALLOCATION EN €
<b>1<sup>ER</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : GOUVERNANCE</b>	<b>33 000 000</b>
1 Appui à la réforme de la Sécurité - Volet Défense   036-193	25 000 000
2 Appui à l'Ordonnateur national   034-686	8 000 000
<b>2<sup>EME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : SANTE</b>	<b>222 000 000</b>
3 Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la prov. orientale   033-822	5 000 000
4 Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de Santé en RDC "PRODS"   038-165	217 000 000
<b>3<sup>EME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : INFRASTRUCTURES</b>	<b>150 000 000</b>
5 Réhabilitation de la Route Nationale n° 1 - Section Tshikapa - Mbujimayi   038-614	150 000 000
<b>4<sup>EME</sup> DOMAINE DE CONCENTRATION : ENVIRONNEMENT</b>	<b>145 000 000</b>
6 Environnement et Agriculture durable   037-685	145 000 000
<b>DOMAINES HORS CONCENTRATION</b>	<b>11 696 906</b>
7 Facilité de Coopération Technique V   034-692	11 696 906
<b>ENVELOPPE B</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS</b>	<b>531 996 906</b>

# L'ORDONNATEUR NATIONAL

Dans le cadre de la coopération UE-ACP, l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement est le représentant de l'Etat ACP auprès de la Commission européenne.

De même que pour l'Ordonnateur régional (pour les interventions au niveau des régions), l'article 35 de l'Accord de Cotonou énumère les principales tâches lui confiées, dans le contexte de la gestion indirecte des ressources du FED avec le pays partenaire, comme suit :

- Il est chargé de la coordination, de la programmation, du suivi régulier et des revues annuelles, à mi-parcours et finale, de la mise en œuvre de la coopération ainsi que de la coordination avec les donateurs ;
- Il est chargé de la préparation, de la présentation et de l'instruction des projets et programmes, en étroite collaboration avec le Chef de délégation ;
- Il prépare les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents d'appels à propositions ;
- Avant le lancement des appels d'offres et, le cas échéant, des appels à propositions, il soumet pour approbation les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents d'appels à propositions au Chef de délégation ;
- Il lance, en étroite collaboration avec le Chef de délégation, les appels d'offres ainsi que, le cas échéant, les appels à propositions, reçoit les soumissions et, le cas échéant, les propositions. Il préside à leur analyse et arrête les résultats des appels d'offres et, le cas échéant, des appels à propositions ;
- Il approuve et transmet, pour accord, au Chef de délégation, d'une part, les résultats des dépouillements des offres ainsi que, le cas échéant, des propositions et, d'autre part, des propositions d'attribution des marchés et, le cas échéant, d'octroi des subventions ;
- Il signe les contrats, les devis-programmes et leurs avenants approuvés par le Chef de délégation ;
- Il procède à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses dans les limites des ressources dont il assure l'exécution ;
- Il prend les mesures d'adaptation nécessaires pour assurer, du point de vue économique et technique, la bonne exécution des projets et programmes.

Le Chef de délégation de l'UE (Ordonnateur subdélégué) travaille en étroite collaboration avec l'Ordonnateur national ou régional notamment dans la mise en œuvre des projets et programmes financés par les ressources du FED. Des mesures nécessaires à la résolution de l'achoppement sont adoptées. Lorsque l'Ordonnateur national ou régional n'assure pas ou n'est pas en mesure d'assurer les tâches qui lui sont confiées, l'Ordonnateur subdélégué (CDD) peut se substituer temporairement à lui.

L'Ordonnateur national ou régional s'assure régulièrement que l'exécution des actions est réalisée dans le respect des procédures FED en vigueur. Il doit prendre les mesures propres à prévenir les irrégularités et les fraudes pendant l'exécution des contrats, des devis-programmes et tout autre instrument de financement. Le cas échéant, il doit engager les poursuites afin de récupérer les fonds indûment versés.





# LE CHEF DE DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE

Une représentation de l'Union européenne sous l'autorité du Chef de délégation est installée dans chaque groupe régional ou chaque état ACP qui en fait la demande.

Le Chef de délégation représente l'ensemble des institutions de l'Union européenne dans l'Etat ACP et conduit un dialogue politique qui s'inscrit dans le cadre de l'Accord de Cotonou sur le partenariat ACP-UE, avec les autorités du pays et la société civile.

Interlocuteur privilégié des États ACP et organismes éligibles à un soutien financier de l'Union européenne, le Chef de délégation travaille en étroite collaboration avec l'Ordonnateur national ou régional du FED. À ce titre, il constitue le relais entre le siège de l'Union européenne et les autorités du pays et contribue, en tant que partenaire de première importance, au développement durable et à la lutte contre la pauvreté, à travers les programmes de coopération.

Il assure également la présidence locale de l'Union européenne, jouant un rôle de coordination et d'impulsion et s'exprimant au nom de l'Union européenne et de tous ses États membres.

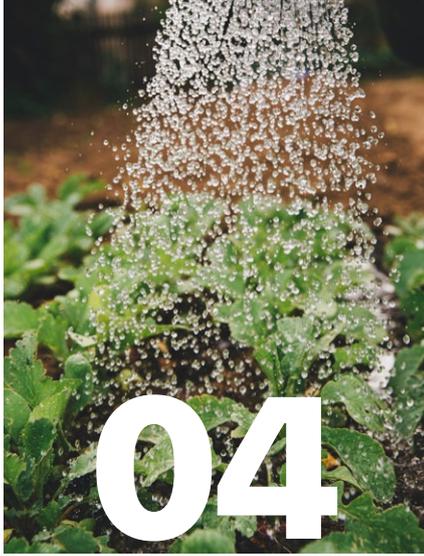
Il collabore, en outre, avec les institutions internationales et régionales (Banque Mondiale, Banque africaine de Développement, Fonds Monétaire International et autres) et les missions diplomatiques des pays partenaires.

Par ailleurs, le bureau de la direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO) présente au sein de la délégation, qui supervise les programmes humanitaires financés par la Commission européenne, travaille sous son autorité.

Dans le cadre de la déconcentration des compétences, les services compétents de la Commission européenne peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs aux Chefs de délégation (ordonnateurs subdélégués) ainsi qu'à d'autres ordonnateurs subdélégués au sein des délégations déconcentrées, sous la responsabilité des Chefs de délégation.



COFED



04

## Introduction

L'Ordonnateur national du FED

04

Le Chef de délégation de l'Union européenne

05

Coopération UE-RDC

08



12

## 1<sup>ère</sup> Partie

La COFED

12

Résumé du rapport annuel

14

Executive summary

16



18

## 2<sup>ème</sup> Partie

Gouvernance

18

Infrastructures

36

Santé

42

Environnement

52



62

## 3<sup>ème</sup> Partie

Passation de Marchés

64

**Bilan Financier du programme Indicatif national**

68

.....



90

## 4<sup>ème</sup> Partie

Glossaire

92

Abréviations

96

Légendes et crédits

101

.....





# COOPERATION UE-RDC

## CADRE GÉNÉRAL DE LA COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES PAYS ACP

### L'Accord de Cotonou

Les relations entre l'UE et la RDC sont régies principalement par l'Accord de Cotonou signé le 23 juin 2000 par 79 pays ACP et les 27 pays de l'Union européenne, avec pour objectif ultime d'éradiquer la pauvreté. Cet accord est l'aboutissement d'un long processus de renouvellement de l'Accord de Lomé, signé en 1975, et repose sur trois axes : la coopération au développement, la coopération économique et commerciale ainsi que le dialogue politique.

Conclu pour vingt ans, il arrive à son terme le 29 février 2020. Le processus de renégociation a été formellement ouvert en août 2018 et s'est poursuivi tout au long de l'année 2019. Au regard du retard enregistré dans ce processus et dans la perspective où le nouvel accord ne serait pas signé à la date butoir, le conseil des ministres ACP-UE a pris la décision, en 17 décembre 2019, d'arrêter des mesures transitoires conformément aux dispositions de l'Accord de Cotonou qui prévoit une prorogation jusqu'au 31 décembre 2020, en vue de maintenir la continuité des relations entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États ACP, d'autre part. Le projet du nouvel accord de partenariat s'articule autour des axes suivants : la réduction de la pauvreté, la question migratoire, les relations commerciales et la lutte contre le changement climatique.

La coordination de l'Accord de Cotonou est mise en œuvre par des institutions paritaires ACP-UE. Il s'agit du Conseil des ministres, du Comité des ambassadeurs, de l'Assemblée parlementaire paritaire, et en accompagnement et suivi, les réunions des Chefs d'État.

La gestion administrative du Groupe ACP est assurée par le Secrétariat du Groupe des États ACP, dirigé par un Secrétaire général doté des pouvoirs exécutifs. Le Secrétariat assiste les organes de coordination du Groupe dans leurs missions.

### La politique d'aide au développement de l'Union européenne

La politique de l'Union européenne dans le domaine de la coopération au développement s'inscrit dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure. Cette politique vise à réduire et, à terme, éradiquer la pauvreté, en conformité à l'article 208 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, TFUE, une composante du Traité de Lisbonne (2007) qui établit une constitution pour l'Europe.

Les dispositions du Traité de Lisbonne prévoient la mise en place du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), chargée de mener la diplomatie de l'Union européenne, à Bruxelles et à l'étranger, depuis 2011. En RDC, les institutions de l'UE sont représentées par la Délégation de l'Union européenne (DUE) dans ses domaines de compétences, et principalement pour mettre en œuvre les priorités de l'UE en matière de développement. Elle assure également la présidence permanente de l'UE en RDC.

### Les instruments financiers de l'Aide au développement

La politique d'aide au développement européenne est mise en œuvre, entre autres, au travers du Fonds européen de développement (FED). Ce dernier constitue le principal instrument financier de la coopération entre l'UE et le Groupe ACP. Le FED finance de nombreux programmes et projets de développement dans l'ensemble des pays ayant conclu des accords de partenariat avec l'Union.

Chaque renouvellement d'accord de partenariat conclu entre l'UE et ses partenaires est assorti d'une enveloppe financière globale, destinée à la mise en œuvre de la coopération pendant une période de 5 ans. Le 11e FED, d'une allocation globale de 30,5 milliards d'euros, couvre la période 2014-2020.



L'enveloppe financière du FED destinée à la RDC se décompose en plusieurs grandes rubriques :

- Un Programme indicatif national (PIN) d'un montant de 620 millions d'euros couvrant la période 2014-2020.
- Un Programme indicatif régional (PIR) pour l'Afrique centrale d'un montant global total de 350 millions d'euros couvrant la période 2014-2020, dont la RDC bénéficie dans les domaines prioritaires concernant (i) l'intégration politique en matière de paix et sécurité ; (ii) l'intégration économique et commerciale (projet COMESA, PAGIRN) ; (iii) la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité (projet ECOFAC VI).
- Des prêts au travers d'une Facilité d'investissement, gérée par la Banque européenne d'investissement (BEI) dont l'objet est de soutenir le développement économique des pays ACP. Les investissements sont réalisés à des conditions de marché dans le secteur privé, ainsi que par le financement d'entreprises du secteur public gérées commercialement, en particulier celles qui sont responsables d'infrastructures économiques essentielles. La BEI fournit des capitaux à risque, des prêts ordinaires, des garanties ainsi que des bonifications d'intérêts pour certaines opérations jugées prioritaires. Le Comité de la Facilité, composé des États membres, se prononce sur les orientations et les décisions qui sont validées par le Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement (BEI).
- Une enveloppe dite intra-ACP, cogérée par la Commission européenne et le Secrétariat ACP.

Les programmes intra-ACP financent des actions thématiques communes à un grand nombre ou à l'ensemble des pays ACP ainsi que des participations à des fonds multilatéraux. La coopération intra-ACP est une coopération de nature géographique et de niveau suprarégional (par opposition aux niveaux national et régional). Au titre de la coopération intra-ACP, des initiatives régionales ont été soutenues, à partir notamment des « facilités » (Eau, Énergie, Paix, Migration), mais également à partir des fonds mondiaux ou organisations internationales (Fonds global Sida, Fast-Track Éducation, soutien à l'Union africaine, Fonds PPTE et Fonds fiduciaire Infrastructures dans le cadre du partenariat UE-Afrique sur les infrastructures).

Des instruments à vocation thématique, ouverts à tous les pays en développement, viennent compléter ces outils. Il s'agit de :

- l'instrument pour la coopération et le développement (ICD) ;
- l'instrument européen pour la démocratie et les Droits de l'Homme (EIHDR) ;
- la Facilité alimentaire de l'UE ;
- ECHO pour l'aide humanitaire.

# ▶ COOPERATION UE-RDC

## Le contexte de la coopération entre l'Union européenne et la RDC

La coopération structurelle entre l'Union européenne et la RDC s'est construite en plusieurs étapes. Elle a été interrompue pendant une dizaine d'années (1992-2002), période durant laquelle des programmes humanitaires ont subsisté et ont été mis en œuvre directement par la Commission européenne, par le biais de son agence humanitaire et d'ONG. Cette coopération a repris en 2003 et, à la même période, un Ordonnateur national (ON) du FED, à savoir le ministre des Finances, a été désigné. Cette étape marquait ainsi le rétablissement des modalités d'une coopération cogérée du FED entre l'ON et l'UE, telles qu'établies par l'Accord de Cotonou.

Avec la récupération progressive en 2004 des attributions de l'ON, qui a pu bénéficier des services techniques pour l'assister, tous les projets identifiés dans les conventions de financement, signées depuis 2005 entre l'ON et l'UE, sont mis en œuvre selon les règles communes à tous les États ACP, et notamment la suivante : l'Ordonnateur national assure les responsabilités de maître d'ouvrage. Depuis 2006, l'ON lance les appels d'offres, organise l'ouverture des offres et leur évaluation, propose l'attribution des marchés, signe des contrats, en assure la gestion contractuelle et la maîtrise d'ouvrage et, enfin, procède à la liquidation et l'ordonnancement des paiements.

Afin de faciliter l'accompagnement et le traitement des divers dossiers et procédures administratives gérées par l'autorité contractante dans le cadre du FED, l'ON a désigné en septembre 2008 un Ordonnateur national délégué, en la personne du Coordonnateur de la COFED.

## Relations actuelles entre l'UE et la RDC

Au niveau politique, l'UE a participé activement aux efforts de la communauté internationale pour restaurer la paix et la démocratie en RDC, en soutenant financièrement le référendum constitutionnel de 2005 et les processus électoraux de 2006 et de 2011, tout en déployant d'importantes missions d'observation électorale.

Plus spécifiquement, il convient de mentionner que l'enveloppe pour la période 2014-2020 (11e Fonds européen de développement) est une des plus importantes sur un plan bilatéral avec plus de 620 millions d'euros ne concernant que l'enveloppe programmable mobilisée sur quatre axes prioritaires :

- Santé : 150 millions d'euros ;
- Environnement et agriculture durable : 145 millions d'euros ;
- Renforcement de la gouvernance et État de Droit : 160 millions d'euros ;
- Infrastructures : 150 millions d'euros.

À ceci s'ajoutent quelques mesures d'appuis transversaux (appui à la société civile : 12 millions d'euros, et autres mesures : 18 millions d'euros).



Festival  
Amani



Ce partenariat prévoit un dialogue politique soutenu qui permet à l'UE et à la RDC d'échanger régulièrement et ouvertement sur les sujets d'intérêt commun, et notamment la préservation de l'espace politique et le respect des Droits humains. L'enveloppe non programmable, destinée à couvrir les imprévus, sera déterminée ultérieurement, selon les mécanismes et procédures spécifiques.

#### **Aide humanitaire**

En RDC, des conflits récurrents ont entraîné des déplacements massifs de populations et une crise humanitaire importante. De plus, le pays fait face à de multiples épidémies.

C'est ainsi que la DG-ECHO, Bureau de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne, a apporté une assistance de première nécessité à destination des populations déplacées ou vulnérables par le biais d'une aide humanitaire appropriée et dans le respect des principes humanitaires, tels que

l'impartialité et la neutralité.

La DG-ECHO finance également des projets de préparation et d'atténuation des risques dans des régions sujettes aux catastrophes naturelles. Elle vient aussi en aide aux personnes réfugiées, arrivant sur le territoire de la RDC en provenance de la République centrafricaine, du Soudan du Sud et du Burundi. Dans les zones où le retour des réfugiés est possible, la DG-ECHO fournit les conditions minimales pour aider à la reconstruction du cadre de vie et à une amélioration des services sociaux de base.

Dans les zones épargnées par les conflits, l'aide humanitaire est principalement axée sur la malnutrition aiguë, l'insécurité alimentaire et les épidémies (rougeole et choléra notamment).



## LA COFED

Le cadre du partenariat politique, économique et commercial entre les parties signataires de l'Accord de Cotonou est conclu pour une durée de vingt ans, à partir de juin 2000.

Il offre une ossature cohérente d'appui aux stratégies de développement définies par chaque État ACP, dans lequel un Ordonnateur national du FED (ON) est désigné. C'est dans l'objectif de la réduction, voire de l'éradication de la pauvreté, que des prérogatives sont attribuées à l'Ordonnateur national du FED en matière de supervision, mise en œuvre et suivi des programmes et projets financés par l'Union européenne.

En RDC, c'est le ministre des Finances qui est désigné Ordonnateur national du FED et bénéficie, à l'instar de ses homologues des autres pays ACP, de l'appui d'une structure technique afin d'accomplir au mieux ses attributions dans le cadre de cet Accord de Cotonou.

Cette structure, nommée Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement (COFED) est créée en novembre 2004, par arrêté ministériel. Elle est placée sous la supervision d'un Coordonnateur, qui assume également les fonctions d'Ordonnateur national délégué.

Les missions de la COFED, en tant que service technique de l'Ordonnateur national, qui travaille étroitement avec la délégation de l'Union européenne, sont les suivantes :

- Assister l'Ordonnateur national du FED dans la gestion des ressources octroyées à la RDC par l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement ;
- Coordonner, avec les ministères techniques et les organisations de la société civile, les travaux relatifs à la programmation, le suivi régulier, les revues annuelles, à mi-parcours et finales, de la mise en œuvre de la coopération UE-RDC ;
- Participer à l'instruction et à l'élaboration des projets et programmes nationaux et régionaux ;
- Préparer les dossiers d'appel d'offres, en assurer la publication et soumettre les propositions d'attribution à la DUE ;
- Assurer la liquidation et l'ordonnancement des dépenses dans la limite des ressources disponibles ;
- Apporter un appui institutionnel et juridique aux

maîtres d'ouvrage délégués et aux maîtres d'œuvre des différents programmes ;

- Mener, en collaboration avec la DUE, les actions de visibilité des différents projets et programmes financés par cette dernière.

Outre le renforcement de capacités, les partenaires nationaux intervenant dans la mise en œuvre des projets et programmes FED sont également accompagnés par la COFED, qui met à leur disposition son expertise technique, juridique et financière. À ce titre, il convient de citer, entre autres, l'assistance juridique, l'organisation de missions régulières de supervision et d'évaluation sur terrain ainsi que l'accompagnement dans les activités de visibilité et de l'information du grand public sur les réalisations enregistrées dans le cadre de la coopération UE-RDC.

La Convention de financement du projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED assure le fonctionnement de la Cellule. Aussi, le Gouvernement congolais contribue à la prise en charge des activités de la structure, conformément aux principes édictés dans la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'aide au développement.

 Hôtel des Impôts (DGI) Croisement des avenues des Marais et Provinces Orientale - Gombe Kinshasa - RDC  
(+243) 81 555 36 44  
cofed@cofed.cd  
www.cofed.cd



**Alexis Thambwe Mwamba**  
Coordonnateur national / Ordonnateur national délégué



**Pierre Medi Kongolo**  
Coordonnateur adjoint, Chef de section Admin. et Finances



**Jacky Mukala**  
Assistant technique



**Alice Ntumba**  
Responsable administratif et financier



**Omari Bukuku**  
Conseiller juridique



**Pascaline Mvula**  
Chargée de programmes Environnement et agriculture durable



**Sylvie Ngalimbaya**  
Chargée de programmes Gouvernance politique



**Apollinaire Kiakesidi**  
Chargé de programmes Gouvernance économique



**Ben Ilunga**  
Chargé de programmes Infrastructures



**Patrice Ntumba**  
Chargé de programmes santé



**Ruphin Mfumu**  
Contrôleur de gestion principal



**Franck Ntumba**  
Contrôleur de gestion



**Aloys Mateso**  
Contrôleur de gestion



**Sylvie Olela**  
Responsable passation de marchés



**Gisèle Lamboley**  
Chargée de communication



**Didier Muzutie**  
Responsable informatique



**David Kashishi**  
Gestionnaire de projets



**Christelle Balikwisha**  
Gestionnaire financier



**Carol Mulopo**  
Gestionnaire de projets



**Arlette Yumbi**  
Gestionnaire de projets



**Christelle Odia Derouaux**  
Gestionnaire de projets



**Virginie Miadi**  
Gestionnaire administratif et financier



**Augustin Mbutu**  
Gestionnaire de projets



**Pontien Kalombo**  
Gestionnaire administratif et financier



**Yves Umumbu**  
Gestionnaire administratif et financier



**Julie Ilunga**  
Assistante de directeur/coordination



**Théophile Tshivuadi**  
Archiviste



**Yvette Nabintu**  
Secrétaire opérationnelle



**Marie-Louise Mavakala**  
Secrétaire opérationnelle



**Don de Dieu Ndjoka**  
Secrétaire /réceptionniste et standardiste



**Nelly N'Kawe**  
Secrétaire finances et contrats



**Yasmine Odia**  
Employée de bureau/secrétaire



**Arène Ngasia**  
Employée de bureau/secrétaire



# ► RESUME DU RAPPORT

L'accord de partenariat qui fixe les cadres politique, économique et commercial entre l'Union européenne et les 79 Etats ACP est centré sur l'objectif de réduction et, à terme, d'éradication de la pauvreté, en cohérence avec les Objectifs de développement durable (ODD). Il vise l'intégration progressive des États ACP dans l'économie mondiale et s'appuie sur le plan d'action relatif à l'efficacité de l'aide (appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle). Sa coordination est mise en œuvre par des instruments paritaires ACP – UE, à savoir, le Conseil des ministres, le Comité des ambassadeurs, l'Assemblée parlementaire paritaire, et en accompagnement et suivi, les réunions des Chefs d'État.

Dans chacun des Etats ACP, l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement représente le pays bénéficiaire de l'aide auprès de l'Union européenne et joue un rôle majeur dans le suivi, la mise en œuvre et la supervision des projets. En RDC, l'Ordonnateur national du FED est le ministre des Finances. La cellule technique de l'Ordonnateur national, en l'occurrence la COFED en RDC, travaille en étroite collaboration avec la délégation de l'Union européenne, présente dans le pays, ainsi qu'avec les ministères acteurs en tant que maîtres d'œuvre. Ensemble, ils ont assuré l'exécution du 9e et du 10e FED avec des budgets respectifs d'environ 680 millions et 720 millions d'euros. Les projets du 11e FED sont en cours d'exécution avec une allocation de 620 millions d'euros, correspondant à l'enveloppe programmable. L'enveloppe non programmable destinée à l'aide humanitaire et d'urgence n'a pas encore été déterminée. Octroyés sous la forme de dons non remboursables, les budgets provenant du FED concernent, dans le cadre du 11e FED, les secteurs de la gouvernance, des infrastructures, de la santé et de l'environnement.

En matière de gouvernance, les progrès enregistrés dans la gestion des finances publiques ont marqué des jalons nécessaires dans la sécurisation des chaînes de la recette et de la dépense ainsi que dans la réforme de la comptabilité publique, en vue d'améliorer la transparence et la reddition des comptes dans la gestion de la chose publique.

Elle poursuit également son intégration économique au niveau régional, notamment au Marché commun de

l'Afrique orientale et australe (COMESA), avec lequel elle a pu bénéficier de financements pour, entre autres, la mise en œuvre du Régime commercial simplifié (RECOS), la mise en œuvre de la Zone de Libre-échange (ZLE) du COMESA, le développement de la filière cuir en RDC et la mise en place de l'assurance véhicule régionale (Carte jaune).

De plus, la RDC a obtenu un nouvel appui de l'Union européenne pour faciliter la participation de la société civile à la gestion du bien commun, à travers le programme d'appui à la participation citoyenne dans la gestion du bien commun (PARC-RDC).

Dans le domaine de la sécurité (armée, justice et police), le gouvernement est empreint d'une volonté d'améliorer les services administratifs et ses institutions cibles. Le Plan national de réforme de la Justice (PNRJ) a été élaboré et offre un cadre d'intervention et une feuille de route aux acteurs et partenaires pour la période de 2018 à 2022. Ce plan d'action a permis la mobilisation de ressources ainsi que des progrès dans la réhabilitation et la modernisation des infrastructures judiciaires et pénitentiaires en RDC. Ceci s'illustre notamment par la réhabilitation du camp de détention de Luzumu. Enfin, une nouvelle stratégie, structure de gestion et cadre réglementaire, est en cours d'élaboration pour le renforcement du secteur de la défense.

Reposant sur un réseau multimodal combinant transport fluvial, routier, ferroviaire, aérien et maritime, le secteur des infrastructures de transport en RDC est régulièrement appuyé par les partenaires techniques et financiers. À ce titre, l'Union européenne a accompagné les efforts du gouvernement avec la réhabilitation de la route nationale 1, sur le tronçon Batshamba (104 km) et le Pont Loange. Ces travaux ont été réceptionnés provisoirement et remis officiellement au ministère des Infrastructures. À ces travaux routiers s'ajoute la réhabilitation des voiries à Goma qui concerne les avenues du Lac, Kibarabara, Katoyi, Géomètres ainsi qu'une partie de la route nationale 2 (environ 38 km). Par ailleurs, la RDC a bénéficié d'interventions dans le secteur lacustre et fluvial, qui couvre un réseau très étendu et présentant des difficultés de navigation sur certains tronçons.

Ainsi, des études hydrologiques et hydrographiques ont été entreprises pour appréhender et prévoir le comportement du fleuve.

C'est dans ce cadre que le projet de navigabilité des voies fluviales et lacustres a procédé également à la rénovation des baliseurs, la mise en état des signaux de rive et des balises, la production de cartes de navigation de la rivière Kasai et du fleuve Congo, l'aménagement des routes de navigation, etc.

À ces interventions, s'ajoute la reprise des travaux dans le cadre des accords entre la RDC, le Rwanda et le Burundi : l'aménagement des axes transfrontaliers Goma–Gisenyi, Bukavu–Cyangugu et Uvira–Bujumbura ainsi que l'aménagement de la route d'accès aux sites du barrage et de la centrale Ruzizi 3.

En matière d'appui au secteur de la santé, les actions mises en œuvre ont principalement visé la pérennisation de l'accès aux soins de santé, en particulier pour les populations vulnérables, l'intégration des zones de santé couvertes par des interventions humanitaires et l'amélioration de la capacité institutionnelle du ministère de la Santé publique aux niveaux central et provincial ainsi que la mise à disposition de médicaments certifiés et le renforcement de la chaîne d'approvisionnement.

Ceci, grâce au Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC (PRO-DS) qui travaille en étroite collaboration avec 4 établissements d'utilité publique/fonds d'achat de services de santé (EUP FASS Nord-Kivu, EUP FASS Kasai Oriental, UEP FASS Kasai Occidental et EUP FASS Province Orientale). Ce dispositif d'intervention dans six provinces (Ituri, Haut-Uélé, Kongo Central, Kasai Oriental, Lomami et Nord-Kivu) est complété par des ONG qui ont chacune des attributions bien spécifiques (appui technique et financier, appui à l'approvisionnement en médicaments essentiels, gestion des centres de santé, mise en place des zones d'apprentissage et de recherche, réalisation de petits travaux de réhabilitation et fourniture d'équipements sanitaires, etc.). Le secteur de l'environnement n'est pas en reste. Parmi les enjeux majeurs de cette décennie, il est au cœur des différentes stratégies relatives au développement. En RDC, le programme Environnement et Agriculture durable a pour objet de stimuler le développement agricole et socioéconomique de cinq aires protégées

(les parcs de Garamba, Salonga, Upemba, Virunga et la biosphère de Yangambi) au bénéfice des populations. Il a notamment contribué au renforcement des activités de développement socioéconomique basées sur l'hydro-électricité en périphérie du Parc national des Virunga ainsi que celles de développement de l'agriculture, de l'énergie renouvelable et d'alternatives durables à l'orpaillage artisanal en périphérie du Parc national de Garamba.

Enfin, il convient de souligner que les parties prenantes à l'Accord de Cotonou se sont accordées pour sa prolongation au-delà de février 2020 afin de poursuivre le processus de sa renégociation lancée officiellement en août 2018. Le nouvel accord de partenariat devrait renforcer la coopération régionale et s'articulera autour des axes suivants : la réduction de la pauvreté, la question migratoire, les relations commerciales et la lutte contre le changement climatique.



# EXECUTIVE SUMMARY

The partnership agreement which establishes the political, economic and trade frameworks between the European Union and the 79 ACP States is geared towards the objective of reducing, and ultimately eradicating poverty, in coherence with the sustainable development goals (SDG). It aims to gradually mainstream ACP States into the global economy and builds on the Aid Effectiveness Action Plan (appropriation, alignment, harmonization, results-based management and mutual accountability). Its coordination is implemented by ACP-EU joint instruments, namely, the Council of Ministers, the Committee of Ambassadors, the Joint Parliamentary Assembly, and the meetings of the Heads of State for monitoring purpose.

In each of the ACP States, the national authorizing officer of the European Development Fund (EDF) represents the European Union (EU) aid recipient country and plays a major role in the monitoring, implementation and supervision of projects. In Democratic Republic of Congo (DRC), the national authorizing officer of the EDF is the Minister of Finance. A technical support unit to the national authorizing officer has been established, most relevantly in DRC as COFED. The unit works in close collaboration with the delegation of the European Union in DRC, as well as with ministries involved in the implementation process. Together they ensured the execution of the 9th and 10th EDF with respective budgets of approximately 680 million and 720 million euros. The 11th EDF projects are currently being implemented, it has an allocation of EUR 620 million which corresponds to the programmable envelope. The non-programmable envelope for humanitarian and emergency assistance has not yet been determined.

Allocated in the form of non-refundable grants, the budgets derived from the EDF, in connection with the 11th EDF, cover the governance, infrastructure, health and environment sectors.

In the sector of governance, progress in the management of public finances has marked necessary milestones in securing revenue and expenditure chains and in reforming public accounting, with a view to improving transparency and accountability in the management of public affairs. With regard to economic integration at the regional level, particularly in the framework of

the Common Market of Eastern and Southern Africa (COMESA), DRC has benefited from funding to implement the simplified trade regime (RECOS), the COMESA Free Trade Area (FTA), the development of the leather sector, and the regional vehicle insurance (Yellow Card). In addition, DRC has gained new support for civil society participation in the management of public affairs, through the programme to support citizen participation (PARC-RDC).

In the area of security (army, justice and police), the government has a willingness to improve administrative services and its target institutions. A National Justice Reform Plan (PNRJ) has been developed and provides a framework for intervention and a roadmap for stakeholders and partners for the period 2018 to 2022. This action plan has enabled the mobilisation of resources and progress has been made in the rehabilitation and modernisation of judicial and prison infrastructure in DRC. This is particularly illustrated by the rehabilitation of the Luzumu detention camp. Finally, a new strategy, management structure, and regulatory framework is being developed to strengthen the defence sector.

The infrastructure sector in DRC which relies on a multimodal network combining inland waterway, road, rail, air and maritime transport is regularly supported by technical and financial partners. In this context, the European Union has assisted the government with the rehabilitation of the national road 1 (RN1) on the Batshamba and Loange bridge (104 km) segment. This work was provisionally received and officially handed over to the Ministry of Infrastructure. In addition to this road work is the rehabilitation of roadsides in Goma along the avenues of the Lake, Kibarabara, Katoyi, Geometers as well as part of the national road 2 (about 38 km).

The European Union is also supporting the lake and river sector which covers a very wide network and presents navigation challenges on some sections.

Thus, hydrological and hydrographic studies are needed to apprehend and predict the behaviour of the river and to adapt the navigability to the unforeseen natural changes in the areas of concern.

It is within this framework that the European Union's support for the navigability of the river and lake waterways is geared towards the renovation of the buoys, the upgrading of the shoreline signals and beacons, the production of navigation maps of the Kasai and Congo Rivers, and the development of navigation routes, etc.

In addition to this support is the resumption of work within the framework of the agreements between DRC, Rwanda and Burundi. This includes the developments of the border roads connecting Goma – Gisenyi, Bukavu – Cyangugu and Uvira – Bujumbura, and the access road to the sites of the Ruzizi 3 dam and power plant. Concerning the health sector, EU support intends to sustain access to health care, mainly for vulnerable populations, integrate health areas covered by humanitarian interventions and improve institutional capacity of the Department of Public Health at the central and provincial level, and to provide certified medication and strengthen the chain of distribution of medicinal products.

This is implemented by the program of strengthening the supply and development of access to health care in DRC (PRO-DS), which works in close collaboration with 4 institutions of public utility/health Funding for purchasing services (EUP FASS North Kivu, EUP FASS Kasai Oriental, EUP FASS Kasai Occidental and EUP FASS province Orientale). This intervention system in six provinces (Ituri, Haut-Uélé, Kongo Central, Kasai Oriental, Lomami and North Kivu) is complemented by NGOs with specific responsibilities (technical and financial support, support for the supply of essential medicines, management of health centres, setting up of learning and research areas, realization of small rehabilitation works and provision of sanitary equipment, etc.). In this rather complex context of intervention in six provinces (Ituri, Haut-Uélé, Kongo Central, Kasai Oriental, Lomami and Nord-Kivu) the appropriation of the results is tangible. During the year under review, emphasis is placed on supporting institutions of public utility, improving the quality of care, strengthening the capacity of NGO staff, providing certified medicines and strengthening supply chain.

The environmental sector, one of the main challenges of this decade, compels Governments to consider this

thematic in different development strategies. In DRC, the European Union provides support through the environment and sustainable agriculture program, one of which is to stimulate the agricultural and socio-economic development of five protected areas (Garamba, Salonga, Upemba, Virunga parks and the Yangambi biosphere) for the benefit of the population. It has particularly contributed to strengthening the socio-economic development activities based on hydro-electricity on the outskirts of Virunga National Park as well as the development activities of agriculture, renewable energy and sustainable alternatives to small-scale gold mining in the outskirts of Garamba National Park.

Finally, it should be emphasized that the stakeholders to the Cotonou Agreement have agreed to extend it beyond 2020 and pursue the renegotiation process formally launched in August 2018. The new Partnership Agreement should strengthen regional cooperation and focus on the following areas: poverty reduction, migration issues, trade relations and the fight against climate change.





# GOUVERNANCE

---

## INTRODUCTION

**L**a république démocratique du Congo est engagée depuis plusieurs années dans des réformes institutionnelles visant le renforcement du système de gouvernance démocratique, l'État de droit et l'enracinement de la démocratie.

Conformément à la vision du gouvernement et selon les approches stratégiques, des programmes lui viennent en appui, en cohérence avec le plan national stratégique de développement, et entendent - par le renforcement des capacités des institutions démocratiques, des administrations publiques et des organisations de la société civile (OSC) – améliorer l'état de la gouvernance notamment sur les plans économique et politique, spécialement dans la réforme du secteur de sécurité (police, armée et justice). Des paliers significatifs en lien avec les domaines de résultats des programmes exécutés ont été atteints et les autres tendances observées durant l'année sous revue constituent des étapes clés pour aller vers des changements, plus substantiels, systémiques et surtout durables.

Sur le plan de la gouvernance économique, et plus particulièrement dans le domaine de la gestion des finances publiques, les progrès réalisés ont marqué des jalons nécessaires dans la sécurisation des chaînes de la recette et de la dépense ainsi que dans la réforme de la comptabilité publique, en vue d'améliorer la transparence et la reddition des comptes dans la gestion de la chose publique.

Aussi, la RDC accélère son intégration régionale dans le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et obtient, par ailleurs, un nouvel appui à la société civile, à travers le programme d'appui à la participation citoyenne dans la gestion du bien commun (PARC-RDC).

Les appuis subséquents au programme d'appui à la réforme de la police ont permis d'enregistrer

des avancées encourageantes, notamment dans le renforcement de la gestion des ressources financières et humaines, du cadre et contenu de la formation. Dans ce contexte, la validation, en décembre 2019, du deuxième plan d'action quinquennal de la réforme de la police (PAQ2, 2020-2024) imprime l'urgence de relancer la réforme de la police en perspective d'un rétablissement durable de la sécurité.

En matière de justice, les actions programmatiques, initiées dans la lignée de la reconstruction du système judiciaire et la restauration d'une justice impartiale et accessible à tous, avaient été cristallisées dans le document de politique nationale de réforme de la justice (PNRJ) et déclinées en un plan d'actions prioritaires (PAP, 2018-2022). À cet égard, le Groupe thématique justice et droits humains (GTJDH), qui joue un rôle central dans le pilotage et la mise en œuvre de ce plan, fournit un mécanisme essentiel de convergence des approches dans le domaine de la justice et un cadre de concertation entre les autorités nationales et les bailleurs de fonds.

Les progrès observés dans la réhabilitation et modernisation des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ont contribué à la matérialisation des efforts du gouvernement congolais dans ce sens. La réhabilitation du camp de détention de Luzumu, en vue d'en faire un établissement pénitentiaire de référence pour l'ensemble du pays, respectueux de la dignité humaine, en est notamment une illustration pertinente.

En ce qui concerne la réforme du secteur de sécurité – volet défense, il convient de citer la mise à jour et consolidation du cadre légal et réglementaire, la mise en place de nouvelles procédures et d'un référentiel de management des ressources humaines, l'élaboration du projet de la stratégie de reconversion/réinsertion du militaire pour un meilleur contrôle des effectifs, la définition des procédures budgétaires et outils de gestion, l'amélioration de la communication externe.



## PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DES FINANCES PUBLIQUES (PAMFIP)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
10.000.000€	20/05/2010	20/05/2016	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère des Finances	Décentralisée, régie directe		20/05/2017
Date limite d'exécution	Objectif global		
20/05/2018	Appuyer le gouvernement de la RDC dans la mise en oeuvre de son plan d'action de réforme des finances publiques et contribuer ainsi à améliorer la gouvernance en RDC.		

Le programme étant dans sa phase de clôture, la COFED a assuré le suivi des activités résiduelles et notamment la réception définitive des mobiliers et matériels de bureau ainsi que d'autres, livrés à la Direction de la comptabilité publique (DCP). Ce matériel a permis aux différentes directions, aussi bien à Kinshasa

qu'en province, de moderniser le cadre de travail et d'être opérationnel dans la mission. La réception définitive devrait intervenir en début d'année 2020 et consacrer ainsi la fin de cet appui à la réforme des finances publiques.

## PROJET DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE / FACILITÉ D'AJUSTEMENT COMESA

Montant	Date de signature
480.170,00€	05/06/2018
Maitre d'oeuvre	Maitre d'ouvrage
Ministère du Commerce, Office congolais de contrôle (OCC) et DGDA	Ministre des Finances
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
NA	31/12/2019
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Décentralisée, subvention	31/12/2020
Objectif global	
Soutenir l'intégration économique de la RDC dans le COMESA grâce à l'accroissement de la facilitation du commerce et l'amélioration de la stratégie commerciale.	

La RDC, en tant que pays membre du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, aussi connu sous son acronyme anglais COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa), a bénéficié de plusieurs appuis de cette organisation régionale dont l'objectif est de créer une union douanière entre ses 21 pays membres. La seconde subvention est signée en 2018, pour un montant de 480.720 euros.

Ce projet vise à appuyer les différentes réformes susceptibles d'accélérer le processus d'intégration de la RDC dans le COMESA. Cela a concerné principalement la mise en œuvre du Régime commercial simplifié (RECOS), la mise en œuvre de la Zone de Libre-échange (ZLE) du COMESA et le développement de la filière cuir en RDC.

C'est dans ce cadre que plusieurs activités ont été organisées en faveur des institutions bénéficiaires. On mentionnera notamment (i) la formation de près de 150 opérateurs économiques (PME) et agents de l'OCC aux normes sur la sécurité des aliments,

en vue de rendre leurs produits plus compétitifs sur les plans international et régional ; (ii) la validation, par le Comité national sur les règles d'origine (CNRO) du manuel de procédures relatives aux règles d'origines du COMESA ; (iii) la réhabilitation des locaux devant abriter l'espace de coworking des incubés de la filière cuir et autres PME encadrées par l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Concernant la mise en œuvre de la Zone de Libre-échange (ZLE), les marchandises échangées entre les différents états membres ne sont éligibles aux tarifs préférentiels que celles répondant aux critères d'origine. La formation de près de 400 agents et cadres de la Direction générale des Douanes et Accises (DGDA) aux règles d'origine et tarifs préférentiels du COMESA leur a permis de disposer de connaissances nécessaires à l'identification des marchandises éligibles aux tarifs préférentiels. Par ailleurs, l'ambition de la RDC, au regard de l'importance du cheptel bovin dont elle dispose, est de développer la filière cuir, par la production du cuir et des produits en cuir, telles les chaussures. Aussi, la formation sur la fabrication des chaussures d'environ 50 artisans bottiers de l'incubateur de cuir de Kinshasa, et l'acquisition prochaine de machines industrielles de fabrication de chaussures, permettront aux artisans bottiers de produire en masse des chaussures susceptibles d'être exportées.

## PROJET D'APPUI AU PROCESSUS D'INTÉGRATION RÉGIONALE DE LA RDC DANS LE COMESA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
620.158,00€	22/05/2019	NA	Ministre des Finances
Maître d'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle	
DGDA, OPEC, ARCA et SONAS	Décentralisée, subvention	31/07/2020	
Date limite d'exécution	Objectif global		
31/07/2021	Soutenir l'intégration économique de la RDC dans le COMESA grâce à l'accroissement de la facilitation du commerce et l'amélioration de la stratégie commerciale.		

La signature du troisième contrat de subvention, d'un montant de 620.158 euros, entre le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la République démocratique du Congo (RDC) est intervenue en mai. Comme pour les deux précédents contrats, ce dernier s'inscrit dans le cadre du programme de facilités d'ajustement COMESA/Mécanismes d'Appui à l'Intégration régionale (FAC/MAIR).

Trois axes d'intervention ont été retenus, à savoir l'intégration de la RDC dans la ZLE du COMESA, le développement de la filière cuir et la mise en place de l'assurance véhicule régionale (Carte jaune).

La participation de la RDC à la ZLE du COMESA exige une participation optimale aux programmes régionaux de cette organisation sous-régionale. Ceci implique d'appuyer le renforcement des capacités de certaines structures ciblées en fonction du rôle qu'elles peuvent jouer dans la mise en œuvre des programmes régionaux du COMESA en RDC. C'est le cas de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA) et de la Société nationale d'Assurances (SONAS) dans la mise en œuvre de l'assurance automobile régionale (la Carte jaune en RDC).

En effet, le secteur des assurances de la RDC a été récemment libéralisé par la Loi n° 15/005 du 17 mars 2015 portant Code des assurances. Une Autorité de Régulation et de Contrôle a été mise en place en vue d'exercer les actions prévues par le Code des assurances. Elle veille à la protection des droits des

assurés et des bénéficiaires des contrats d'assurance, à la solidité de l'assise financière des entreprises d'assurances et de réassurance ainsi qu'à leur capacité à honorer leurs engagements dans l'espace COMESA. Cette libéralisation présente des avantages à la fois pour la RDC et le COMESA. Pour la RDC, l'ARCA, les nouvelles sociétés d'assurance et la SONAS devraient s'imprégner des modalités de mise en œuvre du régime de la carte jaune du COMESA et des avantages du marché des assurances dans le COMESA. C'est dans ce contexte qu'au courant de cet exercice, des ateliers de formation et de sensibilisation sur les mécanismes de l'assurance automobile régionale ont été organisés. Une cinquantaine d'agents et cadres des sociétés d'assurance ont été formés et environ 200 agents et cadres de services publics et privés (DGM, Police, Magistrature, ANR) ont été sensibilisés.

Par ailleurs, en continuité des actions entreprises dans le précédent projet, le gouvernement de la RDC a mis en place un incubateur de cuir afin de développer des produits en cuir « Made in Congo » de bonne qualité, commercialisés à des prix compétitifs afin de satisfaire la demande locale et celle de la sous-région COMESA. Le projet vise principalement à faciliter l'essor et la formalisation de nombreux artisans informels qui sont impliqués dans la production de chaussures et produits en cuir à Kinshasa. Il servira de levier déclencheur pour le développement de la filière du cuir en RDC.

L'OPEC, en tant qu'incubateur, offre divers services dont la formation technique et managériale, la recherche de débouchés et de facilitations pour l'accès aux marchés. Pour permettre d'assurer ses services, certains

de ses cadres ont suivi des formations spécifiques, dont des échanges d'expérience avec les cadres de certains partenaires comme l'ALLPI (Africa Leather and Leather Products Institute).

## PROJET D'APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE 10E FED

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maitre d'ouvrage
4.000.000 €	07/11/2013	NA	Ordonnateur national
Maitre d'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
-	Décentralisée, subvention		07/11/2020
Date limite d'exécution	Objectif global		
07/11/2022	Promouvoir la gouvernance en concertation avec les organisations de la société civile.		

Le projet d'appui aux organisations de la société civile vise à promouvoir la concertation et le dialogue interne au sein des OSC, renforcer leurs capacités en vue de mener des actions de plaidoyer au profit de la population congolaise.

Dans le souci de consolider le dialogue entre les OSC et l'amélioration de la gouvernance interne, le 2e forum national de la société civile congolaise a permis de mettre en exergue le rôle des organisations de la société civile. Il a également permis de promouvoir une nouvelle synergie entre elles, en vue d'assurer une participation citoyenne active et engagée, capable d'influencer les politiques de manière pertinente, suffisante et permanente.

La publication de 3 200 exemplaires de la charte des principes fondamentaux de gouvernance participe au renforcement de la gouvernance interne des réseaux et plateformes de la société civile. Cette charte, qui constitue un vade-mecum de la société civile en matière de gouvernance interne, servira de référentiel aux actions du projet dans toute cette démarche. En ce qui concerne la mise en réseau de différentes radios

communautaires, les activités essentielles ont porté sur le renforcement des capacités des OSC et pour l'appui en matériels de production en faveur des radios de proximité. Sur cette base, l'identification concertée de 11 thématiques a permis l'organisation de 6 débats radiophoniques et 6 tribunes d'expression populaire qui ont dégagé des problématiques prioritaires et communes aux différentes provinces. Ces dernières feront l'objet de plaidoyers auprès des autorités locales.





## PROGRAMME D'APPUI À LA PARTICIPATION CITOYENNE DANS LA GESTION DU BIEN COMMUN EN RDC (PARC-RDC) 11E FED

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
12.000.000 €	27/11/2019	26/11/2022	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle	
-	Indirecte, subvention	26/11/2024	
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/11/2026	Contribuer à l'enracinement de la démocratie en RDC.		

Signée en novembre 2019, la convention de financement a prévu le démarrage des activités au début de l'année 2020.

Le programme d'appui à la participation citoyenne de la société civile dans la gestion du bien commun en RDC (PARC-RDC) ambitionne de consolider et de pérenniser les interventions financées dans le cadre du 10e FED, visant à créer un environnement propice à la participation de la société civile en tant qu'acteur

de développement et de dialogue politique.

De manière générale, l'objectif est de contribuer à l'enracinement de la démocratie. Plus spécifiquement, il s'agit de promouvoir le dialogue et de restaurer la confiance entre les citoyens – notamment les femmes, les jeunes ainsi que les personnes handicapées – et les pouvoirs publics dans les domaines de la participation citoyenne, de la promotion des droits des travailleurs et des consommateurs.

## PROGRAMME D'APPUI À LA GOUVERNANCE DES INFRASTRUCTURES RÉGIONALES ET NATIONALES EN AFRIQUE CENTRALE (PAGIRN)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
5.000.000 €	25/06/2018	25/06/2021	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
CICOS, UIT, ministère des PTNTIC (TIC)		Subvention (CICOS) décentralisée en régie (TIC)	25/06/2023
Date limite d'exécution	Objectif global		
25/06/2025	Appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales pour le renforcement des capacités de gestion, de planification, de recherche et de plaidoyer des opérateurs soutenus, ainsi que la mise en œuvre d'activités structurantes, spécifiques aux secteurs des transports, de l'énergie, des technologies d'information et de communication.		

D'un montant global de 20 millions d'euros, le programme s'étale sur une période de 64 mois et prévoit d'accompagner la RDC dans trois domaines :

- La réglementation, la facilitation, la sécurisation et la durabilité du transport fluvial dans la zone CICOS. Cette action sera financée par le biais d'une subvention d'un montant de 2 millions d'euros accordée à la Commission internationale du bassin du Congo-Oubangui-Sangho.
- Le renforcement de la concurrence et la régulation des télécommunications et de la société numérique. Cette action sera financée par un contrat de services de 2 millions d'euros et sera menée en étroite collaboration avec le ministère des Postes Télécommunications et Technologies de l'Informations et des Communications (MPTNTIC) et l'Agence nationales des régulations et des postes de la RDC (ARPTC).

## GOUVERNANCE

- L'analyse comparative (benchmarking) des TIC en Afrique centrale. Cette action sera financée par le biais d'une subvention de 1 million d'euros accordée à l'Union internationale des Télécommunications (UIT).  
Les différents outils de mise en œuvre du programme, notamment l'instrument de financement pluriannuel (devis-programme) et le contrat de subvention à signer avec la CICOS et l'UIT devraient être opérationnels en 2020.





## PROJET D'APPUI AU DÉMARRAGE DE LA DÉCENTRALISATION (PA2D)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
15.000.000 €	20/04/2010	20/05/2016	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de la Décentralisation	Décentralisée, régie indirecte privée		20/05/2021
Date limite d'exécution	Objectif global		
20/05/2023	Soutenir le démarrage de la mise en oeuvre de la décentralisation en RDC		

# GOVERNANCE

Initié en 2011, le projet d'appui au démarrage de la décentralisation (PA2D) avait pour objectif global de soutenir le démarrage de la décentralisation en RDC. Cet objectif se matérialise au niveau national par l'optimisation du dispositif de pilotage, de coordination et de suivi du processus de décentralisation aux côtés des autres partenaires techniques et financiers ; et, au niveau provincial, par le renforcement des capacités. Pour accompagner la mise en œuvre du programme, l'appui prévoyait la réhabilitation et/ou la construction de plusieurs édifices publics.

La construction du gouvernorat de la province du Nord-Kivu et les autres constructions de la province du Nord-Kivu, à l'arrêt depuis plus d'un an, à savoir l'Assemblée provinciale et l'Hôtel du gouvernement, devraient être relancées ainsi que le parachèvement de tous les projets de construction de la province du Nord-Kivu en 2020.



## PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA POLICE NATIONALE CONGOLAISE (PARP)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
16.000.000 €	12/08/2010	12/08/2016	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de l'Intérieur		Partiellement décentralisée	12/08/2020
Date limite d'exécution	Objectif global		
22/08/2022	Contribuer à la réforme de la Police nationale congolaise (PNC)		

La contribution à la mise en œuvre de ce programme se poursuit dans le cadre du projet de construction de la première phase de l'académie de police étendue sur une superficie de 30 hectares située à Kimpoko. Pour rappel, la construction de cette académie répond à la nécessité d'impulser une nouvelle politique de formation alignée aux principes de la réforme. Les travaux de la 1ere phase, dont la réception provisoire est intervenue en août, concernent entre autres cinq bâtiments, à savoir : le corps de garde, le bloc administratif, les salles de formation, les dortoirs ainsi qu'un centre de santé. Des prestations additionnelles de la mission de contrôle sur la période de janvier à août 2020 (soit 8 mois) ont été envisagées afin de procéder

aux corrections nécessaires durant la période de garantie jusqu'à la réception définitive des travaux. Les défis persistants d'ordre exogènes révèlent la nécessité de finaliser les travaux de viabilisation du site, et notamment les travaux d'aménagement de la piste d'accès de l'académie.



*l'Académie de Police*

## PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (PROGRESS)- VOLET DÉFENSE

Montant	Date de signature
16.000.000 €	30/08/2010
Maitre d'oeuvre	Maitre d'ouvrage
Ministère de la Défense nationale, Anciens combattants et Réinsertion	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
30/08/2018	31/05/2022
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Gestion indirecte	31/05/2024
Objectif global	
Assister les autorités civiles et militaires congolaises dans la conception et la conduite du processus de réforme de la sécurité (volet défense), notamment en matière d'administration et de gestion, afin de renforcer la gouvernance et l'État de droit, de lutter contre l'impunité et de promouvoir une paix juste et durable en RDC.	

L'année couverte a été une année clef pour la réforme de l'armée. Ainsi, à l'actif du programme, en ce qui concerne la planification et le suivi de la mise en œuvre de la réforme, l'implication de la direction des études stratégiques, planification et organisation (DESPO), en lien avec le conseiller réforme du Chef d'état-major général des FARDC, a été consolidée. Depuis la restructuration du programme, cette implication a permis de suppléer à la non-opérationnalité du groupe thématique Sectoriel 1 Armée (GTS1) et du comité technique de suivi de la réforme de l'armée « CTSRA ». Ainsi, les treize (13) sous-groupes thématiques relevant du CTSRA, formés en gestion axée sur les résultats et dotés d'outils de collecte d'informations sur la mise en œuvre du plan de réforme de l'armée (PRA), sont désormais opérationnels. Dans ce cadre, une grande attention a été accordée à l'appropriation de la réforme et à sa mise en œuvre par les parties prenantes à tous les niveaux, notamment à travers les ateliers de sensibilisation et d'information qui ont mobilisé jusqu'ici près de 500 personnes dans les trois zones de défense. Ce processus participatif assure une bonne circulation de l'information

et renforce la communication nécessaire, notamment pour l'établissement, en 2020, d'un bilan de mise en œuvre de la réforme depuis sa mise en place, avec le souci de dégager les résultats du changement.

Au niveau de la gestion des ressources humaines, le renforcement des capacités RH des fonctionnels (près 50 officiers militaires) a contribué à promouvoir le processus d'appropriation des concepts RH et une participation active de ces derniers (fonctionnels) à la modernisation de l'outil de gestion. À ce titre, on note la mise en place d'une commission réunissant les représentants des différentes structures concernées en vue d'élaborer une directive sur la GRH. Parallèlement, le développement de certaines applications informatiques complémentaires (ex. : avis individuel de modification, catalogue électronique des emplois, etc.) permet d'avancer dans la mise en place des outils RH à intégrer au système informatique SINGAMIL.

En matière budgétaire, grâce aux sept sessions de renforcement des capacités opérées auxquelles 308 personnes ont pris part, les acteurs utilisent les nouveaux outils budgétaires et informatiques mis à leur disposition et internalisent de nouvelles pratiques. On observe par exemple, grâce à la mise en place d'un cadre de concertation, une plus grande inclusivité du processus d'élaboration des prévisions budgétaires du ministère et un renforcement du dialogue budgétaire entre les services centraux et les régions militaires, mais aussi une implication, de plus en plus croissante, des services administratifs et logistiques dans le processus de budgétisation. Un accent est mis dans la nécessité de réviser la loi de programmation militaire (LPM) et le PRA, en vue de les doter d'horizons temporels et de budgets plus réalistes, d'indicateurs de performance et d'outils de suivi et d'évaluation. Ce travail contribuera à renforcer la synergie et la coordination avec les autres structures notamment la DESPO qui suit la réforme. Enfin, le rôle des services financiers est renforcé dans la mise en place d'outils de gestion et de procédures assurant une plus grande transparence et rationalité en matière de gestion des fonds et crédits mis à la disposition du MDNAC.

En matière de communication externe, les actions phares réalisées ont permis le (i) renforcement des capacités de 178 agents du personnel des directions régionales et de garnison ; (ii) l'élaboration de 17 modules d'éducation civique, objets de neuf (9) manuels imprimés en 900 exemplaires et diffusés dans les directions régionales et de garnison ; (iii) l'appui à la création du site Web FARDCNET et la formation du personnel dédié à la gestion.

La contribution au volet infrastructures vise, au bénéfice du MDNAC, des conditions de travail améliorées

par l'extension de son siège (nouvelle construction). Le processus d'attribution du marché des travaux et d'équipements du nouveau bâtiment du MDNAC s'est clôturé en décembre ; et la pose de la première pierre constitue la prochaine étape du premier semestre 2020. Les actions menées dans le cadre de la subvention avec le réseau pour la réforme du secteur de sécurité et de justice (RSSJ) ont permis d'impacter positivement l'attitude des militaires et leur relation avec la population dans les provinces d'intervention.

## PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE À L'EST - PARJE UHAKI SAFI

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
18.786.766 €	27/06/2012	26/06/2017	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de la Justice et Droits humains		Partiellement décentralisée	27/07/2020
Date limite d'exécution	Objectif global		
27/07/2022	Contribuer à la consolidation de l'État de droit en luttant contre l'impunité ordinaire et de guerre dans le Nord et Sud-Kivu et le district de l'Ituri, qui sont encore des régions troublées.		

Ce palais de justice est constitué d'un bâtiment qui comprend 4 juridictions à savoir le Tribunal de Grande Instance (TGI), Parquet de Grande Instance (PGI), le parquet général et Cour d'appel (CA) ainsi que des locaux communs.

Les travaux de construction du palais de justice de

Goma, qui accusent également un retard important, constituent l'activité résiduelle dans le cadre de ce programme. Le terrain, d'une forme trapézoïdale, couvre une superficie générale de près de 4.199,33 m<sup>2</sup>.

# GOVERNANCE

## PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE (PARJ)

Montant	Date de signature
30.230.000 €	29/04/2010
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Ministère de la Justice et Droits humains	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
29/04/2016	29/04/2020
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Partiellement décentralisée	29/04/2022
Objectif global	
Contribuer à la réforme de la justice en améliorant la gouvernance de l'appareil judiciaire.	

Au courant de l'année en revue, les appuis se sont focalisés autour du renforcement des capacités du maître d'œuvre, par l'appui au groupe thématique justice et droits humains dans la mise en œuvre de la politique nationale de la réforme de la justice (PNRJ) et de son plan d'actions prioritaires (PAP). Dans ce cadre, on note le démarrage de la seconde mission d'assistance technique au groupe thématique pré rappelé et la mise en œuvre des activités relatives notamment (i) au renforcement des capacités organisationnelles du GTJDH ; (ii) à l'amélioration du dialogue sectoriel au sein du GTJDH ; (iii) à la recherche anthropologique, juridique et participative sur la mise en œuvre des modes alternatifs de règlement de conflit (MARC) ; et (iv) à la définition des indicateurs de mesure et des modalités de mise en œuvre du système d'informations des statistiques judiciaires (SISJ).

Les efforts sont actuellement orientés vers le processus de revue opérationnelle de la PNRJ afin de servir de base à la formulation d'un nouveau PAP qui prenne en compte, entre autres, les priorités du ministre de la Justice.

Les activités résiduelles liées au volet infrastructures et équipements mobiliers concernent l'ouvrage de Tshikapa. La finition, dont la menuiserie, se poursuit non sans difficulté et devrait s'achever en 2020 afin de permettre aux autorités provinciales d'offrir à la population un cadre de travail moderne.

Quant au Centre de détention de Luzumu, les travaux de réhabilitation ont abouti à la satisfaction du maître d'œuvre. La réception définitive du bâtiment est intervenue en novembre 2019.



## PROJET D'APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED (PAON)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats	Maître d'ouvrage
2.500.000 €	14/12/2018	14/02/2019	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Union européenne		Contrat de subvention FED/2019/405-197	13/02/2020
Date limite d'exécution	Objectif global		
13/02/2022	Renforcer l'efficacité de la coopération entre l'Union européenne et la RDC, en ligne avec les principes d'efficacité de l'aide définis par la Déclaration de Paris et l'Agenda d'Accra (appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle), ainsi qu'avec les concepts de redevabilité mutuelle et le partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement.		

La COFED, service technique qui appuie l'Ordonnateur national dans le cadre de ses prérogatives, a pour mission d'assurer la mise en œuvre des programmes et projets financés par le Fonds européen de développement en République démocratique du Congo. À ce titre, la Cellule bénéficie pour son fonctionnement d'un appui financé à travers le Projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED.

Dans le cadre de cette mission, des actions d'appui en matière de renforcement des capacités des partenaires

et des ministères techniques ainsi que des actions culturelles sont organisées. Celles-ci sont prises en charge par un instrument spécifique de financement, la TCF (Facilité de coopération technique).

La COFED dispose également de moyens visant à assurer la communication et la visibilité des actions financées par le Fonds européen de développement ainsi que leurs impacts auprès de la population.

# GOVERNANCE

## FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE (TCF)

Montant	Date de signature
10.000.000 €	30/04/2015
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Ordonnateur national	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
30/04/2019	30/04/2020
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Décentralisée, régie directe	30/04/2022
Objectif global	
Poursuivre l'appui apporté à l'exécution de la stratégie de développement du gouvernement par le biais des programmes de développement pertinents financés par le FED ainsi qu'une meilleure maîtrise des questions de développement par les acteurs en RDC.	

La Facilité de coopération technique soutient la mise en œuvre du processus de programmation et de formulation du Programme indicatif national (PIN) dans les pays bénéficiaires du FED. Elle vise entre autres à renforcer les capacités des parties prenantes sur diverses thématiques liées aux questions de développement. Elle assure dans la mesure du possible les évaluations et les audits des différents programmes et projets. Hormis les études et formations qu'elle finance, le devis-programme TCF prend en charge l'organisation de conférences, séminaires et manifestations culturelles qui s'inscrivent dans une stratégie de développement. En 2019, ce programme a permis d'appuyer plusieurs actions dans le domaine culturel, dont la 8e édition du festival Amani et la Biennale de Lubumbashi.





C'est dans le cadre de la Facilité de coopération technique que les actions de communication et de visibilité sont également financées. À ce titre, les activités mises en œuvre par la COFED visent à accroître la notoriété des interventions financées par l'Union européenne en RDC. Au cours de l'année sous revue, les conclusions d'une enquête de perception menée auprès d'un échantillon d'étudiants ont abouti au constat d'une méconnaissance profonde des actions de l'Union européenne en RDC. Aussi, des actions de communication au sein des universités ont été initiées, sous

mise en œuvre, les actions par secteurs d'intervention ainsi que leurs impacts auprès de la population. Le public cible a particulièrement été intéressé par les questions liées au domaine des infrastructures, au renforcement des capacités des institutions et à la jeunesse.

Parallèlement à ces actions de sensibilisation, une communication a été entretenue à l'endroit des organes de presse sur les interventions ciblées dans les différents secteurs de coopération.

Ces échanges, portant essentiellement sur les actions et leurs impacts, ont permis aux professionnels des médias de relayer valablement ces informations.

forme de matinées d'information et d'échanges sur le cadre de coopération, les différents partenaires de



# INFRASTRUCTURES

---

**E**n République démocratique du Congo, la mise en œuvre d'infrastructures de transport interconnecté de qualité est un préalable pour le développement consistant du pays. Ce dernier s'étend en effet de l'Océan Atlantique jusqu'au plateau de l'est de l'Afrique, en intégrant au passage une part majeure du bassin du Congo.

À terme, cette convergence multimodale de l'ensemble de son territoire devrait contribuer notablement à la restauration du réseau d'infrastructures de transport prioritaire. Ceci renforcerait à la fois l'unité physique du pays, tout en contribuant à la relance économique, à l'intégration régionale et à la réduction de la pauvreté dans l'ensemble du pays.

Ainsi, avec l'Union européenne, au travers des 9e, 10e et 11e FED, ce sont 300 km linéaires de la route nationale 1 qui sont restaurés. Cela représente environ 10 % de l'ensemble des voies bitumées que compte le réseau national.

À l'est de la République démocratique du Congo, 35 km de chaussées asphaltées ont été construits et réhabilités dans la ville de Goma.

Toutes ces actions créent une capacité accrue et immédiate pour la mise en œuvre du plan prioritaire du gouvernement, mais aussi pour les actions exécutées dans le cadre de la coopération au développement. Dans cette perspective, les programmes santé dans les deux Kasaï et dans

le Nord-Kivu en sont des exemples probants, de même que les projets d'électrification, de préservation et de conservation de la biodiversité dans les parcs nationaux des Virunga à l'est.

À cela s'ajoutent les activités relatives à la facilitation de la navigation sur le fleuve Congo et la rivière Kasai qui sont dans leur phase de clôture. Quelques aménagements de ports dans l'Équateur et dans la province du Sud-Kivu doivent encore être réalisés.

Le fleuve a ainsi été cartographié le long de son cours, au niveau de ses berges et de son lit, avec l'aide des techniques les plus actuelles. Ces activités en amont ont permis l'élaboration de cartes de navigation conformes aux réalités de ces deux cours d'eau.

L'investissement consenti sur la route nationale n°1 et les voies navigables naturelles, qui a permis la restauration de ces deux axes majeurs de circulation des biens et des personnes, consolide les infrastructures praticables de la République démocratique du Congo.

Dans le même cadre du renforcement des infrastructures, d'autres projets ont été initiés ou sont en cours de lancement. Il s'agit plus précisément de :

- La réhabilitation de 150 km de routes entre Kananga et Kamuesa. Les travaux sont planifiés pour le courant 2020 – 2021.
- La poursuite des travaux sur les axes transfrontaliers entre la République démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda.



## RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE N° 1 ENTRE BATSHAMBA ET TSHIKAPA ET ÉTUDES RELATIVES À LA RÉHABILITATION DE L'AXE GOMA-WALIKALE-LUBUTU-KISANGANI

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
113 700 000 €	13/03/2012	15/03/2018	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Office des routes	Partiellement décentralisé		13/03/2021
Date limite d'exécution	Objectif global		
13/03/2023	Lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transports nécessaires à la relance socioéconomique et à l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		

Avec les ressources du 10e FED, 104 kilomètres de routes ont été construits entre les provinces du Kwilu et du Kasai, reliant les villes de Kikwit (aux encablures de Batshamba) et la ville de Tshikapa dans le Kasai. Ce sont donc six régions qui sont reliées par une voie de transport rapide, du Kongo Central, vers le Kasai Oriental, en passant par les provinces de Kinshasa, du Bandundu et du Kwilu. Le trajet entre Kinshasa et le chef-lieu du Bandundu est ainsi réduit à 8 heures en moyenne, là où cela nécessitait plusieurs jours de transit.

Les effets économiques de la réhabilitation de cette route sont déjà tangibles et la perspective d'une remise en état de cet axe qui débouchait sur les grands ensembles autoroutiers de l'Afrique australe augure des perspectives positives.

La réception définitive de la portion de la route nationale sous la gestion du FED a été effective en mai 2019. Des travaux confortatifs d'assainissement complémentaires sont en cours.

## RÉHABILITATION DE LA VOIRIE À GOMA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maitre d'ouvrage
28 500 000 €	13/03/2012	13/03/2015	Ordonnateur national
Maitre d'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de l'Aménagement du territoire, Urbanisme, Habitat, Travaux publics et Reconstruction (Cellule infrastructures)	Partiellement décentralisé		13/03/2021
Date limite d'exécution	Objectif global		
13/03/2023	Lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transports nécessaires à la relance socioéconomique et garantissant l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		

29 km de voiries sont définitivement réhabilités dans la ville de Goma. Ce renouveau du réseau urbain a eu comme effet bénéfique, l'assainissement de la ville, habituellement entravée par la poussière, en même temps qu'il a facilité le transit des habitants de Goma. Les voiries sont arpentées par des trottoirs et dotées d'exutoires pour les eaux stagnantes et les pluies. Ces aménagements ont nécessité le déplacement de plusieurs tronçons de dessertes d'eau et d'électricité. Cette nouvelle voirie a déjà un impact positif sur la vie de plus de 1 million d'habitants dans la seule ville de Goma, et de plusieurs autres millions en interurbain.

Les travaux de parachèvement relatifs aux 4,5 km subsistants dans ce projet, sur l'axe Goma-Sake, devraient reprendre et se terminer au courant de l'année 2020.

À ce jour, les voiries sont achevées sur les avenues Kibarabara, Katoyi, Géomètre et du Lac.



Réhabilitation de la Voirie à Goma



## PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DE LA NAVIGABILITÉ DES VOIES FLUVIALES ET LACUSTRES EN RDC (PANAV)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
60.000.000 €	01/12/2010	01/12/2017	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère des Transports et Voies de Communication	Centralisée, régie directe		01/12/2021
Date limite d'exécution	Objectif global		
01/12/2023	Lutter contre la pauvreté d'une partie des populations congolaises en contribuant au rétablissement et à la préservation durable des infrastructures de transport pour garantir l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		

Le projet d'amélioration des voies navigables du Congo sera clôturé en début 2020 pour les activités portées par l'instrument financier (devis-programme) et vers la fin de l'année 2020, pour la réhabilitation des ports.

Les résultats atteints concernent principalement trois domaines d'intervention : le balisage, la cartographie et le renforcement de capacités.

Pour ce qui est du balisage, il s'agit là du produit de plusieurs activités concourantes qui ont permis d'émailler le fleuve Congo de balises fixes et flottantes, mais également de bouées. Plus de 700 équipements signalétiques ont été, soit posés sur les berges, soit mis à flot sur des points référencés par télédétection aérienne au laser (LIDAR) et bathymétrie.

Afin de faciliter la poursuite des activités de monitoring et de balisage du fleuve, deux bâtiments ont été lancés, en plus de ceux déjà remis en état de marche. Il s'agit pour les premiers de bateaux multifonctions et pour les derniers de baliseurs. Le Yaolimela et le Kasai ont rejoint le Congo, le Lomela et le Kauka, renforçant ainsi la flotte de la régie des voies fluviales (RVF).

L'objectif principal du PANAV étant la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC, la production de cartes de navigation s'inscrit naturellement comme l'un des résultats phares. Leur élaboration a permis de dépoussiérer et d'actualiser des cartes de navigation, vieilles de plus de 50 ans.

Le projet a, par ailleurs, réhabilité le bâtiment du centre de traitement des données (CTD) en fournissant le mobilier, le matériel, et les logiciels nécessaires à la production des cartes de navigation. Il a aussi organisé, à travers l'assistance technique mobilisée, des formations du personnel de la RVF sur la collecte des données sur site, leur interprétation et la maîtrise des nouveaux systèmes de cartographie.

En plus des actions de balisage, au vu de l'augmentation du potentiel de flux sur le fleuve, le programme a prévu des appuis pour certains points de chargement et déchargement le long du fleuve. À cet effet, plusieurs

grues ont été acquises et certains ports réhabilités. À terme, ce renouveau devrait permettre la relance des cultures vivrières artisanales et industrielles locales.

## PROGRAMME INDICATIF RÉGIONAL AFRIQUE CENTRALE 10E FED : AXES TRANSFRONTALIERS ET VOLET ÉNERGIE DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL)

### RÉHABILITATION DES AXES TRANSFRONTALIERS GOMA-GISENYI, BUKAVU-CYANGUGU (PETITE ET GRANDE BARRIÈRE) ET UVIRA-BUJUMBURA.

De nouvelles études ont été initiées afin de mieux appréhender les effets de l'augmentation du trafic sur les axes transfrontaliers. Ces études sont rendues nécessaires du fait de la latence observée entre les constats liminaires et l'avancement des travaux sur terrain. Le résultat de celles-ci devrait faciliter la relance des travaux. Le nouveau dispositif institutionnel prévoit la gestion de chacune des composantes par chacun des États membres.

Les résultats de l'étude sont attendus à la fin du premier trimestre de l'année 2020 et constituent le préalable à la relance des travaux sur ces axes.

En ce qui concerne les travaux d'aménagement de la route d'accès aux sites du barrage et de la centrale Ruzizi III, une autre étude a été menée avec comme objectif de permettre la construction de la route d'accès au site du barrage Ruzizi III. Les conclusions de l'étude fixeront les diverses options possibles relatives aux travaux et tracés à retenir pour l'achèvement des ouvrages.

A photograph of a man from behind, wearing a grey tank top and a blue baseball cap with 'Mitchell & Ness' written on it. He is performing a pull-up on a black metal bar. The background is a bright, clear sky. The word 'SANTÉ' is overlaid in white, bold, sans-serif font, with a white horizontal line underneath it.

# SANTÉ

**E**n République démocratique du Congo, le secteur de la santé dispose d'une politique nationale de santé organisée autour des soins de santé primaires, laquelle consacre la zone de santé comme unité opérationnelle. Cette politique est

adossée à une stratégie de renforcement du système de santé déclinée en plans nationaux de développement sanitaire (PNDS) quinquennaux. Le deuxième plan national de développement sanitaire (2016-2020) a identifié une série de difficultés liées au secteur qu'il entend résoudre avec la contribution des programmes mis en œuvre grâce à l'appui des bailleurs de fonds, notamment l'Union européenne, et des autres partenaires techniques et financiers. Il s'agit principalement i) des problèmes liés aux prestations des services et soins de santé y compris les médicaments ; ii) problèmes liés au financement du secteur, aux ressources humaines, à l'information sanitaire, aux infrastructures et équipements ; iii) et enfin des difficultés relatives à la gouvernance et au pilotage du secteur de la santé.

En 2019, la contribution du Fonds européen de développement (FED), à travers trois programmes mis en œuvre sur le terrain, continue d'apporter une réponse structurante aux défis, nécessités et orientations stratégiques dégagés par le Gouvernement congolais dans le secteur de la santé au plus près des populations bénéficiaires. Cette année, le contexte de ces interventions est marqué par une dégradation de la capacité des ménages à payer des soins de santé et leur mauvais état nutritionnel, d'une part ; et la propagation de

l'épidémie de la maladie à virus Ebola, devenue au mois de juillet « urgence de santé publique de portée internationale », d'autre part.

Dans le cadre du programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé (PRODS), l'action combinée de l'Union européenne et de deux établissements d'utilité publique - fonds d'achat de services de santé (EUP-FASS) - couvrant le Kasai-Central, le Kasai-Oriental et la Lomami, mérite d'être soulignée. Elle a l'avantage, en effet, de mettre à disposition d'une population estimée à 3 millions d'habitants la somme globale de 31 500 000 euros afin de renforcer la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables et réduire la barrière financière à l'utilisation de services de santé. Dans le même sens, le subventionnement de la gratuité des soins par la prise en charge du ticket modérateur, point fort dans la contribution du FED à la stratégie de riposte contre la maladie à virus Ebola, constitue le fil conducteur, depuis le 1er février 2019, des actions menées dans les provinces du Nord-Kivu (6 zones de santé (ZS) bénéficiaires) et de l'Ituri (4 ZS bénéficiaires). Ont ainsi été implémentées : pour le 10e FED (2008-2013), les actions menées dans le cadre du programme d'appui au plan national de développement sanitaire (PAPNDS) et du programme d'accélération des progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le développement 4 et 5 (PAPOMD 4&5) ; pour le 11e FED (2014-2020), le programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé (PRODS) poursuit sa mise en œuvre sur 38 zones de santé dans les provinces du Kongo-Central (3 ZS), du Kasai-Central (5 ZS), du Kasai-Oriental (ZS), de l'Ituri (4 ZS) et du Nord-Kivu (10 ZS).



## PROJET D'APPUI AU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (PA PNDS)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes (D+6)	Maître d'ouvrage
51.000.000 € + 2.857.442 €	09/07/2010	09/07/ 2016	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre délégué	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de la Santé	Cellule d'appui à la gestion (CAG)	Décentralisée, régie directe publique	09/07/2019
Date limite d'exécution	Objectif global		
09/07/2021	Contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population dans le contexte global de la lutte contre la pauvreté		

La période de mise en œuvre opérationnelle de ce programme, échu en juillet 2019, dont l'essentiel des actions est entrepris en étroite collaboration avec le ministère de la Santé et les autres

partenaires, est composée d'opérations de clôture des engagements et contrats résiduels dont on peut citer les plus importants :



INTITULE DU CONTRAT	BÉNÉFICIAIRE
<p>Marché de fournitures, livraison, installation et mise en service d'équipements biomédicaux et formation des utilisateurs dans neuf (9) Hôpitaux généraux de référence (HGR)</p> <p>Fourniture, livraison et installation, mise en service, formation des bénéficiaires et service après-vente des mobiliers de bureau pour quatre (4) hôpitaux généraux de référence (HGR) deux (2) centrales de distribution régionale de médicaments essentiels (CDR) et une (1) Division provinciale de la santé (DPS) dans les provinces du Kasai-Central, de la Lomami, du Kasai-Oriental et de l'Ituri</p> <p>Marché de fournitures, livraison, installation, mise en service, formation des bénéficiaires et service après-vente, par le contractant, de groupe électrogène pour vingt-et-un (21) hôpitaux généraux de référence (HGR), deux (2) centrales de distribution régionale de médicaments (CDR), une (1) Division provinciale de la santé (DPS) et deux (2) établissements d'utilité publique (EUP FASS) situés dans les provinces du Kasai-Central, de la Lomami, du Kasai-Oriental, de l'Ituri et du Nord-Kivu. Exécuté en un seul lot couvrant le pool - Est et le pool -Ouest.</p>	<p>HGR Tshilenge, HGR Tshibala, HGR Kabinda, HGR Masuika, HGR Mikalayi</p> <p>HGR Masereka, HGR Kyondo, HGR Musienene, HGR Bunia</p> <p>HGR Tshilenge, HGR Tshibala, HGR Kabinda, HGR Masuika, HGR Mikalayi, HGR Masereka, HGR Kyondo, HGR Musienene, HGR Bunia</p> <p>HGR Tshilenge, HGR Kabinda, HGR Mikalayi, HGR Mambasa</p> <p>DPS Kasai-Oriental (Mbuji-Mayi), CDR CADIMEK (ex-Kasai-Occidental), CDR CADIMEBU (Ituri)</p> <p>EUP-FASS/KOR, DPS/Kasai-Oriental, EUP-FASS/KOCC, CDR CADIMEK</p>

Quant aux travaux, les principales actions à finaliser ont été les réceptions définitives de bâtiments ci-après :

- Travaux de construction d'une centrale d'approvisionnement et de distribution de médicaments essentiels à Kananga
- Travaux de réhabilitation et de construction de l'hôpital général de référence de Mikalayi au Kasai-Central
- Travaux de construction et de réhabilitation de l'hôpital général de référence de Tshilenge dans le Kasai-Oriental

## PROJET D'ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS 4 ET 5 DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (PAP-OMD 4&5)

Montant	Date de signature
40.000.000 €	23/05/2013
Maitre d'oeuvre	Maitre d'ouvrage
Ministère de la Santé	Ordonnateur national
Maitre d'oeuvre délégué	
Cellule d'appui à la gestion (CAG)	
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
22/05/2016	22/05/2021
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Partiellement décentralisée et gestion conjointe avec l'Unicef	22/05/2023
Objectifs globaux	
Contribuer à réduire la mortalité maternelle de 549 à 322 décès maternels pour 1.000 naissances vivantes d'ici 2015. Contribuer à réduire la mortalité infanto-juvénile de 148 à 60 décès pour 1.000 naissances d'ici 2015.	



Ce programme a principalement œuvré au financement de divers travaux de construction ou réhabilitation de structures sanitaires dans les provinces.

Les travaux de construction et d'aménagement des hôpitaux généraux de référence de Masuika et Tshibala dans la province du Kasai-Central sont en cours de réalisation. Ils sont cependant marqués par l'acheminement laborieux de certains matériaux sur site dus à l'absence d'infrastructures adéquates et l'éloignement des grands centres urbains. Néanmoins, les charpentes métalliques attendues sont arrivées à la fin du trimestre 2019, rendant possible la pose de la toiture et les travaux de finition. Les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des travaux ont ainsi conduit à la proposition d'une prolongation conséquente de quinze mois du délai de chaque marché. Ledit délai, qui devrait entrer en vigueur au cours de l'année prochaine, prolongera la période de mise en œuvre jusqu'en 2021.

Il en est de même pour les travaux de construction et d'aménagement de l'hôpital général de Masereka qui devrait redémarrer après résiliation du contrat initial, l'année suivante.



## PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'OFFRE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ (PRO-DS)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes (D+3)	Maître d'ouvrage
180.300.000 €	26/09/2016	26/09/2019	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre délégué	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de la Santé	Cellule d'appui à la gestion (CAG)	Décentralisée, régie directe publique	26/09/2022
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/09/2024	Contribuer, dans le cadre du plan de développement sanitaire (PNDS) et dans le contexte de lutte contre la pauvreté, à l'amélioration de la santé de la population de la RDC		

Le programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé (PRODS) est entré en vigueur le 26 septembre 2016, pour une période opérationnelle de 84 mois. D'un budget de 180 300 000 euros, il est réparti sur 38 zones de santé cibles. La progression des activités est encore assez lente et les méthodologies des différents acteurs restent encore, dans bien des cas, à harmoniser et encadrer sur le terrain (EUP-FASS, ONG bénéficiaires, acteurs sectoriels, etc.). Néanmoins, certains résultats, dont les activités se situent dans la ligne droite des programmes des 9e et 10e FED, sont d'ores et déjà tangibles et mettent clairement en relief la résilience du système de santé en République démocratique du Congo, principalement face à l'épidémie de la maladie à virus Ebola.

Fait marquant, la stratégie nationale de la riposte contre Ebola a institué la gratuité des soins de santé dans toutes les zones de santé dans lesquelles cette maladie est déclarée, dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Par ailleurs, dans le cadre du suivi des actions du PRODS, les parties prenantes ont recommandé, depuis 2018, l'élaboration d'un Plan d'action global des réalisations du programme (PAG). Au terme de deux ateliers, le Comité technique, désigné à cet effet, a poursuivi l'élaboration du projet de document du PAG en étroite collaboration avec l'assistance technique en poste dans les provinces et les parties prenantes du programme. Ceci a permis d'obtenir un document consolidé proposant une stratégie d'intervention du PRODS pour la période restante.

À cela s'ajoutent les activités observées durant la période et qui se sont orientées vers les trois axes suivants :

## 1. L'amélioration des conditions d'accès aux soins (demande de soins)

Les programmes financés avec les ressources des 9e et 10e FED ont apporté comme innovation au système sanitaire congolais l'amélioration de l'accès aux soins de santé par le subventionnement de la tarification forfaitaire par épisode maladie : encourager la demande de soins par la prise en

charge d'une partie des frais, appelée tiers payant, par le PRODS et le paiement de la différence ou ticket modérateur par le patient. Le PRODS a, quant à lui, continué à pérenniser cet acquis au cours de l'année 2019, en utilisant les Fonds d'achat de services de santé (EUP-FASS) comme instruments fiduciaires. Ainsi, dans le but de juguler les conséquences sanitaires de la crise et stabiliser en post-urgence la situation dans le Kasai-Central, des ressources additionnelles (10 millions euros) ont été ajoutées au budget initial de 150 300 000 euros. Cette augmentation a permis à l'EUP-FASS du Kasai-Occidental de garantir la fonction d'achat de soins de santé, tout en gardant une viabilité financière suffisante ainsi que des soins de qualité dans les zones de santé de Bunkonde, Masuika, Mikalayi, Tshibala et Tshikula sur une période de 18 mois.

Ce mécanisme de tarification forfaitaire, confronté à l'épidémie du virus Ebola, s'est étendu de février à décembre, dans le cadre de la stratégie nationale de riposte, à une prise en charge intégrale des soins de santé par épisode maladie (gratuité des soins), pour les populations des zones de santé de Manguredjipa, Biena, Kyondo, Vuhovi et Musienene dans la province du Nord-Kivu. L'objectif étant d'intensifier et systématiser la détection au premier échelon des formations sanitaires. La zone de santé de Masereka, dans la même province, a quant à elle bénéficié, dans le cadre de la stratégie de riposte, du financement du projet de développement du système de la santé financé par la Banque mondiale, lequel garantit la gratuité des soins, pour certaines prestations, depuis la fin de l'année 2018. Toutes les autres prestations y sont prises en charge par le PRODS depuis le mois de février.

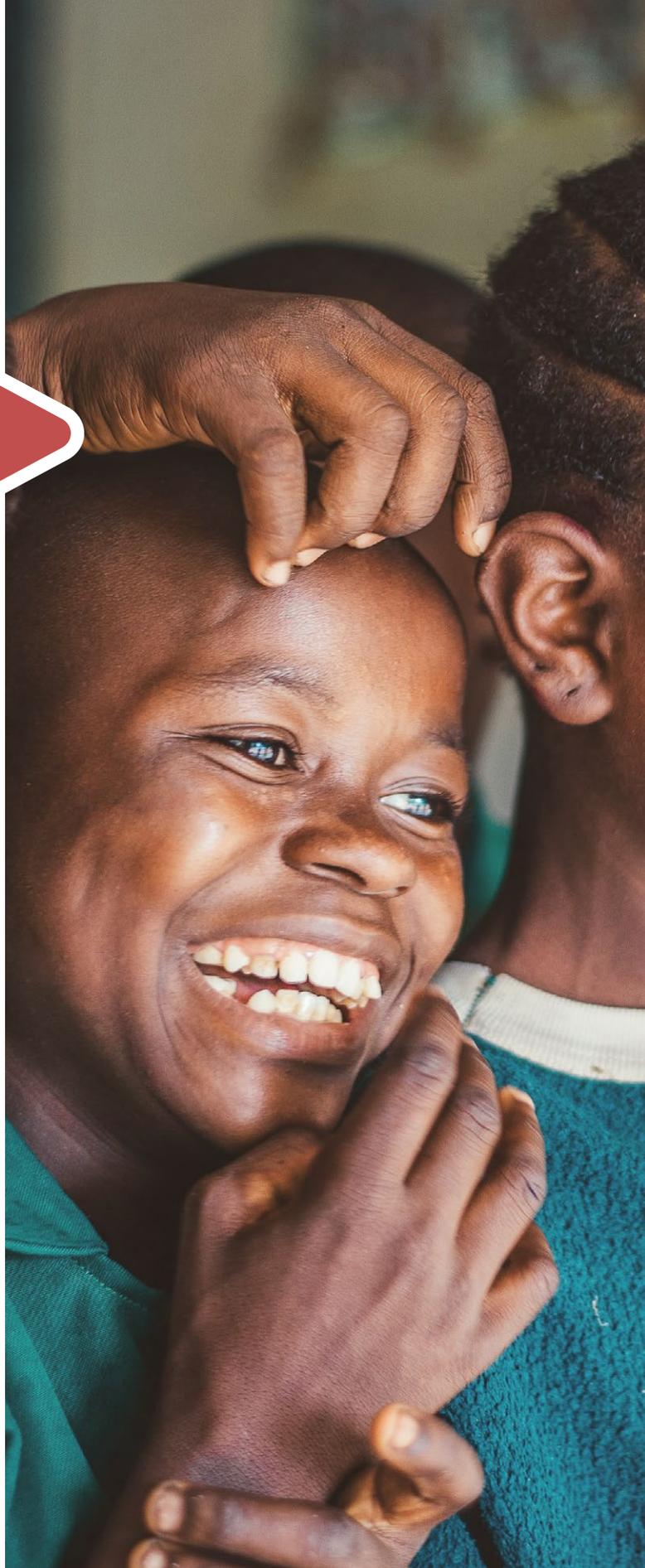
## 2. Le renforcement de la qualité des soins de santé (prestations, médicaments et autres intrants auprès des formations sanitaires) et des services de santé (supervision, encadrement et offre de soins)

Ces activités, essentiellement concentrées sur des appuis techniques aux niveaux central, provincial et périphérique de toutes les provinces cibles, participent dans une large mesure au renforcement institutionnel des niveaux central, intermédiaire et opérationnel.



Ainsi, dans ce cadre, l'atelier d'initiation des cadres de la DPS au logiciel de gestion des médicaments essentiels et génériques GEMEG et destiné à alimenter le DHIS2 et le SNIS, organisé en février, a contribué à pérenniser l'accessibilité à des soins de santé de qualité, et en particulier celle des populations vulnérables telles que les femmes et les enfants (OP1) et le renforcement des capacités institutionnelles du ministère de la Santé au niveau provincial (OP2). Ce logiciel a déjà été installé dans les 8 zones de santé du programme.

Dans le cadre du Plan stratégique national du SNAME, le ministère de la Santé s'est fixé comme objectif de maîtriser, dans un premier temps, les besoins du pays en MEG afin de résoudre les problèmes de pénurie et de rupture fréquentes de stock et ainsi améliorer la disponibilité. Un Manuel de procédure de planification et quantification a été rédigé et adopté à cet effet. Subséquemment, le financement de la FEDECAME a été augmenté afin de couvrir les premières activités liées à l'atelier de quantification nationale, destiné à maîtriser le cycle d'approvisionnement par la définition des besoins en molécules et intrants par les zones de santé et la remontée de cette information au niveau central pour validation. Ces activités d'appui institutionnel intègrent la capitalisation des acquis visant à nourrir les politiques nationales ainsi que le dialogue sectoriel. À ce stade, de façon générale, les zones de santé du programme disposent de manière satisfaisante de stocks de médicaments suffisants pour répondre aux besoins des formations sanitaires et des patients. À titre d'exemple, la CDR ASRAMES dans le Nord-Kivu a joué un rôle déterminant dans la livraison des médicaments avec un taux de satisfaction de 74%. Le système de commandes semestrielles placées dans le cadre de l'appui, en décembre et en juillet, et des livraisons par la CDR qui s'en suivent est donc performant. Le chef de division provinciale de la santé de la province du Nord-Kivu a renforcé ce système en instruisant les ZS de ne s'approvisionner qu'à la CDR. Les formations sanitaires à leurs tours ne s'approvisionnant que dans les dépôts des zones de santé.





Dans le Kasai-Oriental, on peut mettre en évidence l'appui au renforcement des capacités des prestataires sur la gestion des médicaments et l'utilisation des outils de gestion, la formation des prestataires de la ZS de Tshilenge (42 Infirmiers de 21 aires de santé, 1 pharmacien, MCZ, AG, MDH, préposé à la pharmacie de l'HGR) ; mais encore l'approvisionnement auprès des pharmacies zonales et l'approvisionnement de ces dernières auprès de la CDR qui a permis de constater que le circuit de l'approvisionnement est respecté par la transmission de commande de ZS de santé de Lukalaba, Miabi, Tshilenge, Kabinda et Makota à la DPS pour l'analyse, validation et transmission à la CDR.

De plus, il convient de signaler l'appui sollicité par le ministère de la Santé pour l'élaboration d'un manuel des procédures d'inspection des services de santé. La mise en place de l'Inspection générale de la santé est un pas très important dans l'amélioration de la gouvernance du secteur de la santé. L'Inspection se trouve cependant confrontée à l'absence de certains outils nécessaires pour assurer son bon fonctionnement, notamment un manuel des procédures d'inspection dans tous les domaines d'inspection.

### 3. Vers l'appui en infrastructures et en équipements

La dispensation de soins de qualité appelle également la construction et la réhabilitation de bâtiments ainsi que la fourniture d'équipements adaptés. À ce titre, il convient de signaler la contractualisation du marché relatif aux travaux de réhabilitation et construction de l'hôpital général de référence de Makota.



# ENVIRONNEMENT

---

Depuis la CoP21, les problématiques liées au changement climatique et, plus largement, à l'environnement ont fait écho auprès des citoyens et décideurs politiques du monde entier. Un nouveau paradigme qui associe croissance économique, inclusion sociale et prise en compte des enjeux environnementaux est désormais incontournable. Cette croissance inclusive (ou croissance « verte ») semble être la voie privilégiée à suivre pour assurer notre avenir et celui des générations futures. La notion du développement durable, concrétisée par la publication du rapport Brundtland aux Nations-Unies en 1987 et reconnue dans les conventions mondiales (sur la biodiversité et le changement climatique notamment), a progressivement imprégné les politiques régionales et nationales et les priorités des aides publiques au développement ainsi que les initiatives pour la conservation et utilisation raisonnée de la biodiversité.

Par ailleurs, l'Accord de Cotonou, dans son article 1, précise que « les principes de gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, y compris le changement climatique, sont appliqués et intégrés à tous les niveaux du partenariat ». C'est dans ce cadre que s'inscrivent les projets mis en œuvre en République démocratique du Congo (RDC), avec les financements de l'Union européenne (UE). Ces derniers tendent à répondre à ces objectifs de protection de l'environnement, de l'utilisation et de la gestion durable des ressources naturelles dans le 10e et 11e FED.

## PROJET D'APPUI À LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION DE LA FORÊT ET DE LA BIODIVERSITÉ

Ce programme, financé sur les ressources du 10e FED, est en phase de clôture. Au terme de la période d'exécution, il subsiste encore deux actions en cours de mise en œuvre. Le projet d'électrification rurale de Lubero, quant à lui, qui visait la production de 12,18mgwatt et le raccordement de 5000 ménages et 200 entreprises, devrait parachever les travaux liés au réseau de façon concomitante à la mise en service de la centrale. L'exploitation (production et vente) pourra alors commencer après l'inauguration prévue au deuxième semestre de l'année 2020.

L'Action « Yangambi Pôle Scientifique au Service de l'Homme et des Forêts », coordonnée avec les activités du Projet FORETS (Formation, Recherche et Environnement dans la Tshopo) et le Projet NPC (Nouveaux Paysages du Congo), couvre la zone d'intervention constituée essentiellement par la réserve de biosphère de Yangambi (RBY) et ses alentours, dans la Province de la Tshopo.

Des initiatives scientifiques et académiques portant sur la coopération sud-sud/nord-sud ont été lancées au courant de l'année, notamment avec plusieurs universités et la participation des professeurs à la Semaine de la Science 2019, qui s'est tenue à Kisangani. Il s'est agi entre autres de l'Université d'Antananarivo à Madagascar, la Namibia University of Science and Technologies en Namibie, l'Université de Makerere en Ouganda, celle de Stellenbosch en Afrique du Sud ou encore celle de Nairobi au Kenya. La mise en œuvre des activités du programme devrait s'achever en fin d'année 2020.



## ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE POUR LA SAUVEGARDE DES SITES BIOLOGIQUES PRIORITAIRES DE LA RDC

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maitre d'ouvrage
145.000.000€	31/05/2016	14/12/2021 31/05/2020	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de l'Environnement et Développement durable ; Ministère de l'Agriculture, Pêche et Élevage Ministère du Développement rural Ministère du Tourisme Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)		Partiellement décentralisée	31/05/2025
Date limite d'exécution	Objectif global		
31/05/2027	Contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnement unique de la RDC, en augmentant les retombées économiques positives pour les populations environnantes.		

Le programme Environnement et agriculture durable financé par le 11e FED adopte une approche innovante en intégrant un volet « conservation » et un volet « développement » au niveau des paysages intégrés environnant les 5 aires protégées retenues dans

la convention de financement. Il s'agit des 4 parcs nationaux et d'une réserve de biosphère : le parc national des Virunga, le parc national de la Garamba, le parc national de la Salonga, le complexe Upemba Kundelungu et la réserve de biosphère de Yangambi.

Ce dispositif est complété par un système intégré de planification, suivi et évaluation et d'aide à la décision, outil nécessaire pour accompagner les actions mises en œuvre dans cette démarche intégrée, et de pouvoir orienter les investissements en faveur des paysages dans le prochain cadre de financement de la coopération de l'UE « post-Cotonou ».

Ce système ambitionne de (i) suivre l'état et la tendance de conservation des aires protégées clés en RDC ; (ii) promouvoir le développement des populations vivant dans le paysage de référence de ces aires protégées ; (iii) vérifier une évolution paritaire de la conservation et du développement ; (vi) mettre en évidence les antagonismes sectoriels (conservation, mines, agriculture, forêts, pêche) qui conduisent souvent à une situation d'exploitation des ressources et ; (v) faire le lien entre conservation, sécurité et développement afin de justifier les appuis futurs.

Par ailleurs, des missions spécifiques ont été confiées à deux cellules. La cellule de coordination du programme Est RD Congo (UCPEC) accompagne les actions du 11e FED à l'est du pays, principalement dans le secteur des infrastructures ; et la Cellule d'Audit technique et de coordination (CATCO) coordonne techniquement tout le programme agriculture et développement durable avec notamment la gestion du système de suivi et évaluation.

À ce titre, la CATCO a mis un accent particulier dans ses interventions sur la nécessité de :

- Définir des visions de devenir et d'avenir des interventions dans les paysages de conservation et développement en RDC, compte tenu du partenariat public privé qui s'est installé dans la gestion des parcs et qui installe une vraie durabilité ; capitaliser et valoriser les acquis des actions du programme Environnement & Agriculture durable ; tirer des leçons des expériences acquises par les partenaires en matière de gestion de la conflictualité des pouvoirs pour la gestion des ressources ;
- Collaborer avec les observatoires numériques pour le suivi-évaluation-appui à la décision sur le long-terme (suivi satellite de déforestation, suivi des départs de feux...).

Quant à l'UCPEC, ses appuis ont été apportés à la Fondation Virunga dans son ensemble ainsi qu'aux différentes missions de la COFED et de la DUE dans l'est de la RDC, particulièrement sur les volets électrification rurale, infrastructures de développement rural, agriculture et conception des dossiers d'appel d'offres en lien avec ses termes de référence. Il est à souligner également le suivi et la supervision des chantiers de construction des barrages hydroélectriques de Mutwanga, de Matebe et de Luviro.



## PARC NATIONAL DE LA SALONGA

### PROJET : « PROGRAMME AGRICOLE RURAL ET DE CONSERVATION DU COMPLEXE DE LA SALONGA – PARCCS »

Les forêts de la Salonga contribuent à la régulation du climat global et régional, par la séquestration d'une quantité importante de carbone et la présence des tourbières dont l'importance a récemment été mise en exergue par les milieux scientifiques.

Dans la mise en œuvre des activités au courant de l'année 2019, l'unité de gestion UGPNS a réalisé un recensement total des populations des espèces phares (bonobos et éléphants de forêt) et de leurs habitats, comptage primordial pour un suivi et une lutte anti braconnage efficace. Ceci est d'autant plus important

qu'environ 40 % des effectifs totaux mondiaux de ces espèces vivent dans le parc national de la Salonga. En déplaçant les semences d'arbres sur des dizaines de kilomètres, les bonobos et les éléphants de forêt sont les indispensables jardiniers du parc et contribuent ainsi à sa régénération et son efficacité en tant que puits de carbone à moyen et à long terme. La présence de ces espèces sur le site contribue à développer l'écotourisme dans la province, notamment au travers de l'organisation de visites touristiques dans le parc.



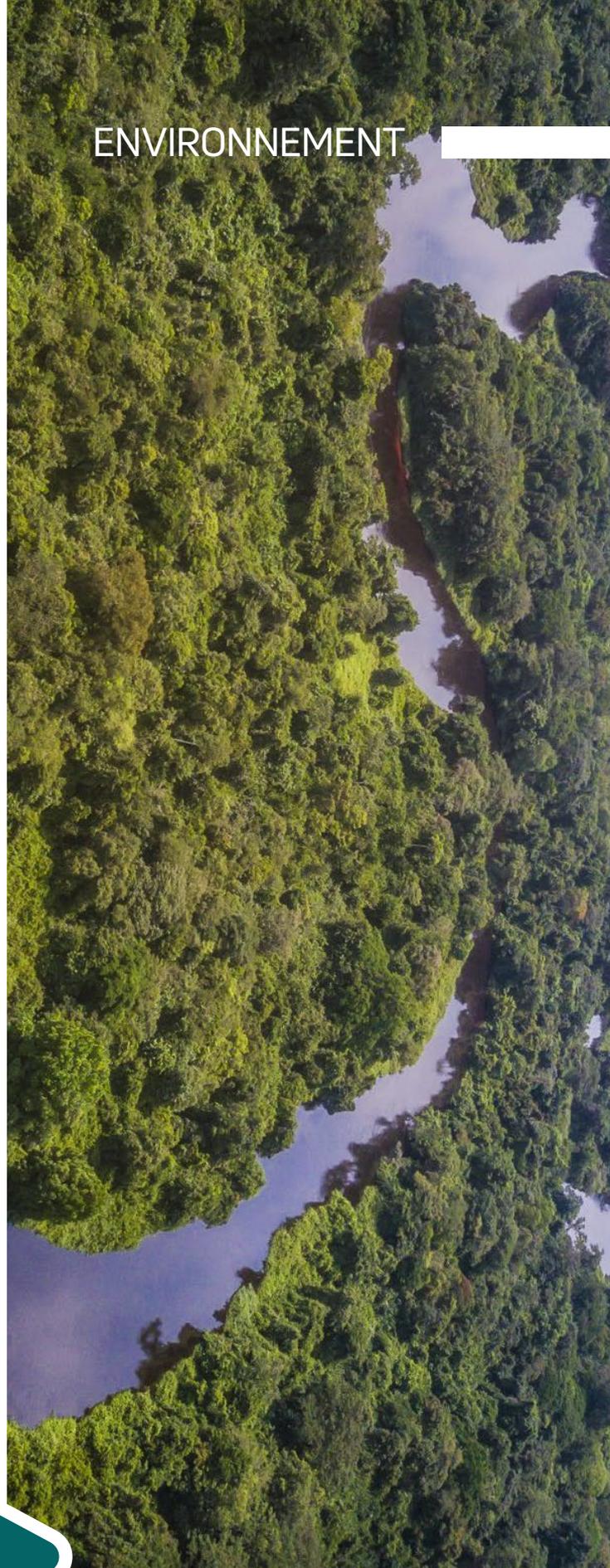
	Bonobo	Éléphant de forêt
135.000 €	Entre 7000-20000 (2012)	Entre 600-2400 (2004)
État précédent	[9493-16826] PNS (31623 km <sup>2</sup> ) [11211-20166] PNS + Corridor (38175 km <sup>2</sup> )	[979-2533] PNS + Corridor (38175 km <sup>2</sup> )
Long terme (2025)	= Au moins une stabilisation	

<sup>1</sup>Entre 11 211 et 20 166 têtes de bonobos sur une superficie de 38 175m<sup>2</sup> (superficie totale comprenant le corridor qui sépare les deux blocs du parc.

Par ailleurs, le projet a poursuivi l'initiative de zonage, en fonction de la conservation et du développement intégré. Il s'est agi d'aménager l'habitat pour un usage rationnel de l'aire protégée et pour sa réglementation. Ceci a été matérialisé par la cartographie participative et l'attribution de plus de 300 000 ha de concessions de forêts aux communautés locales dans le but d'assurer la gestion communautaire, à travers la mise en place des organes de gestion, l'élaboration et la mise en œuvre du plan simple de gestion de chaque concession. Ainsi les communautés prennent en main la gestion de leur propre forêt et y génèrent des revenus durables.

De même, la dynamique des communautés se consolide avec les réseaux des comités locaux de développement (CLD) installés par le projet, qui ont facilité, en 2019, l'évacuation et la commercialisation de 290 tonnes de produits agricoles dans le corridor sud, à destination de Kinshasa.

Il convient de noter que l'indice IMET (Integrated Management Effectiveness Tool) d'évaluation de l'efficacité de gestion de l'aire protégée est en nette progression (de 40 à 61% entre 2016 et 2018).



## PARC NATIONAL DE LA GARAMBA

### PROJET « CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DU COMPLEXE D'AIRES PROTÉGÉES DE LA GARAMBA »

Le PNG, second plus ancien parc national d'Afrique (créé en 1938), représente l'un des plus grands défis des parcs africains, mais grâce à la refonte complète de sa gestion, la conservation gagne du terrain. Des résultats y révèlent une réduction significative des activités illégales liées principalement au braconnage à grande échelle, ce qui entraîne une stabilisation, voire une augmentation des principales populations de faune sauvage, y compris les girafes et les bubales.

Dans une région avec peu d'opportunités économiques, le PNG représente l'un des principaux promoteurs d'initiatives de développement par l'emploi du personnel local et le programme d'agroécologie dans les zones limitrophes.

Dans le cadre de la conservation et de la protection de la faune, le programme a réalisé un recensement

total des populations des espèces phares et de leurs habitats. Le nombre d'éléphants est stable, les girafes Kordofan (55 têtes) en légère augmentation, les buffles et bubales en augmentation. La réduction à zéro du braconnage permet d'envisager une progression désormais régulière de ces populations, mais aussi la sécurité des personnes vivant autour du parc ; ce qui conduit à rétablir progressivement la paix et le processus de développement dans la région.

Par ailleurs, les activités agricoles au PNG sont impulsées dans l'optique d'une structuration de l'espace compatible avec le développement du complexe, de l'augmentation de rendements et d'une valorisation accrue et durable des productions.

Actions identifiées et/ou démarrées	Baseline (Jan. 2019)	État (Nov. 2019)	Condition souhaitée (fin 2021)
Taux de mortalité du cheptel avicole des exploitations familiales accompagnées	40%	40%	20%
Nombre de paysans accompagnés (vivriers)	0	321	640
Nombre de ruches améliorées / apiculteurs relais	0	52/77	200/150
Nombre de planteurs de cacao formés/recyclés	0	168	500
Superficie de cacao plantée (ha)	0	25	1 000

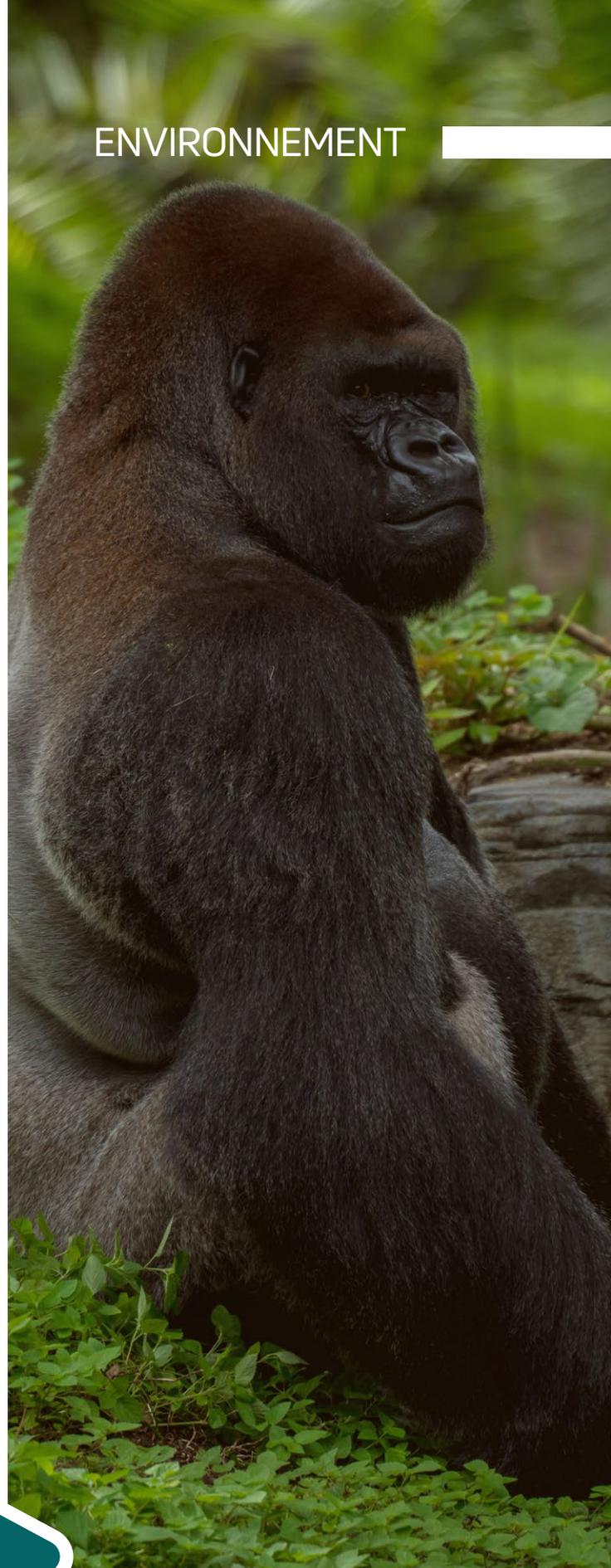
## PARC NATIONAL DES VIRUNGA

Dans le cadre des financements FED, la gestion de plusieurs projets a été confiée à la fondation Virunga, en étroite collaboration avec l'ICCN. Il s'agit des projets ci-après :

- Restauration des écosystèmes du parc national des Virunga et valorisation durable des ressources naturelles ;
- Agriculture et développement économique en périphérie du PNVi ;
- Projet d'électrification rurale en territoire de LUBERO ;
- Électrification urbaine, semi-rurale et rurale de la ville de Goma, du territoire de Lubero et du territoire de Rutshuru en périphérie du parc National des Virunga.

Le parc national des Virunga (PNVi) comprend une biodiversité exceptionnelle d'habitats, allant des marécages et des steppes aux champs de neige de Ruwenzori, à plus de 5 000 m d'altitude. Il abrite une biodiversité faunique inégalée : les rares gorilles de montagne, les éléphants, les lions, les hippopotames et bien d'autres.

La périphérie du PNVi compte 4 millions de personnes à moins d'un jour de marche. La forte densité de population et le niveau de pauvreté des communautés riveraines s'expriment par de multiples formes de pressions sur le parc et ses ressources. Pour répondre à ces défis majeurs, dans un contexte d'insécurité prononcée, l'approche promue par l'ICCN, l'équipe de gestion du parc et l'UE, est de positionner le PNVi comme un levier de développement local, en s'appuyant sur 3 axes: le tourisme, l'agriculture et l'hydroélectricité.



# ENVIRONNEMENT

## CONSERVATION

Avec près de 700 gardes en service, le PNVI a consacré une part importante de son action à la lutte contre les envahissements, la reprise de la rive sud du lac Édouard et la sécurisation de la bordure Est.

Les gorilles de montagne, population en croissance, sont au nombre de 1060 (Ouganda et RDC) dont 604 dans le massif des Virunga, soit la plus haute valeur enregistrée depuis 40 ans. La population des gorilles

des plaines est stable et la planification du projet de réintroduction de nouveaux spécimens est en cours. Les grands mammifères du secteur centre présentent une croissance lente (lions, hyènes, buffles, antilopes, etc.). Des démarches importantes sont menées auprès des cours et tribunaux pour augmenter le taux de condamnations des braconniers et des pêcheurs clandestins du lac Édouard.

	Gorille de Montagne	Éléphant de savane	Hippopotame	Gorille de plaine	Chimpanzé	Éléphant de forêt
État précédent	↗	↓	↓	=	=	=
État actuel	↗	=	↘	=	=	=
Long terme	= / ↗ stabilisation ou trend positif					

## DÉVELOPPEMENT ET ÉNERGIE DURABLES

L'arrivée du réseau électrique Virunga à Goma et dans le territoire de Lubero va inévitablement générer une forte croissance de l'activité économique, avec notamment dix mille (10,000) clients monophasés et cinq cents (500) triphasés à Goma prévus d'ici 2021. L'arrivée de l'électricité dans le territoire de Lubero courant 2020 permettra également de transformer l'économie du territoire. Pour rendre plus dynamique et plus inclusive la création de potentielles nouvelles PME, le PNVI envisage la conduite de nombreux programmes complémentaires à la provision d'électricité. Cette

électrification vient en complément à ceux opérés par les plus gros acteurs industriels dans des domaines comme l'électricité, le tourisme, l'agriculture. Par ailleurs, des actions ciblées d'appui aux agriculteurs ont été entreprises et des études ont été menées pour identifier et renforcer les chaînes de productions agricoles, appuyer la transformation des produits et la mise en place de la chaîne du froid. Un effort particulier est mis en place pour la gestion durable de la pêche dans le lac Édouard avec la signature d'un accord de gestion entre l'ICCN et la COPEVI.

## RÉSERVE DE BIOSPHERE DE YANGAMBI

### PROJET : « FORMATION, RECHERCHE, ENVIRONNEMENT DANS LA TSHOPO – FORETS »

La réserve de biosphère de Yangambi est très importante du point de vue de la biodiversité avec environ 2.098 espèces végétales réparties en 732 genres et 132 familles. On y répertorie 825 espèces d'arbres et arbustes, 535 espèces de lianes, 657 espèces des plantes herbacées, 59 espèces de ptéridophytes et 22 espèces de bryophytes, dans une diversité exceptionnelle de formations forestières (forêt primaire, forêts pluviales, forêt semi-décidue, etc.).

L'action vise des objectifs spécifiques ayant trait à la conservation et à la valorisation de la biodiversité et des services écosystémiques afin de contribuer au développement durable des populations riveraines. Elle prévoit (i) de contribuer à la protection et à valorisation durable de l'exceptionnelle biodiversité de la réserve de biosphère de Yangambi ; (ii) d'encourager et valoriser durablement la production agricole et forestière ainsi que les services écosystémiques au bénéfice du développement socio-économique des populations riveraines de la réserve de biosphère de Yangambi ; (iii) d'atténuer la déforestation des écosystèmes naturels, cause principale du changement climatique au niveau global ; et (iv) d'augmenter la séquestration de carbone par l'action de protection, restauration, valorisation et gestion durable des ressources naturelles dans et autour de la réserve de biosphère de Yangambi.

Le travail et la recherche pour le développement, menés par le projet Formation, Recherche, Environnement dans la TShopo (FORETS), offrent aux décideurs politiques,

aux bailleurs de fonds et aux communautés des opportunités permettant de comprendre la contribution des forêts à l'économie, la santé et le bien-être des communautés locales, et à la biodiversité régionale. Les objectifs du projet répondent à la nécessité de soutenir et sensibiliser les communautés, mais aussi de renforcer les capacités et les ressources humaines locales par le biais de formations universitaires formelles, y compris de Master et de Doctorat. Le projet entreprend d'explorer et de documenter, avec les populations, des opportunités de développement socio-économique en équilibre avec la forêt sur une zone d'environ 400 000 hectares avec des impacts directs et indirects sur environ un million de personnes dans les zones urbaines et rurales. Le Centre pour la Recherche forestière internationale (CIFOR) met en œuvre le projet avec l'aide de partenaires locaux et internationaux.

# ENVIRONNEMENT

Espèces (nom commun)	Chimpanzés	Okapi	Pangolin géant	Léopard	Loutre à joues blanches	Colobe bai
Nom scientifique	Pan troglodytes	Okapia johnstoni	Smutsia gigantea	Panthera pardus	Aonyx congicus	Ptilocolobus badius
Classification liste rouge de l'IUCN	En danger	En danger	Vulnérable	Vulnérable	menacé	En danger
État actuel	↓	↓	↓ Estimation	À déterminer	À déterminer	↓
Condition souhaitée	↗	↗	↗	↗	↗	↗

La préservation à long terme de l'intégrité territoriale de la zone de conservation (zone centrale) nécessite la gestion durable des activités des populations de sa périphérie et la préservation de la zone tampon. C'est l'objectif à long terme des activités conduites par le projet et décrites plus haut, notamment l'établissement des modèles de développement différenciés, selon les cadres de gouvernance, de tenure foncière et de développement local en cours. À titre d'exemple, l'établissement d'une centrale à biomasse pouvant alimenter en électricité et en chaleur/froid le fonctionnement de certaines filières (séchage poisson ou produits agricoles), favoriserait le recul de l'agriculture itinérante sur brûlis dans les limites de la réserve et améliorerait l'intensification des activités agricoles et des itinéraires agroforestiers. À ce titre, il peut être observé à ce jour :

- **Bois énergie** : amélioration du rendement matière où des associations de charbonniers existent ; formation et introduction du modèle rotatif avec plantations d'essences à croissance rapide.
- **Bois d'œuvre** : i) formation d'un nombre sélectionné d'entrepreneurs locaux (7 personnes) sur la production, la qualité et la commercialisation du bois d'œuvre ; ii) formation à la menuiserie de précision ; iii) recherche appliquée pour l'amélioration du séchage des planches, avec construction d'un prototype de séchoir local à énergie solaire.
- **Plantations** : la première saison de plantation s'est terminée mi-novembre 2019, pour un total d'environ 300 ha déjà plantés.

- **Foresterie communautaire** : série de formations dispensées dans 5 villages, en collaboration avec la coordination provinciale de l'Environnement, concernant l'acquisition du statut officiel de concession forestière de communauté locale (CFCL), et les objectifs et résultats qui sont visés, sur le long-terme, par la FC.
- **Pisciculture** : première session d'incubation portant sur le développement de modèles de business appropriés.
- **Agriculture/agroforesterie** : i) deux fermes pilotes pour sédentariser l'agriculture, améliorer le rendement des cultures vivrières et améliorer leurs revenus grâce à l'introduction des arbres dans les cultures ; ii) accompagnement des agriculteurs en leur fournissant les semences améliorées ainsi qu'en renforçant leurs capacités techniques.

## COMPLEXE UPEMBA-KUNDELUNGU

Projet : « Établissement d'une base solide pour la gestion, la conservation et le développement au niveau du Complexe Upemba-Kundelungu »

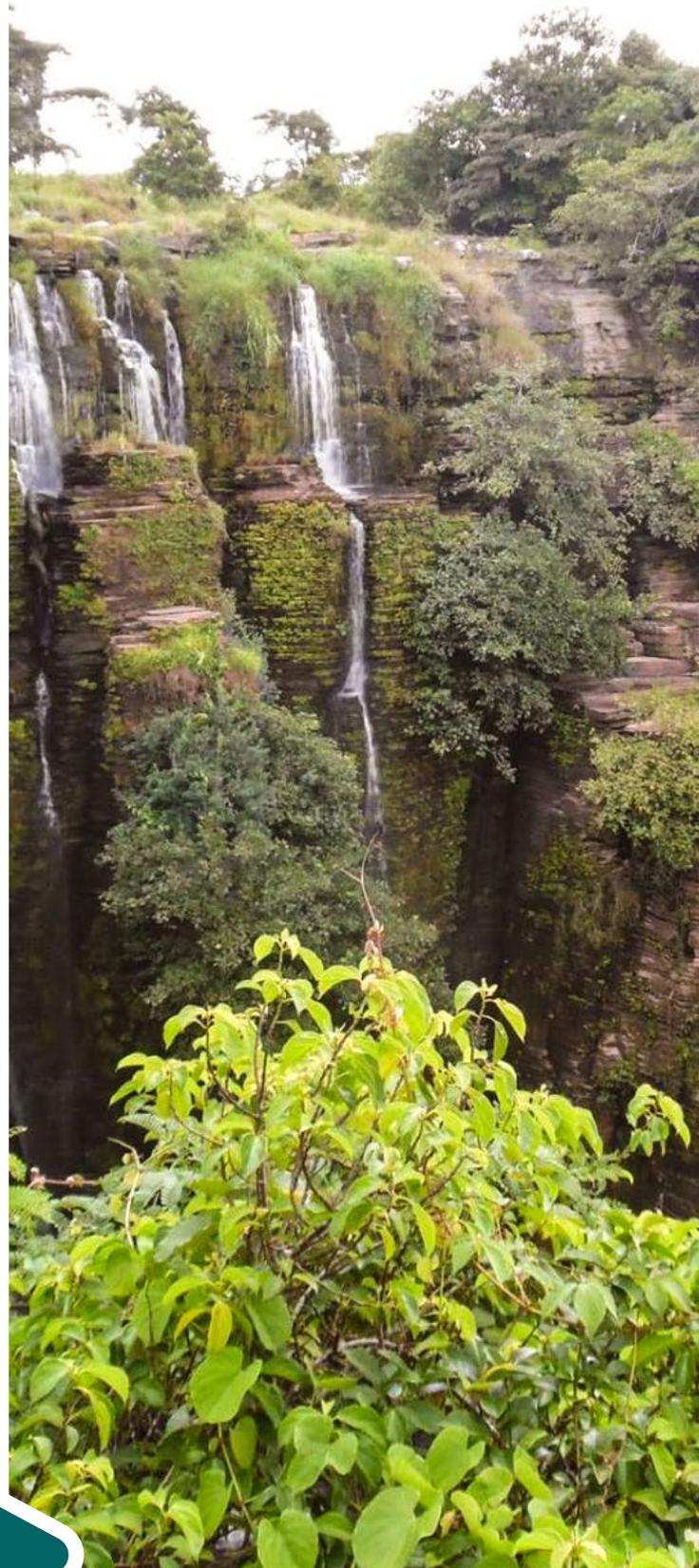
Le complexe Upemba-Kundelungu (CUK) fait partie intégrante du bassin de la Lufira (un site Ramsar de 44 709 km<sup>2</sup>), comprenant deux parcs nationaux (Upemba et Kundelungu, 21 900 km<sup>2</sup>), et quatre réserves ou domaines de chasse (6 200 km<sup>2</sup>).

Le programme œuvre à mettre en place une structure institutionnelle robuste pour ces aires protégées et des partenariats stratégiques solides pour la gestion et le développement à long terme du complexe des parcs nationaux d'Upemba-Kundelungu.

Dans le cadre de la réhabilitation de ce complexe, l'équipe en place s'assigne comme objectif de réinsuffler la vie dans ces deux parcs. Ce réseau de zones protégées a été unifié sous forme d'un complexe qui est administré par une seule équipe composite de responsables pour (i) la lutte contre le braconnage ; (ii) la conservation et la dynamique des communautés ; (iii) les finances ; (iv) le tourisme et la communication, avec une nouvelle dynamique de gestion pour professionnaliser le management, le monitoring et la protection du Complexe.

Un accent est désormais mis sur la protection des éléphants, des hippopotames, des zèbres et des buffles en vue d'éviter toute perte d'individus. Il s'agit de restaurer l'intégrité écologique des parcs par la réintroduction de la faune et commencer à générer des revenus durables pour faire face aux frais de gestion. Pour ce faire, le développement du tourisme serait plus approprié. Aussi, il est prévu que les revenus générés soient partagés avec les communautés pour financer le développement local. De plus, le projet bénéficiera des fonds additionnels pour faire face aux nombreux défis, notamment de réintroduction de la faune.

En 2019, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le ministère national de la Santé, le parc a apporté une contribution décisive dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola en assurant les opérations des 2 postes de contrôle (routes principales de la province).





# PASSATION DE MARCHÉS

---



## PASSATION DE MARCHÉS

La passation de marchés au sein de la COFED, service technique de l'Ordonnateur national du FED, constitue une étape importante dans les procédures d'attribution des marchés publics financés par l'Union européenne.

À ce titre, elle joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre des projets et programmes FED en veillant au respect des procédures de passation de marchés en vigueur et au suivi de leur mise à jour, tout en s'assurant de la qualité de tous les instruments de travail et documents utilisés. L'actualisation et la diffusion des bonnes pratiques y afférentes, la mise en place des outils de travail standards ainsi que l'appui des projets et programmes FED dans ce domaine précis sont également réalisés par la COFED, en sa qualité de maître d'ouvrage.

Au cours de l'année sous revue, sur les vingt-trois (23) marchés lancés, dont le processus avait démarré en 2018 pour certains, sept (7) ont été attribués pour un montant total de 9.301.093,26 euros. Ils se ventilent comme suit par type de marchés, notamment : 4 contrats de service, 2 de subvention et 1 de travaux.

Le tableau, ci-après, présente la situation des contrats attribués au 31 décembre 2019, sur une base géographique, mais également sur la base des affectations.

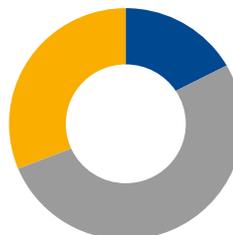
Données statistiques des contrats attribués par province (Année 2019)																	
	PROGRAMME											TYPE DE MARCHÉS				TOTAL CONTRATS ATTRIBUES	
	P-AON	EAD	RN2	RN1	CEPGL	PROGRESS	PRODS	PARJ	PARJE	PANAV	PAPNDS	PAP OMD	TRAVAUX	FOURNITURES	SERVICES		SUBVENTION
KINSHASA		1				1		1					1		1	1	3
NORD-KIVU					1				1						2		2
BANDUNDU				1											1		1
HAUT KATANGA		1														1	1
TOTAL												1	0	4	2	7	



# ▶ PASSATION DE MARCHÉS

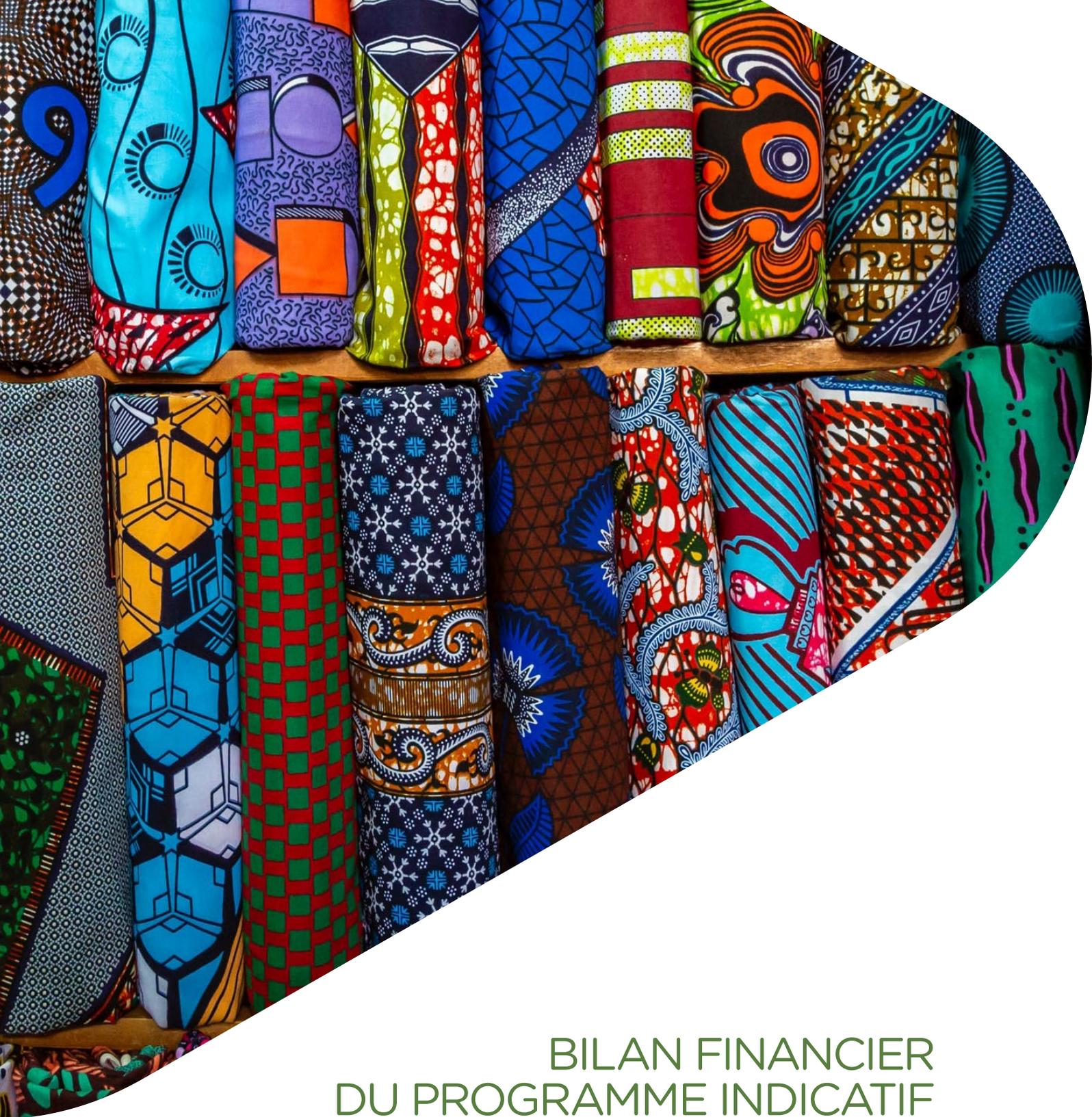
Attribution Des  
Contrats Par Type  
De Marche

- Travaux 14%
- Fournitures 0 %
- Services 57%
- Subventions 29%



## État récapitulatif des marchés en engagements spécifiques et subventions - année 2019

PROJET	SECTEUR	BÉNÉFICIAIRE	INTITULÉ DU MARCHÉ	PROVINCES BÉNÉFICIAIRES	TYPE	NOMBRE DE CONTRATS ATTENDUS (ALLOTISSEMENT)	NIVEAU DU PROCESSUS AU 31-12-2019	MONTANT DU CONTRAT (EN EURO)	
1	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR de NGANDANJI-KA dans la province de la Lomami en RDC	Lomami	Travaux	1	En cours	-
2	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Recrutement d'une assistance technique pour la préparation et le suivi des infrastructures et équipements à l'Est (PSIE) de la RDC	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
3	PRO-DS	Santé	Ministère de la Santé	Assistance technique pour la réhabilitation et extension de l'hôpital provincial du Nord-Kivu à Goma	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
4	PRO-DS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction du centre logistique CADIMEBU dans la province du Nord-Kivu en RDC	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
5	PRO-DS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR de KASANSALA (LUKABALA) en RDC	Kasaï oriental	Travaux	1	En cours	-
6	PAPOMD	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR MASEREKA dans la province du Nord-Kivu en RDC	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
7	PA2D/TCF	Décentralisation	Ministère de la Décentralisation et Affaires coutumières	Contrôle et surveillance des travaux de construction de l'Assemblée provinciale et l'hôtel du Gouvernorat du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
8	PA2D/TCF	Décentralisation	Ministère de la Décentralisation et Affaires coutumières	Travaux de construction de l'Assemblée provinciale et l'hôtel du Gouvernorat du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
9	PARJ/TCF	Justice	Ministère de la Justice	Assistance technique au Groupe thématique Justice et Droits humains (GTJDH)	Kinshasa	Service	1	Attribué	379.936,00
10	PARJE/TCF	Justice	Ministère de la Justice	Surveillance et contrôle des travaux de construction du Palais de Justice de Goma dans la Province du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Service	1	Attribué	67.132,00
11	PROGRESS	Défense	Ministère de la Défense	Travaux de réhabilitation du siège du ministère de la Défense nationale, Anciens combattants et Réinsertion à Kinshasa en RD Congo	Kinshasa	Travaux	1	Attribué	5.514.655,26
12	AXES TRANFRONTALIERS	Route	Ministère des Transports	Travaux d'aménagement des axes transfrontaliers entre les pays de la sous-région de la CEPGL (Rwanda, Burundi, et RD Congo)	Nord-Kivu	Travaux	3	En cours	-
13	CEPGL	Route	Ministère des Infrastructures	Etude de trafic et compléments de spécification techniques dans le cadre du projet d'aménagement des axes transfrontaliers entre les pays de la CEPGL (Rwanda, Burundi et RD Congo)	Nord-Kivu	Service	1	Attribué	79.900,00
14	RN1	Route	Ministère des Infrastructures	Surveillance et contrôle des travaux confortatifs d'assainissement sur le tronçon de 8 km extrait du linéaire de 114 km du projet Batshamba - Loange	Batshamba - Loange	Service	1	Attribué	214.470,00
15	RN1	Route	Ministère des Infrastructures	Travaux de réhabilitation de la route nationale n°1 entre Kamuesha - Kananga	Kamuesha - Kananga	Travaux	2	En cours	-
16	VG	Route	Ministère des Infrastructures	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des Voiries de Goma	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
17	VG	Route	Ministère des Infrastructures	Analyse des réclamations du consortium CFC/SOBETRA relatives au marché des voiries de Goma	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
18	EAD	Environnement et Agriculture	ICCN	Convention des nations Unies sur les changements climatiques	National	Service	1	En cours	-
19	EAD	Environnement et Agriculture	Ministère de l'Environnement et Agriculture	Sauvegarde des sites biologiques prioritaires de la RDC - Appui au complexe Upemba, Haut Katanga	Haut Katanga	Subvention	1	Attribué	3.000.000,00
20	EAD	Environnement et Agriculture	Ministère de l'Environnement et Agriculture	Corps de protection des parcs nationaux et réserves apparentées (CorPPN)	-	Service	1	Attribué	45.000,00
21	PAON	ON	ON	Recrutement d'une assistance technique à la Cellule d'Appui à l'ON « COFED »	Kinshasa	Service	1	En cours	-
22	PANAV	Transports	Ministère des Transports	Travaux de réhabilitation de deux entrepôts vétustes, de réfection du quai et d'aménagement des terre-pleins du port de Kalundu en RDC	Kalundu	Travaux	3	En cours	-
23	PANAV	Transports	Ministère des Transports	Travaux de construction d'un nouvel entrepôt au port de Mbandaka en RDC	Mbandaka	Travaux	1	En cours	-



# BILAN FINANCIER DU PROGRAMME INDICATIF NATIONAL

---



# ► BILAN FINANCIER



L'exercice 2019 est marqué principalement par la contractualisation des fonds non encore engagés et aux paiements afférents aux programmes du 10e FED, ainsi qu'à la poursuite des activités portant sur la mise en œuvre du 11e FED, dont le programme indicatif national (PIN) a été signé en juin 2014 pour un montant de 620 M€.

## PIN 10e et 11e FED au 31/12/2019

Les données financières enregistrées durant l'exercice 2019 présentent une réalisation globale de 87,36 M€ au titre des paiements annuels pour les deux PIN, dont 14,44 M€ pour le 10e FED et 72,92 M€ pour le 11e FED. De ce fait, les décaissements cumulés passent de 800,44 M€ à 887,80 M€ entre 2018 et 2019, soit 10,91 % d'augmentation, sur une enveloppe totale allouée de 1 308,28 M€, enregistrant un taux d'exécution de 67,86 % en 2019, contre 63,34 % en 2018. L'accroissement total des paiements (4,52 %) observé s'explique par la signature de plusieurs contrats relatifs à la convention de financement « Environnement et agriculture durable » ainsi que le « Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC » sur le 11e FED qui représentent des décaissements importants au cours de l'exercice sous examen.

## SITUATION DES DÉPENSES JUGÉES INÉLIGIBLES AU FED

Dans le cadre de la mise en œuvre des régies administratives de l'ensemble des devis-programmes (outils de financement) financés par les ressources du Fonds européen de développement (FED), Les dépenses engagées sont régulièrement soumises à la vérification d'un auditeur externe.

L'exercice 2019 affiche des paiements par compensation des dépenses considérées comme inéligibles par la Commission européenne, de l'ordre de 0,279 M€, soit moins de 1% des décaissements. La réalisation du plan des audits y afférent s'est poursuivie durant l'année en cours.



COFED



# BILAN FINANCIER

Tableau n° 1 : Engagements financiers 10e FED - en euros

N°	CODE COMPTABLE	SECTEUR	LIBELLÉ DE L'ENGAGEMENT FINANCIER	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	CUMUL DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS AU	PAIEMENTS CUMULÉS AU	RÉALISATION 2019	PAIEMENTS CUMULÉS AU	TAUX DE DÉCAISSEMENT
					31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	%	
1	021349	Gouvernance	Programme d'appui aux Parlements	4 685 670,90	4 586 850,05	4 606 607,16	0,00	4 606 607,16	98,31
2	021350		Programme d'appui à la réforme de la Police	17 000 000,00	16 864 832,89	13 655 151,92	2 624 652,97	16 279 804,89	95,76
3	021351		Projet d'appui à la réforme de la Justice   PARJ	30 227 736,77	29 440 074,94	27 055 391,56	470 964,30	27 526 355,86	91,06
4	021352		Projet d'appui à la modern. des Finances pub.   PAMFIP	10 000 000,00	9 829 404,61	9 281 273,11	34 358,00	9 315 631,11	93,16
5	021561		Programme d'appui à la décentralisation en RDC	15 000 000,00	13 585 820,80	10 676 373,91	362 911,22	11 039 285,13	73,60
6	022855		Appui aux élections	41 500 000,00	41 004 898,56	40 997 682,23	95 256,34	41 092 938,57	92,02
Gouvernance				118 413 407,67	115 311 881,85	106 272 479,89	3 588 142,83	109 860 622,72	92,78
7	021511	Santé	Programme d'appui au plan national de développement sanitaire	52 169 800,00	51 901 859,69	49 676 257,45	1 198 962,92	50 875 220,41	97,52
8	023801		Projet d'accélération de l'atteinte des OMD 4 & 5 en RDC	40 000 000,00	37 564 166,98	33 367 727,06	677 367,56	34 045 094,62	85,11
Santé				92 169 800,00	89 466 026,67	83 043 984,51	1 876 330,52	84 920 315,03	92,13
9	021535	Infrastructures	Projet d'entretien et réhab. des infr. routières et d'amélioration de l'assainissement urbain   PARAU	109 410 191,99	107 964 731,07	106 413 552,38	320 718,32	106 734 270,70	97,55
10	021536		Programme d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC   PANA	60 000 000,00	56 499 312,51	44 500 379,51	4 791 690,41	49 292 069,92	85,15
11	022738		Réhabilitation de la voirie de GOMA	28 500 000,00	28 324 083,50	24 027 716,70	0,00	24 027 716,70	84,31
12	022739		Route nationale n° 1   RN1	113 700 000,00	111 674 106,00	107 103 350,76	346 399,37	107 449 750,13	94,50
Infrastructures				311 610 191,99	304 462 233,08	282 044 999,35	5 458 808,10	287 503 807,45	92,26
13	021032	Hors Concentration	Politique nationale de conservation et gestion de la forêt et de la biodiversité	39 515 000,00	39 510 368,34	35 432 009,04	2 136 923,12	37 568 932,16	95,08
14	021348		Programme d'aide au Commerce	16 000 000,00	13 964 776,48	13 877 423,67	0,00	13 877 423,67	86,73
15	021425		Programme d'appui à l'Ordonnateur national   PAON	6 556 254,94	6 473 888,05	6 473 873,46	0,00	6 473 873,46	98,74
16	021694		Facilité de Coopération Technique — TCF III (*)	2 721 293,26	2 716 004,42	2 716 004,42	0,00	2 716 004,42	99,81
17	022915		Facilité de Coopération Technique — TCF IV	6 551 082,97	6 354 183,64	6 278 177,09	0,00	6 278 177,09	95,83
	022726		Appui aux Organisations de la société civile	4 000 000,00	3 800 000,00	2 009 775,45	217 224,08	2 226 999,53	55,67
Hors Concentration				75 343 631,17	72 819 220,93	66 787 263,13	2 354 147,20	69 141 410,33	91,77
Total enveloppe A				597 537 030,83	582 059 362,53	538 148 726,88	13 277 428,65	551 426 155,53	92,28
18	022623	Aide non programmable / Enveloppe B	Projet d'appui au STAREC – Volet santé	4 890 000,00	4 851 839,52	4 851 839,52	0,00	4 851 839,52	99,22
19	022398		Programme d'appui à la réforme de la Justice à l'est de la RDC   PARJE UHAKI SAFI	18 435 295,90	16 831 201,67	15 156 811,62	620 728,21	15 777 539,83	82,58
20	022551		Projet d'appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC (PASTAR) (*)	20 620 000,00	14 903 050,50	14 900 882,43	546 342,73	15 447 225,16	74,91
21	021645		Programme d'Appui budgétaire à la Stabilisation économique de la RDC	22 620 000,00	22 620 000,00	22 620 000,00	0,00	22 620 000,00	100,00
22	022389		VFLEX — Appui budgétaire pour atténuer les effets de la crise écon. et financière en RDC	50 000 000,00	50 000 000,00	50 000 000,00	0,00	50 000 000,00	100,00
23	023084		Office d'aide humanitaire ECHO	9 975 000,00	9 975 000,00	9 975 000,00	0,00	9 975 000,00	100,00
	024301		Initiative contre les violences basées sur le genre	20 000 000,00	19 537 895,44	16 876 797,36	0,00	16 876 797,36	84,38
Aide non programmable				146 540 295,90	138 718 987,13	134 381 330,93	1 167 070,94	135 548 401,87	92,50
TOTAL PROGRAMME INDICATIF NATIONAL				744 077 326,73	720 778 349,66	672 530 057,81	14 444 499,59	686 974 557,40	92,33

(\*) Le cumul des réalisations à fin 2018 a subi une correction par rapport à celui de 2017. d'où la différence constatée

Tableau n° 2 : Engagements financiers 11e FED - en euros

N°	CODE COMPTABLE	SECTEUR	LIBELLÉ DE L'ENGAGEMENT FINANCIER	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	CUMUL DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS AU	PAIEMENTS CUMULÉS AU	RÉALISATION 2019	PAIEMENTS CUMULÉS AU	TAUX DE DÉ-CAISSEMENT
					31/12/2019	31/12/2018		31/12/2019	%
1	036193	GOUVERNANCE	Programme d'appui à la réforme de la Sécurité - Volet Défense	25 000 000,00	24 358 907,45	9 332 675,35	3 572 423,23	12 905 098,58	51,62
			Gouvernance	25 000 000,00	24 358 907,45	9 332 675,35	3 572 423,23	12 905 098,58	51,62
2	033822	SANTÉ	Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la Province orientale	5 000 000,00	4 921 717,94	4 921 717,94	0,00	4 921 717,94	98,43
3	038165		Programme de renforcement de l'Offre et Développement de l'accès aux soins de Santé en RDC "PRODS"	217 000 000,00	139 995 644,96	46 362 782,02	35 911 276,65	82 274 058,67	37,91
		Santé	222 000 000,00	144 917 362,90	51 284 499,96	35 911 276,65	87 195 776,61	39,28	
4	038614	INFRA-STRUCTURE	Réhabilitation de la Route Nationale n° 1 - Section Tshikapa - Mbujimayi	150 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Infrastructures	150 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	037685	ENV. & AGRIC. DURABLE	Environnement et agriculture durable	145 000 000,00	141 629 245,00	52 542 433,39	29 181 367,01	81 723 800,40	56,36
			Environnement et agriculture durable	145 000 000,00	141 629 245,00	52 542 433,39	29 181 367,01	81 723 800,40	56,36
6	034686	HORS CONCENTRATION	Programme d'appui à l'Ordonnateur national	8 000 000,00	7 977 029,67	7 468 424,64	252 520,98	7 720 945,62	96,51
7	034692		Facilité de Coopération Technique V (TCF V)	11 696 906,00	11 242 542,21	6 614 722,40	2 033 873,86	8 648 596,26	73,94
8	040896		Programme d'Appui à l'Ordonnateur National subvention	2 500 000,00	2 460 000,00	0,00	1 968 000,00	1 968 000,00	78,72
		Hors Concentration	22 196 906,00	21 679 571,88	14 083 147,04	4 254 394,84	18 337 541,88	82,61	
Total enveloppe A				564 196 906,00	332 585 087,23	127 242 755,74	72 919 461,73	200 162 217,47	35,48
Total enveloppe B				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL PROGRAMME INDICATIF NATIONAL				564 196 906,00	332 585 087,23	127 242 755,74	72 919 461,73	200 162 217,47	35,48

# BILAN FINANCIER

Tableau n° 3 : Décaissements 2019 par FED et par secteur

SECTEUR	FED 9	FED 10	FED 11	TOTAL PAR SECTEUR EN VALEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	0,00 €	3 588 142,83 €	3 572 423,23 €	7 160 566,06 €	8,20%
SANTÉ	0,00 €	1 876 330,52 €	35 911 276,65 €	37 787 607,17 €	43,25%
INFRASTRUCTURES	0,00 €	5 458 808,10 €	0,00 €	5 458 808,10 €	6,25%
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE	0,00 €	0,00 €	29 181 367,01 €	29 181 367,01 €	33,40%
HORS CONCENTRATION	0,00 €	2 354 147,20 €	4 254 394,84 €	6 608 542,04 €	7,56%
AIDE NON PROGRAMMABLE	0,00 €	1 167 070,94 €	0,00 €	1 167 070,94 €	1,34%
<b>TOTAUX</b>	0,00 €	14 444 499,59 €	72 919 461,73 €	87 363 961,32 €	100,00%

La ventilation de l'ensemble des décaissements réalisés au courant de l'exercice 2019 sous examen se présente comme suit : Le secteur de la santé représente 43,25 % de l'enveloppe globale, celui de l'environnement et agriculture durable 33,40 % ; tandis que la gouvernance, le secteur hors concentration, les infrastructures affichent respectivement 8,20 %, 7,56 % et 6,25 %. Enfin, l'aide non programmable représente 1,34 % des décaissements réalisés.

## Synthèse des décaissements par secteur

SECTEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	8,20%
SANTÉ	43,25%
INFRASTRUCTURES	6,25%
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE	33,40%
HORS CONCENTRATION	7,56%
AIDE NON PROGRAMMABLE	1,34%
<b>TOTAL</b>	100,00%

Graphique n° 1 : Répartition des décaissements par secteur en 2019

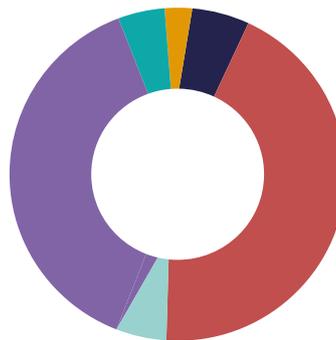


Tableau n° 4 : Volume des décaissements cumulés en millions d'euros

ANNÉE	VOLUME DES DÉCAISSEMENTS EN MILLION D'EUROS	VOLUME DES DÉCAISSEMENTS CUMULÉS EN MILLION D'EUROS
AVANT 2007	207,52	207,52 €
2007	37,00	244,52 €
2008	82,00	326,52 €
2009	168,00	494,52 €
2010	172,00	666,52 €
2011	146,00	812,52 €
2012	78,00	890,52 €
2013	94,30	984,82 €
2014	71,51	1 056,33 €
2015	94,73	1 151,06 €
2016	100,27	1 251,33 €
2017	98,09	1 349,42 €
2018	95,85	1 445,27 €
2019	87,36	1 532,63 €
<b>TOTAUX</b>	<b>1 532,63</b>	

Graphique n°2:  
Evolution du volume  
des paiements COFED  
+ DUE  
(en millions d'euros)  
sur plus de 10 ans

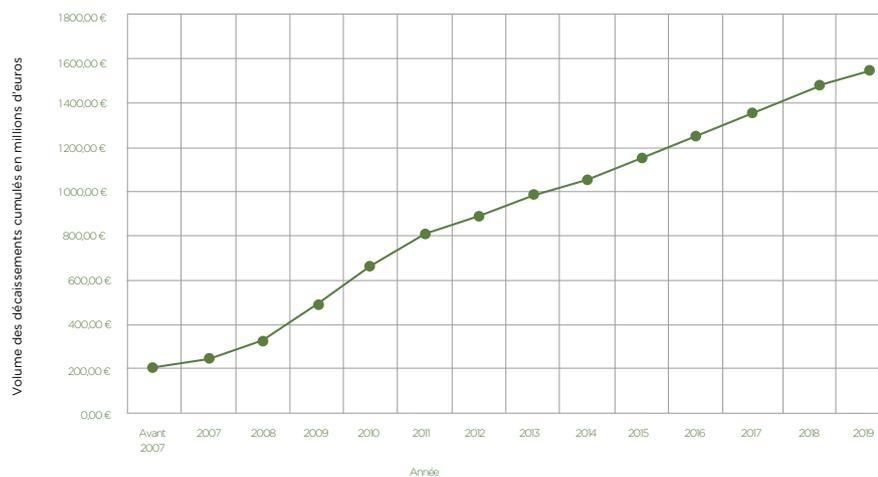


Tableau n° 5 : Tableau des dotations par secteur et par FED

SECTEUR	FED 9	FED 10	FED 11	TOTAL PAR SECTEUR EN VALEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	255 984 695,00 €	118 413 407,67 €	25 000 000,00 €	399 398 102,67 €	20,08%
SANTÉ	80 000 000,00 €	92 169 800,00 €	222 000 000,00 €	394 169 800,00 €	19,82%
INFRASTRUCTURES	157 713 048,00 €	311 610 191,99 €	150 000 000,00 €	619 323 239,99 €	31,14%
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE	0,00 €	0,00 €	145 000 000,00 €	145 000 000,00 €	7,29%
HORS CONCENTRATION	86 088 709,00 €	75 343 631,17 €	22 196 906,00 €	183 629 246,17 €	9,23%
AIDE NON PROGRAMMABLE	100 654 472,00 €	146 540 295,90 €	0,00 €	247 194 767,90 €	12,43%
<b>TOTAUX</b>	<b>680 440 924,00 €</b>	<b>744 077 326,73 €</b>	<b>564 196 906,00 €</b>	<b>1 988 715 156,73 €</b>	<b>100,00%</b>

# BILAN FINANCIER

Tableau n° 6 : Tableau des inéligibles payés par compensation en 2019

N° CRIS	PROJET	ENGAGEMENT RÉGIE	ENGAGEMENT SPECIFIQUE	DÉPENSES ENGAGÉES ET VÉRIFIÉES (A)	DÉPENSES INÉLIGIBLES (B)	POURCENTAGE DE REJET (C) = ((B)/(A)) X100
2014/348-603	DP2 PASTAR (ND n° 4940190647 du 16/10/2019)			1 381 206,72	2 858,68	0,21%
2015/357-903	DP2 TCF IV (ND n° 4940190693 du 13/11/2019)			114 105,58	461,99	0,40%
2013/330-600	DP1 TCF IV (ND n° 4940190804 du 13/11/2019)			261 783,01	5 044,59	1,93%
2015/357-903	DP2 TCF IV (ND n° 4940190698 du 29/11/2019)			114 105,58	40,33	0,04%
2013/328-931	DP2 PAMFIP (ND n° 4940190797 du 09/12/2019)			379 130,89	6 583,66	1,74%
2013/328-931	DP2 PAMFIP (ND n° 4940190799 du 09/12/2019)			379 130,89	2 852,59	0,75%
2015/356-797	DP3 PAON 11 FED (ND n° 4940190839 du 09/12/2019)			2 142 687,30	260 817,07	12,17%
<b>TOTAUX</b>		0,00	0,00	4 772 149,97	278 658,91	5,84%

## Tableaux financiers 10e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**APPUI À LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION DES FORÊTS ET BIODIVERSITÉ**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 021032  
 Montant Engagé : 39 515 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
219879	Appui à l'UNIKIS. Composante Formation du Programme Xème FED : Appui à la Politique Nationale de Conservation et gestion des forêts	ND	4 220 000,00	0,00	4 220 000,00	0,00
220130	Appui à l'ERAIFT, composante Formation du Programme Xème FED: « Appui à la Politique nationale de conservation et gestion des forêts	ND	4 220 000,00	0,00	4 220 000,00	0,00
220963	Projet d'appui à la gestion durable des ressources naturelles du parc national de la Garamba	Subvention	5 000 000,00	4 955 656,54	44 343,46	99,11
220967	Appui à la relance de la gestion du parc national des Virunga	Subvention	10 808 206,00	10 000 000,00	808 206,00	92,52
234897	Projet d'appui à la politique nationale de conservation et gestion des forêts et de biodiversité du parc national de la Salonga	Subvention	3 530 000,00	2 814 633,77	715 366,23	79,73
234946	Projet d'appui à la relance des activités de conservation et de valorisation du Parc National de l'Upemba	Subvention	2 530 000,00	2 440 935,36	89 064,64	96,48
354348	Renforcement de la cellule Environnement du ministère de l'Envi. et Dev. durable (ME&DD)	Subvention	463 985,00	449 217,18	14 767,82	96,82
366239	Formation et professionnalisation des gardes de l'ICCN au Parc national des Virunga	Subvention	350 381,00	350 381,00	0,00	100,00
391518	Projet d'électrification rurale de Lubero en périphérie du Parc national des Virunga	Subvention	3 140 000,00	2 685 821,45	454 178,55	85,54
<b>TOTAUX</b>			34 262 572,00	23 696 645,30	10 565 926,70	69,16

**PROGRAMME D'AIDE AU COMMERCE**

Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON-DUE : OP)

Numéro du Projet : 021348

Montant Engagé : 16 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
253629	Contrat de services AT UGP Aide au Commerce	Service	2 062 136,00	1 891 398,76	170 737,24	91,72
259045	DP 0 UGP Aide au Commerce	Devis - Programme	476 000,00	120 631,76	355 368,24	25,34
263174	Convention de contribution pour la facilitation du commerce et réforme douanières	Subvention	3 723 279,00		3 723 279,00	0,00
266115	DP 1 Programme Aide au Commerce	Devis - Programme	1 813 900,00	490 351,37	1 323 548,63	27,03
273234	Formation des Formateurs de la RD Congo aux actes uniformes OHADA	Service	314 037,00	272 737,60	41 299,40	86,85
293146	DP 2 Programme d'Aide au Commerce	Devis - Programme	975 000,00	621 611,44	353 388,56	63,76
295753	Contrat de fourniture de matériels informatiques et bureautiques au profit de la Direction Générale des Douanes et Accises	Fournitures	378 657,73	378 657,73	0,00	100,00
303962	Fourniture de matériels et fourniture de laboratoire au profit de l'Office Congolais de Contrôle (OCC)/laboratoire de Lubumbashi	Fournitures	377 576,34	377 576,34	0,00	100,00
311327	Fourniture matériels de laboratoire au profit de l'OCC - Dirirection général de Kinshasa	Fournitures	708 885,14	708 885,14	0,00	100,00
314649	Construction et réhabilitation de bâtiment pour des tribunaux de commerce à Kananga en RDC (Lot 4)	Travaux	185 262,88	184 880,66	382,22	99,79
314707	Construction et réhabilitation de bâtiment pour des tribunaux de commerce à Boma en RDC (Lot 1)	Travaux	94 018,02	27 339,70	66 678,32	29,08
314710	Construction et réhab. bâtiment tribunaux Cce Kolwezi RDC (Lot 3)	Travaux	195 463,64	128 837,78	66 625,86	65,91
314711	Construction et réhab. bâtiment tribunaux Cce à Butembo (Lot2)	Travaux	253 007,06	199 425,00	53 581,53	78,82
317594	DP 3 Programme d'Aide au Commerce	Devis - Programme	2 276 354,00	1 304 068,60	972 285,40	57,29
317615	Réhabilitation des bureaux de douanes (Lot 1 Kin Aéroport)	Travaux	40 612,72	39 253,72	1 359,00	96,65
317624	Réhabilitation des bureaux de douanes à Kananga (Lot 2)	Travaux	48 497,96	48 494,70	3,26	99,99
317627	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mbuji Mayi (Lot 3)	Travaux	36 922,03	36 918,76	3,27	99,99
317660	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mwene Ditu (Lot4)	Travaux	35 741,00	35 066,00	675,00	98,11
317705	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mokambo (Lot 5)	Travaux	59 324,63	56 930,27	2 394,36	95,96
317706	Réhabilitation des bureaux de douanes de KALEMIE (Lot 6)	Travaux	35 000,00	35 000,00	0,00	100,00
317707	Réhabilitation des bureaux de douanes de Bunia Ville (LOT 7)	Travaux	77 891,70	63 495,16	14 396,54	81,52
340199	Fourniture de matériels informatiques et bureautiques à la direction générale des douanes et accises (DGDA)	Fournitures	228 110,00	228 110,00	0,00	100,00
342576	Travaux de construction de deux bureaux des douanes à Aru et Mahagi (LOT1 ARU)	Travaux	196 478,18	202 534,92	-6 056,74	103,08
342580	Travaux de construction de deux bureaux des douanes à Aru et Mahagi (LOT2 MAHAGI)	Travaux	194 939,73	194 939,73	0,00	100,00
348732	Fourniture équipements informatiques et mobiliers tribunaux de commerce Boma, Butembo et Kananga	Fournitures	21 553,00	21 553,00	0,00	100,00
348735	Fourniture équipements informatiques et mobiliers tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga	Fournitures	22 737,00	22 737,00	0,00	100,00
348736	Fourniture équipements informatiques mobiliers pour tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga (LOT3)	Fournitures	22 737,00	22 737,00	0,00	100,00
348774	Fourniture équipements informatiques et mobiliers pour les tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga (LOT4)	Fournitures	21 852,00	21 852,00	0,00	100,00
348823	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Boma (IOT5)	Fournitures	21 210,65	21 210,65	0,00	100,00
348824	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Butembo	Fournitures	26 530,65	26 530,65	0,00	100,00
349097	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Kolwezi	Fournitures	27 005,65	27 005,65	0,00	100,00
349098	Fourniture équipements informatiques, machines à écrire et mobiliers pour le tribunal de commerce de Kananga	Fournitures	24 535,65	24 535,65	0,00	100,00
353638	Travaux de construction et réhabilitation du tribunal de commerce de Boma	Travaux	176 564,39	44 009,60	132 554,79	24,93
357957	Fourniture de matériel de laboratoire à l'Office Congolais de Contrôle (OCC) en RD Congo	Fournitures	806 377,05	806 377,05	0,00	100,00
<b>TOTAUX</b>			<b>15 958 197,80</b>	<b>8 685 693,92</b>	<b>7 272 503,88</b>	<b>54,43</b>

# BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

## PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME DE LA POLICE

Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021350

Montant Engagé : 17 000 000,00 €

CONTRATS		CONTRATS EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
258597	Support à la réforme de la gestion des ressources humaines de la Police Nationale Congolaise. Phase III.	5 500 000,00	0,00	5 500 000,00	0,00
278005	Assistance technique au Projet d'appui à la réforme de la PNC	1 177 020,00	1 154 802,50	22 217,50	98,11
282407	DPO - Programme d'appui à la réforme de la Police (PARP)	153 600,00	119 720,72	33 879,28	77,94
292569	DP1 - PARP	639 750,00	553 280,78	86 469,22	86,48
327955	Travaux d'extension des locaux du Service de Gestion et Entretien des Infrastructures (SGEI)/ Commissariat général de la PNC	164 193,88	158 247,23	5 946,65	96,38
328995	Contrôle des travaux d'extension des locaux du Service de Gestion et Entretien des Infrastructures du Commissariat général de la PNC	14 000,00	11 200,00	2 800,00	80,00
330527	Etudes, surveillance et contrôle des travaux de construction de l'académie de Police à Kimpolo (N'sele)	122 000,00	122 000,00	0,00	100,00
342345	Assistance technique au Programme d'appui à la réforme de la PNC (PARP)	3 299 640,00	3 292 103,77	7 536,23	99,77
348378	Devis-programme de démarrage PARP II	544 145,00	274 480,60	269 664,40	50,44
353634	Devis-programme n° 1 PARP II	1 692 387,58	1 657 680,19	34 707,39	97,95
373132	Travaux de construction de la première phase de l'académie de la police de Kimpoko (ACAPOL)	3 285 094,13	2 835 994,27	449 099,86	86,33
374962	AXCESS-CONGO : Surveillance et contrôle des travaux de construction de l'ACAPOL	370 310,00	309 517,74	60 792,26	83,58
388057	Mission d'appui au Maître d'ouvrage pour le suivi des travaux de construction de l'ACAPOL de Kimpoko (phase1)	103 200,00	66 810,00	36 390,00	64,74
<b>TOTAUX</b>		<b>17 065 340,59</b>	<b>10 555 837,80</b>	<b>6 509 502,79</b>	<b>61,86</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

**PROJET D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE**

Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021351

Montant Engagé : 30 227 736,77 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
270320	Assistance technique au Projet d'appui à la réforme de la justice	Services	8 053 630,00	7 742 013,94	311 616,06	96,13
278134	Programme d'appui à la réforme de la Justice - PARJ - Devis Programme 0	Devis - Programme	166 772,00	50 703,00	116 069,00	30,40
299020	Programme d'appui à la réforme de la Justice - PARJ - Devis Programme 1	Devis - Programme	2 501 000,00	1 457 031,47	1 043 968,53	58,26
302237	Fourniture de materiel informatique et scanner au profit du PARJ	Fournitures	16 577,00	16 577,00	0,00	100,00
306638	Fourniture, mise en service et service après-vente de 10 vehicules de type 4x4 au profit de l'UGP PARP	Fournitures	314 000,00	314 000,00	0,00	100,00
318807	Etude Architecturale et technique pour la construction et réhabilitation des infra. Jud. & pén. Lot 1 : Etudes relatives à la construction d'un Institut de formation judic. de Kinshasa	Travaux	44 847,00	17 938,80	26 908,20	40,00
319011	Etude archit. et techn. de construction et réhab. des infra. jud. et pén. (Lot2) : Etude sur la construction TGI Kananga, Tshikapa et Luebo + TRIPAIX	Travaux	41 697,00	16 678,80	25 018,20	40,00
319013	Etude Architecturale et techn. Pour la construction et réhab. des infra. Jud. & pén. Lot3 : Etudes relatives à la réhabilitation de la prison de Tshikapa	Travaux	18 549,00	7 419,60	11 129,40	40,00
319014	Etude Architecturale et technique pour la construction et réhabilitation des infra. Jud. & pén. Lot 4: Etudes relatives à la réhabilitation prison de Luebo	Travaux	76 482,00	30 592,80	45 889,20	40,00
319015	Etude Architecturale et technique pour la construction et réhab. des infra. jud & pén Lot 5 : Etudes relatives à la réhabilitation de la prison de Boma	Travaux	32 751,00	13 100,40	19 650,60	40,00
319016	Etude Architecture et technique pour la construction et réhab. des infra. Jud. & pén. Lot 6: Etudes relatives à la réhabilitation des prisons de Matadi & Mbanza	Travaux	27 774,00	11 109,60	16 664,40	40,00
330924	Travaux de réhabilitation du bureau, ANTENNE UGP-PARJ-KANANGA	Travaux	44 384,34	27 258,24	17 126,10	61,41
337993	Travaux de réhabilitation du ministère de la Justice et Droits humains, Kinshasa-RDC	Travaux	1 206 158,03	1 317 898,35	-111 740,32	109,26
339046	Fourniture, livraison et mise en service de mobiliers de bureau dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo et Kasai occidental	Fournitures	58 902,00	58 902,00	0,00	100,00
339049	Fourniture des mobiliers de bureau du nouveau Palais de Justice (Lot 4)	Fournitures	175 002,00	175 002,00	0,00	100,00
339076	Fourniture, livraison et mise en service d'équipements informatiques dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo et Kasai	Fournitures	61 566,27	61 566,27	0,00	100,00
343109	Programme d'appui à la réforme de la Justice - PARJ - Devis Programme 2	Devis - Programme	4 438 232,00	3 307 081,81	1 131 143,41	74,51
344107	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des locaux du MJDH	Services	63 250,00	63 250,00	0,00	100,00
352456	Assistance technique au Secrétariat du GT JDH	Services	98 241,75	98 241,70	0,05	100,00
356872	Visibilité des actions du PARJ et de ses bailleurs de fonds & Impressions des documents et ouvrages à Kinshasa, Matadi et Kananga	Services	325 116,88	246 657,88	78 459,00	75,87
359068	Mise à disposition de salles de séminaires et services pour la restauration pour les états généraux de la Justice	Services	140 000,00	140 000,00	0,00	100,00
359371	Travaux de construction d'un institut national de formation judiciaire	Travaux	1 569 392,82	1 634 313,07	-64 920,25	104,14
359679	Fourniture et installation d'un ascenseur au MJDH	Fournitures	64 100,00	54 485,00	9 615,00	85,00
359682	Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène au MJDH	Fournitures	52 090,50	52 090,50	0,00	100,00
359828	Rénovation des façades du MJDH	Travaux	161 666,57	151 667,76	9 999,46	93,81
360937	Surveillance et contrôle des travaux de construction de deux TGI et deux TRIPAIX au Kasai occidental et l'INFJ à Kinshasa	Services	1 269 699,00	1 240 572,52	29 126,48	97,71
361398	Surveillance et contrôle des travaux de renovation des façades du MJDH	Services	17 000,00	17 000,00	0,00	100,00
362296	Construction du tribunal de grande instance de Tshikapa (Lot 2)	Travaux	1 801 939,38	1 459 251,90	342 682,99	80,98
362417	Travaux de construction d'un tribunal de grande instance à Kananga dans la Province du Kasai Occidental (Lot 1)	Travaux	1 620 281,28	1 897 681,53	-277 399,77	117,12
366713	Fourniture et livraison de 50 motos (Lot 3)	Fournitures	163 570,00	163 570,00	0,00	100,00
368430	Assistance technique au Secrétariat du Groupe Thématique Justice et Droits Humains (GT JDH)	Services	193 616,50	193 616,50	0,00	100,00

370781	Fourniture et livraison d'un bus à Kinshasa (Lot 4)	Fournitures	62 400,00	62 400,00	0,00	100,00
370848	Fourniture et livraison de véhicules 4x4 et deux fourgons cellulaires avec pneus spéciaux (lot2) pour le renforcement du secteur judiciaire (lot1)	Fournitures	252 275,00	252 275,00	0,00	100,00
370857	Fourniture et livraison véhicules 4x4, Fourgons cellulaires, motos, camion et bus pour le renforcement du lot 3	Fournitures	102 685,00	102 685,00	0,00	100,00
371581	Travaux de réhabilitation de la prison de Luzumu dans la province du Bas-Congo en RDC	Travaux	3 127 096,27	3 487 252,56	-360 156,29	111,52
372470	Fourniture, livraison et mise en service d'équipements informatiques à Kinshasa, à Matadi et à Kananga, LOT 1	Fournitures	55 323,10	55 323,10	0,00	100,00
372473	Fourniture, livraison et mise en service gpe électrogène pour le palais de justice Kananga Lot2	Fournitures	14 667,00	14 667,00	0,00	100,00
372476	Fourniture et livraison de mobiliers de bureaux (Kinshasa, Matadi et Kananga) Lot 3	Fournitures	280 577,92	280 577,92	0,00	100,00
372483	SCCM- Fourniture et livraison de mobiliers de bureau spécifique à Kinshasa, Lot 4	Fournitures	13 477,50	13 477,50	0,00	100,00
372909	Fourniture et livraison de deux (02) véhicule 4x4 tous terrains, quatre (4) véhicules tous terrains pour usage, ... LOT1	Fournitures	595 472,00	595 472,00	0,00	100,00
372911	Travaux de rénovation du bureau de l'antenne du PARJ, KANANGA	Travaux	16 510,77	16 510,77	0,00	100,00
373045	Fourniture et livraison de mobiliers de bureau pour l'INFJ à Kinshasa (Lot 1)	Fournitures	99 223,00	96 953,44	2 269,56	97,71
373320	Fourniture et livraison de 40 motos pour le renforcement du secteur judiciaire en RDC, dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Province orientale (District de l'Ituri)	Fournitures	125 240,00	125 240,00	0,00	100,00
374576	UAC-Livraison et montage de mobilier pour le tribunal de grande instance de Kananga (lot 2)	Fournitures	111 030,00	111 030,00	0,00	100,00
374577	Fourniture et livraison de mobiliers de bureau - TGI Tshikapa	Fournitures	110 910,00	90 360,00	20 550,00	81,47
374579	Fourniture et livraison de mobiliers pour la prison de Luzumu (Kongo Central) Lot 4	Fournitures	99 320,24	99 320,24	0,00	100,00
374580	Livraison et montage de literie spécialisée pour la prison de Luzumu (Kongo Central) Lot 5	Fournitures	245 000,00	245 000,00	0,00	100,00
374581	Fourniture et montage d'équipements de cuisine prison de Luzumu (Lot 6)	Fournitures	31 040,00	31 040,00	0,00	100,00
380789	Reprise des travaux de construction du nouveau Palais de Justice	Fournitures	342 200,00	341 995,95	204,05	99,94
<b>TOTAUX</b>			<b>30 502 736,12</b>	<b>28 058 863,06</b>	<b>2 443 873,06</b>	<b>91,99</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

**PROJET D'APPUI À LA MODERNISATION DES FINANCES PUBLIQUES**

Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021352

Montant Engagé : 10 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
272406	Assistance technique d'appui au ministère des Finances pour la coordination et l'exécution du programme d'appui à la modernisation des finances publiques	Services	2 681 428,00	2 676 289,76	5 138,24	99,81
272543	Devis-programme n°0 - période de démarrage - PAMFIP	Devis - Programme	297 750,00	178 042,33	119 707,67	59,80
287910	Devis-programme n°1 - période de croisière-PAMFIP	Devis - Programme	1 777 772,00	908 474,67	869 297,33	51,10
328931	Devis-programme de croisière n° 2	Devis - Programme	1 196 878,00	563 687,18	633 190,82	47,10
338201	AGETIP AT mission de surveillance et contrôle des travaux & réhabilitation des bâtiments de DCP & DGRAD	Services	157 338,00	157 338,00	0,00	100,00
338229	Fourniture de matériels informatiques et réseau pour la DGRAD, DCP & DTO	Fournitures	836 092,89	836 092,89	0,00	100,00
340146	Travaux de réhabilitation des bâtiments de la DGRAD à Matadi et Boma et de la division provinciale des Finances à Matadi	Travaux	360 254,09	360 253,54	0,55	100,00
343276	Fourniture d'un progiciel de gestion pour la DGRAD, la DCP et la DTO	Fournitures	315 000,00	236 000,00	79 000,00	74,92
344976	Travaux de réhabilitation et de construction des bâtiments abritant les bureaux de la DCP et de la DGRAD	Travaux	712 893,68	712 893,66	0,02	100,00
352595	Travaux de réhabilitation et construction des bâtiments de la DGRAD et de la division provinciale des Finances à Lubumbashi	Travaux	483 878,59	480 897,13	2 981,46	99,38
356013	Fourniture équipements et mobiliers de bureau à la DGRAD, la DCP et la DTO	Fournitures	259 498,62	256 580,67	2 917,95	98,88
361040	Devis-programme n°3 - PAMFIP	Devis - Programme	671 000,00	335 048,85	335 951,15	49,93
374871	BGC - Travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments abritant les bureaux de la DGRAD et de la division provinciale	Travaux	262 685,31	262 578,11	107,20	99,96
374872	Travaux de construction et réhabilitation bureaux DGRAD et DP Finances à l'équateur, Mbandaka	Travaux	210 931,43	100 525,49	110 405,94	47,66
374875	Réhabilitation du bâtiment de la division provinciale des Finances du Kasai Central à Kananga	Travaux	46 008,14	44 670,38	1 337,76	97,09
374881	Mission de surveillance et de contrôle des travaux de construction et réhabilitation bâtiments DGRAD et DP Finances	Travaux	57 000,00	57 000,00	0,00	100,00

375212	Devis-programme n° 4 - période de croisière PAMFIP	Devis - Programme	1 126 869,80	942 151,85	184 717,95	83,61
398173	LIMPICO - Assistance technique PAMFIP	Services	79 810,00	79 810,00	0,00	100,00
<b>TOTAUX</b>			<b>11 533 088,55</b>	<b>9 188 334,51</b>	<b>2 344 754,04</b>	<b>79,67</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

**PROGRAMME D'APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED**

Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021425

Montant Engagé : 6 556 254,94 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
259268	Devis-programme n° 1, projet d'appui à l'Ordonnateur National du FED (01/01-31/12/11)	Devis - Programme	1 297 312,77	1 261 797,81	35 514,96	97,26
259568	Assistance technique en appui à l'Ordonnateur national du FED en RDC	Services	1 047 994,00	1 017 947,11	30 046,89	97,13
280689	Devis-programme 2 - projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED	Devis - Programme	1 299 914,07	1 267 527,37	32 386,70	97,51
306950	DP3 Appui à l'Ordonnateur national	Devis - Programme	1 445 875,34	1 396 276,94	49 598,40	96,57
330542	DP4 Appui à l'Ordonnateur national	Devis - Programme	1 479 526,36	1 473 240,16	6 286,20	99,58
<b>TOTAUX</b>			<b>6 570 622,54</b>	<b>6 416 789,39</b>	<b>153 833,15</b>	<b>97,66</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE**

Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 021511

Montant Engagé : 53 857 442,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
237231	Travaux de construction de la Centrale d'Approvisionnement et de Distribution de Médicaments Essentiels de Bunia (CADIMEBU)	Travaux	284 705,56	168 039,49	116 666,07	59,02
252047	Devis-programme n° 0 PA PNDS - actions au niveau périphérique et intermédiaire - oct-dec 2010	Devis - Programme	2 015 104,00	1 638 614,82	376 489,18	81,32
252050	Devis-programme n° 0, période de démarrage octobre-décembre 2010	Devis - Programme	103 416,00	65 795,92	37 620,08	63,62
252220	Livraison médicaments essentiels génériques (MEG), province du Kasai occidental, 12 mois	Fournitures	245 936,82	245 936,76	0,06	100,00
252240	Livraison médicaments essentiels génériques, province du Kasai oriental, 12 mois	Fournitures	322 999,07	322 999,06	0,01	100,00
254649	Assistance technique au PA PNDS	Services	8 459 328,00	8 438 345,54	20 982,46	99,75
261345	Devis-programme n° 1	Devis - Programme	374 682,00	308 446,19	66 235,81	82,32
261605	DP1 Activités au niveau périphérique - Nord Kivu	Devis - Programme	1 458 167,00	1 324 043,77	134 123,23	90,80
261985	Préparation et suivi des marchés d'infrastructures et équipements (PSIE) dans le cadre du PA PNDS	Fournitures	1 251 500,00	1 251 500,00	0,00	100,00
262032	Devis-programme n°1, Actions au niveau périphérique- Province du Kasai Orientale	Devis - Programme	1 004 475,39	917 489,10	86 986,29	91,34
262036	Devis-programme n° 1, Actions au niveau périphérique - province du Kasai Occidental	Devis - Programme	972 064,25	833 381,32	138 682,93	85,73
262048	DP1 - Actions au niveau périphérique dans la Province orientale	Devis - Programme	829 965,00	545 152,11	284 812,89	65,68
262049	Devis programme n° 1 Actions au niveau intermédiaire	Devis - Programme	2 080 767,00	1 732 092,85	348 674,15	83,24
265664	Gestion de l'achat de services et l'amélioration du fonctionnement des services de santé dans la Province Orientale	Services	319 828,00	319 800,89	27,11	99,99
266773	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans la province du Kasai Occidental	Services	511 724,00	498 336,45	13 387,55	97,38
266796	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans la province du Kasai Oriental	Services	511 724,00	484 454,39	27 269,61	94,67
266797	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans le Nord-Kivu	Services	511 724,00	510 072,44	1 651,56	99,68
267620	Gestion des fonds de développement des services de Santé	Services	890 000,00	879 052,70	10 947,30	98,77
276188	Investissements pour les prérequis dans les zones de Santé couvertes par le PA PNDS	Fournitures	1 760 769,00	1 669 015,95	91 753,05	94,79
288073	Devis-programme n° 2, Activités au niveau périphérique, Nord-Kivu	Devis - Programme	2 427 880,00	2 165 605,06	262 274,94	89,20

288077	Devis-programme n° 2, Actions au niveau périphérique - Kasai orientale	Devis - Programme	3 052 460,00	2 297 545,37	754 914,63	75,27
288079	Devis-programme n° 2, Actions au niveau périphérique - Province orientale	Devis - Programme	1 708 020,00	1 501 899,02	206 120,98	87,93
288081	Devis-programme n° 2, Actions au niveau périphérique - Kasai occidental	Devis - Programme	2 783 119,00	2 325 751,11	457 367,89	83,57
288083	Devis-programme n° 2, CAG - Actions au niveau central	Devis - Programme	652 632,00	542 639,14	109 992,86	83,15
300213	Devis-programme n° 2, Actions au niveau intermédiaire (ANI)	Devis - Programme	2 631 539,00	1 675 849,57	955 689,43	63,68
327078	Construction et réhabilitation de l'hôpital général de référence de Masuika (Lot 7)	Travaux	238 695,28	86 200,87	152 494,41	36,11
327198	Travaux de réhabilitation de l'HGR de KABINDA (Lot 1)	Travaux	1 395 819,99	1 395 237,12	582,87	99,96
327232	Construction de l'HGR et du Centre de santé de Mambasa (Lot 3)	Travaux	758 575,96	422 371,46	336 204,50	55,68
327239	Construction du bureau de la division provinciale de la Santé à Mbuji-Mayi (lot 4)	Travaux	244 110,80	127 201,70	116 909,10	52,11
327248	Construction d'un bâtiment annexe de l'HGR de MASEREKA (Lot 2)	Travaux	614 753,12	277 385,56	337 367,56	45,12
327249	Réhabilitation de l'HGR de Tshilenge (Lot 2)	Travaux	291 544,31	82 814,99	208 729,32	28,41
327287	Construction de la centrale d'approvisionnement et distribution des médicaments essentiels de Kananga (lot 5)	Travaux	375 676,06	174 924,69	200 751,37	46,56
329825	Devis-programme n° 3 CAG	Devis - Programme	295 000,00	275 762,66	19 237,34	93,48
333358	Devis-programme n°3, Actions au niveau périphérique, Nord-Kivu	Devis - Programme	2 255 299,00	2 215 530,74	39 768,26	98,24
335594	Devis-programme n°3, ANI-FDSS	Devis - Programme	2 132 970,00	1 500 422,75	632 547,25	70,34
335660	Devis-programme n°3, FASS Province orientale - PAPNDS	Devis - Programme	1 318 035,00	1 317 145,80	889,20	99,93
335663	Devis-programme n°3 FASS Kasai Oriental PAPNDS	Devis - Programme	1 543 334,00	1 377 461,87	165 872,13	89,25
335665	Devis-programme n° 3 FASS Kasai occidental PAPNDS	Devis - Programme	1 327 839,00	1 257 266,15	70 572,85	94,69
344790	Travaux de réhabilitation et construction de l'HGR de Kyondo et de l'HGR de Musienene au Nord-Kivu dans le cadre de la réhabilitation	Travaux	710 112,45	610 831,56	99 280,89	86,02
344797	Construction et réhabilitation de l'HGR de Mikalayi au Kasai Occidental	Travaux	598 312,58	538 481,34	59 831,24	90,00
346015	Fourniture, livraison et service après-vente de 17 véhicules aux zones de santé, DPS, EUP (Lot1)	Fournitures	305 021,50	305 022,00	-0,50	100,00
346017	Fourniture, livraison et service après-vente de 17 véhicules 4x4 aux zones de santé, DPS, EUP-FASS (Lot2)	Fournitures	256 696,27	256 695,00	1,27	100,00
353686	Atelier d'architecture DDV-Kin	Services	746 153,00	738 676,01	7 476,99	99,00
367189	Mission d'appui au comité de sélection en charge du recrutement au niveau central des cadres du MSP	Services	25 940,70	25 940,70	0,00	100,00
376549	Fourniture et livraisons des produits médicaux pour le renforcement des fonds de roulement de 21 zones de santé	Fournitures	900 000,00	898 083,97	1 916,03	99,79
376580	Fournitures d'équipements biomédicaux à 9 HGR (Lot 1)	Fournitures	721 851,70	719 535,95	2 315,75	99,68
376587	Fourniture d'équipements biomédicaux à 9 HGR (Lot 2)	Fournitures	790 348,58	788 113,28	2 235,30	99,72
376588	Fourniture d'équipements biomédicaux à 9 HGR (Lot 3)	Fournitures	140 918,28	139 872,06	1 046,22	99,26
377103	Fourniture, livraison et installation mobiliers de bureau des DCDR et DPS (Lot 1)	Fournitures	65 144,07	62 623,20	2 520,87	96,13
377127	Fourniture, livraison et installation mobiliers de bureau des DCDR et DPS (Lot 2)	Fournitures	59 276,00	57 145,90	2 130,10	96,41
377434	Fourniture des groupes électrogènes à 5 structures sanitaires (Lot 1)	Fournitures	65 179,40	65 179,40	0,00	100,00
377461	Fourniture des groupes électrogènes à 21 structures sanitaires (Lot 2)	Fournitures	191 028,00	191 028,00	0,00	100,00
377493	Fourniture, équipements informatique, repro et matériels bureau-tique pour 10 HGR, 1 CDR, 1DPS (Lot 1)	Fournitures	127 174,36	117 175,35	9 999,01	92,14
377494	Fournitures équipements informatique, repro et matériels bureau pour 11 HGR, 1 CDR (Lot 2)	Fournitures	116 630,78	106 631,78	9 999,00	91,43
377495	Fournitures de 12 Kits solaires complets à 4 HGR et 1 CDR	Fournitures	158 315,28	158 315,28	0,00	100,00
382313	Travaux de construction d'une centrale d'appro. et de distribution de médicaments essentiels à Kananga	Travaux	1 098 549,78	1 011 884,89	86 664,89	92,11
382400	Travaux de construction et réhabilitation de la division provinciale de la Santé, Kasai Orientale à Mbuji-Mayi	Travaux	389 561,96	389 561,34	0,62	100,00
382410	Travaux de construction et réhabilitation de l'HGR de Tshilenge au Kasai Oriental	Travaux	704 283,46	655 441,18	48 842,28	93,06
<b>TOTAUX</b>			<b>58 126 679,76</b>	<b>51 007 823,57</b>	<b>7 118 856,19</b>	<b>87,75</b>

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
245742	Assistance technique pour la coordination de la cellule de gestion des projets PARAU, PAR II et PAUK	Services	1 126 774,00	0,00	1 126 774,00	0,00
245790	Assistance technique pour la coordination du volet réouverture routes en terre de la cellule de gestion des projets PARAU	Services	667 210,00	0,00	667 210,00	0,00
245797	Assistance technique pour la coordination du volet "Eau et Assainissement" de la cellule de gestion des projets PARAU	Services	951 119,00	0,00	951 119,00	0,00
245799	Assistance technique en tant que coordonnateur adjoint de la cellule de gestion des projets PARAU, PAR II et PAUK	Services	246 364,00	0,00	246 364,00	0,00
248141	Assistance technique pour la coordination du volet entretien routes de la cellule de gestion des projets PARAU et PAR II	Services	239 568,00	0,00	239 568,00	0,00
255186	Fourniture de matériel de transport à Kinshasa	Fournitures	2 923 157,72	2 910 392,24	12 765,48	99,56
256126	Devis-programme de croisière PARAU/PAUK/2010-2011	Devis - Programme	13 454 534,56	12 527 243,28	927 291,28	93,11
258837	Devis-programme de croisière PARAU/PAR/2010-2011	Devis - Programme	14 036 936,00	6 671 656,06	7 365 279,94	47,53
260135	Fourniture d'un bouteur à chenilles	Fournitures	229 996,00	229 996,00	0,00	100,00
262586	Aménagement de la rivière Gombe à Kinshasa	Travaux	6 767 058,52	5 213 829,02	1 553 229,50	77,05
265289	Construction d'un collecteur d'eaux pluviales le long de l'avenue Kabambare à Kinshasa	Travaux	5 358 383,26	5 339 466,68	18 916,58	99,65
265706	Fourniture de 10 303 m3 de gasoil	Fournitures	10 706 431,33	10 706 405,16	26,17	100,00
295872	Devis-programme de croisière n° 2 PARAU/PAUK	Devis - Programme	16 638 218,37	16 638 218,37	0,00	100,00
295916	Devis-programme de croisière n°2 PARAU / PAR	Devis - Programme	13 091 680,26	13 091 640,91	39,35	100,00
307235	Fourniture de lubrifiants divers	Fournitures	127 674,48	127 674,48	0,00	100,00
309149	Construction d'un collecteur d'eaux pluviales le long des avenues Sekou touré et Mbwele dans la Commune de Bandalungwa	Travaux	443 480,53	443 454,00	26,53	99,99
309444	Fourniture de matériel de transport à Kinshasa	Fournitures	285 046,46	285 046,46	0,00	100,00
311205	Fourniture de pneumatiques avec chambre à air pour matériel divers de génie civil	Fournitures	397 296,00	381 297,90	15 998,10	95,97
317638	Fourniture et déchargement de 9 ponts modulaires et de 2 équipements de lancement	Fournitures	1 094 722,00	1 094 722,00	0,00	100,00
318214	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins de marques Cartepillar et Mecalac	Fournitures	1 266 135,11	1 266 133,86	1,25	100,00
318222	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins de marques New Holland, Scania et Iveco	Fournitures	1 961 444,10	1 891 724,40	69 719,70	96,45
318224	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins des marques HBM et HAMM	Fournitures	464 467,88	457 688,71	6 779,17	98,54
320988	DP1 Projet d'appui aux brigades de l'Office des Routes à l'Est de la RDC, phase 2 (PAREST 2)	Devis - Programme	1 980 000,00	981 310,40	998 689,60	49,56
321000	Devis-programme n° 3 PARAU/PAR	Devis - Programme	5 514 973,08	5 504 486,04	10 487,04	99,81
321199	Fournitures et livraison de pneus de camions	Fournitures	1 032 041,55	1 032 041,55	0,00	100,00
321225	Fourniture et livraison d'équipement de laboratoire de travaux publics	Fournitures	354 067,89	264 713,30	89 354,59	74,76
321702	Devis-programme n°3 PARAU/PAUK	Devis - Programme	14 379 462,60	14 275 203,79	104 258,81	99,27
383956	Travaux d'aménagement de la rivière Gombe entre l'avenue de la Démocratie et le Boulevard du 30 Juin	Travaux	1 463 289,77	1 315 814,21	147 475,56	89,92
388467	Surveillance et contrôle travaux d'aménagement de la rivière Gombe	Services	102 074,46	102 071,42	3,04	100,00
<b>TOTAUX</b>			<b>117 303 606,93</b>	<b>102 752 230,24</b>	<b>14 551 376,69</b>	<b>87,60</b>

# BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI À LA NAVIGABILITÉ DES VOIES FLUVIALES ET LACUSTRES EN RDC (PANAV)**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 021536  
 Montant Engagé : 60 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
267585	Projet d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en R.D.C. - Devis programme n° 0	Devis - Programme	422 959,00	254 097,36	168 861,64	60,08
289644	Projet d'appui à la navigabilité des fluviales et lacustres en R.D.C. - Devis programme n° 1	Devis - Programme	3 195 733,00	1 405 809,10	1 789 923,90	43,99
307880	Assistance technique PANAV	Services	3 992 360,00	2 326 123,96	1 666 236,04	58,26
318130	Fourniture et livraison du matériel roulant du PANAV	Fournitures	46 601,50	46 601,50	0,00	100,00
322193	Devis-programme de croisière n°2, PANAV	Devis - Programme	1 994 212,91	2 030 983,00	-36 770,09	101,84
354486	Dévis-programme de croisière n°3, PANAV	Devis - Programme	4 241 000,00	2 830 653,78	1 410 346,22	66,74
355129	Assistance technique de coordination des opérations du projet en RDC	Services	616 000,00	610 378,97	5 621,03	99,09
359069	Fourniture, livraison et SAV de matériels et équipements pour mesures hydrographiques, hydrométrie, hydrologiques	Fournitures	286 049,00	262 502,60	23 546,40	91,77
359342	Conception, fabrication et livraison de 13 canons hydrographiques	Fournitures	1 285 069,89	1 285 069,89	0,00	100,00
365284	Fourniture, livraison et installation de dix groupes électrogènes de 275 à 500 kVA Lot 3	Fournitures	727 658,00	727 658,00	0,00	100,00
365287	Fourniture, livraison et installation de six élévateurs de minimum 6 tonnes	Fournitures	773 366,60	773 366,60	0,00	100,00
365288	Fabrication, livraison et installation du balisage lumineux des accès portuaires aux ports de Kalemie et Kalundu, Lac Tanganyika	Fournitures	526 610,00	526 610,00	0,00	100,00
365309	Assistance technique pour l'aménagement et l'entretien voies navigables et chantier naval et matériels de navigation	Services	1 192 750,00	984 393,13	208 356,87	82,53
365437	Fourniture d'équipements informatiques et réseau pour le PANAV - Lot 3 Environnement logiciel PANAV	Fournitures	192 439,33	192 439,33	0,00	100,00
365438	Fourniture d'équipements informatiques et réseau - LOT1 Serveurs, ordinateurs, imprimantes, divers	Fournitures	139 820,00	139 820,00	0,00	100,00
365441	Fourniture d'équipements informatiques et réseau - LOT2 Mise en réseau, onduleurs, groupes électrogènes, climatiseurs	Fournitures	57 048,00	56 941,00	107,00	99,81
365476	Fourniture carburants, lubrifiants et produits connexes sur le fleuve Congo et rivière Kasai	Fournitures	2 638 525,46	1 261 647,52	1 376 877,94	47,82
365708	Mission d'assistance technique Expert Hydrologue/Hydrographe	Services	409 469,00	389 486,60	19 982,40	95,12
366073	Acquisition et post-traitement d'images aériennes optiques et Lidar bief moyendu fleuve Congo et rivière Kasai en RDC	Fournitures	1 674 800,00	1 674 797,47	2,53	100,00
366157	Fourniture de balise flottantes pour la réalisation du balisage fixe sur le fleuve Congo et la rivière Kasai	Fournitures	1 348 629,00	1 348 629,00	0,00	100,00
366259	Fourniture, livraison et installation d'équipements pour les opérations de chargement et de déchargement dans les ports	Fournitures	5 412 838,90	5 412 838,90	0,00	100,00
366261	Fourniture et livraison de matériels pour la fabrication et le mouillage de 300 bouées	Fournitures	509 239,75	509 239,75	0,00	100,00
367215	Fourniture, livraison, mise en service et service après-vente des matériels et équipements pour les mesures hydrographique	Fournitures	408 572,00	375 774,00	32 798,00	91,97
367216	Fourniture, livraison, mise en service et SAV matériels et éqpts pour mesures hydrogr (Lot 3)	Fournitures	320 738,00	320 738,00	0,00	100,00
367217	Fourniture, livraison, mise en service et SAV matériels éqpts mesures hydro (Lot 4)	Fournitures	109 728,00	109 728,00	0,00	100,00
367218	Fourniture, livraison, mise en service et SAV matériels et équipements mesures hydrographiques (Lot 5)	Fournitures	1 640 010,00	1 640 010,00	0,00	100,00
367751	Réhabilitation du baliseur KAUKA	Travaux	1 627 696,05	1 518 460,12	109 235,93	93,29
367827	Réhabilitation du baliseur LOMELA - lot 1	Travaux	718 835,43	701 390,71	17 444,72	97,57
371026	Fourniture, livraison et service après-vente signaux de balisage fixe de rive et des échafaudages et matériels liés au P	Fournitures	1 952 120,00	1 952 120,00	0,00	100,00
373660	Assistance technique contrôleur de gestion PANAV - GAYE ALE	Services	345 491,76	343 391,76	2 100,00	99,39
375203	CICOS	Services	989 386,20	890 447,58	98 938,62	90,00

380164	Devis-programme n°4	Devis - Programme	4 650 000,00	1 755 532,74	2 894 467,26	37,75
383720	Etude hydraulique monodimensionnelle du fleuve Congo et de la rivière Kasai	Services	199 000,00	119 400,00	79 600,00	60,00
383271	ARTELIA	Fournitures	290 000,00	87 000,00	203 000,00	30,00
383884	Assistance technique opérationnelle au centre de traitement des données de la RVF	Services	1 967 520,00	1 573 493,82	394 026,18	79,97
384117	Fourniture, livraison et installation d'équipements opérations de chargement et déchargement Lot 1	Fournitures	837 299,90	837 299,90	0,00	100,00
384118	Fourniture, livraison et installation d'un élévateur de 6 tonnes	Fournitures	134 486,94	134 486,94	0,00	100,00
386177	Conception, fabrication des bateaux multifonctions modulaires à la RVF	Fournitures	3 596 388,82	1 438 555,53	2 157 833,29	40,00
386265	Conception, fabrication des bateaux multifonctions modulaires à la RVF - Lot 3	Fournitures	765 000,00	765 000,00	0,00	100,00
386381	Travaux d'installation des échelles et stations limnimétriques le long du fleuve Congo et rivière Kasai	Fournitures	5 177 977,00	5 176 225,96	1 751,04	99,97
387315	Assistance technique de coordination des opérations PANAV	Services	339 700,00	335 064,71	4 635,29	98,64
388315	Fourniture de machines, équipements et consommables pour le slipway du chantier naval RVF	Fournitures	383 670,00	383 670,00	0,00	100,00
390128	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu - Lot 1	Travaux	154 957,08	28 386,78	126 570,30	18,32
390394	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu - Lot 2	Travaux	109 891,12	12 749,18	97 141,94	11,60
390395	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu - Lot 3	Travaux	254 960,52	222 539,65	32 420,87	87,28
390397	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu - Lot 4	Travaux	41 796,00	8 138,08	33 657,92	19,47
390399	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu - Lot 5	Travaux	14 084,40	5 778,39	8 306,01	41,03
390503	Fourniture, livraison, installation, mise en service groupes électrogènes, port Kisangani	Travaux	170 880,00	68 352,00	102 528,00	40,00
390529	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste, port de Kisangani - Lot 1	Travaux	441 092,05	281 976,38	159 115,67	63,93
390544	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani - Lot 2	Travaux	133 281,00	0,00	133 281,00	0,00
390546	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani - Lot 3	Travaux	338 307,33	300 386,67	37 920,66	88,79
390666	Travaux de réhabilitation d'un entrepôt vétuste et aménagement de terre-plein au port de Kisangani	Travaux	317 378,83	239 606,41	77 772,42	75,50
390668	Travaux réhabilitation d'un entrepôt vétuste et aménagement de terre-plein au port de Kisangani	Travaux	93 177,80	71 720,48	21 457,32	76,97
390702	Travaux réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF - Lot 1	Travaux	339 061,27	97 916,46	241 144,81	28,88
390704	Travaux réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF - Lot 2	Travaux	134 830,00	33 931,46	100 898,54	25,17
390705	Travaux réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF - Lot 3	Travaux	158 849,38	133 404,96	25 444,42	83,98
391164	Travaux de construction d'un nouvel entrepôt au port de Mbandaka	Travaux	489 026,61	80 828,58	408 198,03	16,53
392741	Fourniture pièces de rechange, petits matériels et consommables bateaux RVF en RDC	Fournitures	675 190,66	675 190,66	0,00	100,00
392780	Devis-programme n° 5	Devis - Programme	4 950 000,00	4 373 199,21	576 800,79	88,35
<b>TOTAUX</b>			<b>66 953 563,49</b>	<b>52 141 982,58</b>	<b>14 811 580,91</b>	<b>77,88</b>

# BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI AU DÉMARRAGE DE LA DÉCENTRALISATION EN RDC (PA2D)**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 021561  
 Montant Engagé : 15 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
260579	Assistance technique au programme d'appui au démarrage de la décentralisation (PA2D)	Services	3 919 280,00	3 763 861,40	155 418,60	96,03
269830	Devis-programme de démarrage - PA2D	Devis - Programme	189 450,00	93 522,71	95 927,29	49,37
282503	Devis-programme n°1 - période de croisière PA2D	Devis - Programme	2 086 000,00	989 038,74	1 096 961,26	47,41
300187	Recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de réhabilitation de la division provinciale des finances du Nord-Kivu et de la maison communale de Goma	Services	85 340,00	28 691,59	56 648,41	33,62
300188	Recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de construction du Siège de l'assemblée provinciale et de l'hôtel du gouvernement de la province du Nord-Kivu	Services	262 320,00	119 477,85	142 842,15	45,55
300937	Marché de service pour le recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de construction du siège de l'Assemblée provinciale	Services	175 720,00	158 863,20	16 856,80	90,41
300944	Etudes et contrôle des travaux de réhabilitation et d'extension des bâtiments du Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation	Travaux	88 878,40	87 909,40	969,00	98,91
325094	Devis-programme n°2 PA2D	Devis - Programme	2 900 000,00	1 991 982,08	908 017,92	68,69
356261	Travaux de construction du siège de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu en RDC	Travaux	1 337 932,50	264 824,89	1 073 107,61	19,79
356262	Travaux de construction de l'Hôtel du gouvernement du Nord-Kivu en RDC	Travaux	856 923,75	179 442,62	677 481,13	20,94
356263	Travaux de construction du gouvernorat du Nord-Kivu en RDC	Travaux	503 412,33	185 461,53	317 950,80	36,84
358279	Travaux de réhabilitation et extension du bâtiment du ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières	Travaux	1 535 920,95	1 532 935,13	2 985,82	99,81
360558	Travaux de Réhabilitation et extension du bâtiment du ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières	Travaux	936 859,94	807 792,20	129 067,74	86,22
361140	Fourniture, livraison et installation de mobiliers au MISDAC et dans les Institutions provinciales de Kin et du Nord-Kivu	Fournitures	473 434,67	462 712,98	10 721,69	97,74
366662	Fourniture de matériel informatique au MISDAC et Institution prov. KIN et Nord-KIVU	Fournitures	289 988,35	289 988,35	0,00	100,00
376490	Contrôle et surveillance des travaux de construction de l'assemblée provinciale, de l'hôtel du gouvernement et du gouvernorat	Services	336 042,25	273 146,13	62 896,12	81,28
<b>TOTAUX</b>			15 977 503,14	11 229 650,80	4 747 852,34	70,28

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE III**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 021694  
 Montant Engagé : 2 721 293,26 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
241805	Devis-programme - Facilité de coopération technique III	Devis - Programme	280 000,00	200 268,97	79 731,03	71,52
249008	Ex-ante Audit VFLEX 2010	Services	148 000,00	0,00	148 000,00	0,00
251843	Mission d'identification du projet d'amélioration des soins des santé destinés aux victimes de violences sexuelles	Services	56 085,42	0,00	56 085,42	0,00
255442	Assistance technique au CSRP - Prolongation de la mission de l'UGP SRPNC	Services	21 920,00	0,00	21 920,00	0,00
266852	Devis-programme 2 - Facilité Coopération Technique III	Devis - Programme	429 200,00	376 934,24	52 265,76	87,82
269439	Contribution de l'UE à l'Enquête 1-2-3	Subvention	461 689,00	461 689,00	0,00	100,00
307862	Devis-programme 3 - Facilité Coopération Technique III	Devis - Programme	347 680,00	165 165,00	182 515,00	47,50
<b>TOTAUX</b>			1 744 574,42	1 204 057,21	540 517,21	69,02

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA JUSTICE À L'EST DE LA RDC (PARJE)**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022398  
 Montant Engagé : 18 435 295,90 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
300422	Uhaki safi - ASF Rapprocher la justice des justiciables à l'Est de la RDC	Subvention	5 000 000,00	4 573 621,56	426 378,44	91,47
300423	RCN - Projet d'appui à la justice à l'Est de la RDC (PARJE) 'Uhaki Safi'	Subvention	4 998 700,00	4 929 430,88	69 269,12	98,61
324918	Assistance Technique au Programme d'appui au renforcement de la justice à l'Est de la RDC «UHAKI SAFI»	Services	2 593 957,50	2 475 477,37	118 480,13	95,43
331042	Devis-programme de démarrage	Devis - Programme	338 738,00	185 533,61	153 204,39	54,77
348388	Devis-programme n°1	Devis - Programme	1 400 000,00	880 054,40	519 945,60	62,86
2362882	Etudes de conception et direction des travaux de construction/réhabilitation	Travaux	151 500,00	147 150,00	4 350,00	97,13
374546	Entrasco : Travaux de construction du nouveau palais de justice de Goma	Travaux	2 283 767,20	1 825 679,40	458 087,80	79,94
376050	Devis-Programme n° 2	Devis - Programme	409 845,00	293 615,15	116 229,85	71,64
<b>TOTAUX</b>			<b>17 176 507,70</b>	<b>15 310 562,37</b>	<b>1 865 945,33</b>	<b>89,14</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI À LA STABILISATION ET RECONSTRUCTION DE L'EST DE LA RDC**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON-DUE : OP)  
 Numéro du Projet : 022551  
 Montant Engagé : 20 620 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
263302	Projet d'entretien de la route Kisangani-Lubutu-Walikale des Province Orientale, Maniema et Nord-Kivu	Travaux	5 499 426,00		5 499 426,00	0,00
296273	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC - Lot 5	Fournitures	307 297,00	307 291,00	6,00	100,00
296274	Fournitures pour le rééquipement de l'Office de Routes du Maniema en RDC - Lot 2	Fournitures	1 325 267,94	1 325 267,93	0,01	100,00
296290	Fournitures pour le rééquipement de l'Office de Routes du Maniema en République Démocratique du Congo - Lot 3	Fournitures	3 060 422,00	3 060 422,00	0,00	100,00
296295	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC - Lot 4	Fournitures	212 260,00		212 260,00	0,00
296297	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC - Lot 1	Fournitures	1 046 683,04	1 046 683,04	0,00	100,00
312854	Devis-programme de Démarrage	Devis - Programme	674 465,00	154 871,91	519 593,09	22,96
326937	Devis-programme n°1	Devis - Programme	3 004 179,02	1 836 829,82	1 167 349,20	61,14
348603	Devis-programme de croisière 2	Devis - Programme	1 768 125,13	1 728 796,65	39 328,48	97,78
366146	DP3 - Projet d'Appui au STAREC (PASTAR)	Devis - Programme	37 160,00	34 392,28	2 767,72	92,55
<b>TOTAUX</b>			<b>16 935 285,13</b>	<b>9 494 554,63</b>	<b>7 440 730,50</b>	<b>56,06</b>

# BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME DE STABILISATION ET DE RECONSTRUCTION DES ZONES SORTANT DES CONFLITS ARMÉS**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022623  
 Montant Engagé : 4 890 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
266702	Contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population du district sanitaire d'ARU (Ituri) en assurant la qualité des soins de santé primaires	Subvention	4 790 000,00	4 788 894,00	1 106,00	99,98
<b>TOTAUX</b>			4 790 000,00	4 788 894,00	1 106,00	99,98

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**RÉHABILITATION DE LA RN2**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022738  
 Montant Engagé : 28 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
314592	Réhabilitation des voiries à Goma et RN2 Goma - Sake	Travaux	23 014 113,45	21 236 702,23	1 777 411,22	92,28
336992	Assistance à l'ON du FED en RDC ds phase évaluation des offres et attribution travaux des voiries de Goma et RN2	Services	20 000,00	20 000,00	0,00	100,00
338629	Surveillance et Contrôle des travaux de réhabilitation des voiries de Goma et RN2	Services	2 571 961,00	2 549 942,43	22 018,57	99,14
358030	Recrutement d'une agence pour la réalisation d'une campagne de communication et visibilité de la réhabilitation des Voiries à Goma	Services	40 411,00	40 411,00	0,00	100,00
389228	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des voiries à Goma et RN2	Services	164 754,00	149 288,72	15 465,28	90,61
<b>TOTAUX</b>			25 811 239,45	23 996 344,38	1 814 895,07	92,97

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**RÉHABILITATION DE LA RN1**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 022739  
 Montant Engagé : 113 700 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
328531	Réhabilitation de la RN1 entre Batshamba et Tshikapa	Travaux	107 735 000,00	104 038 386,88	3 696 613,12	96,57
333928	Surveillance des travaux de réhabilitation de la RN1 entre Batschamba Tshikapa	Services	3 065 000,00	3 050 577,10	14 422,90	99,53
395485	Actualisation des études sur la RN1	Services	524 392,00	104 878,40	419 513,60	20,00
<b>TOTAUX</b>			111 324 392,00	107 193 842,38	4 130 549,62	96,29

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

**FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE IV**

Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 022915

Montant Engagé : 6 551 082,97 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
299853	Assistance technique a l'Ordonateur national du FED en RDC pour assurer une meilleure supervision et controle des travaux	Services	190 700,00	178 548,19	12 151,81	93,63
312846	Assistance technique à la PNC	Services	146 460,00	138 838,60	7 621,40	94,80
313724	Surveillance et contrôle des travaux de construction du pont Ruzizi 1 entr BKV et Cyangugu	Services	177 985,55	160 633,34	17 352,21	90,25
315198	Coordination du groupe thématique Justice et Droits de l'Homme du ministère de la Justice et Droits humains	Services	72 950,00	61 881,36	11 068,64	84,83
322726	Renforcement de la Cellule Environnement du ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, MECN&T	Services	398 300,00	388 331,00	9 969,00	97,50
325703	Assistance technique à l'ON du FED/Phase d'évaluation offres et attribution marché RN1	Services	20 000,00	20 000,00	0,00	100,00
330600	Devis-programme 1 - Facilité de Coopération Technique IV	Devis - Programme	343 143,00	307 507,39	35 635,61	89,61
330683	Assistance technique - ON FED RDC pour la supervision et contrôle des travaux de construction des bâtiments	Services	127 299,52	127 299,52	0,00	100,00
357903	Devis-programme 2 TCF IV	Devis - Programme	173 985,00	163 738,61	10 246,39	94,11
<b>TOTAUX</b>			<b>1 650 823,07</b>	<b>1 546 778,01</b>	<b>104 045,06</b>	<b>93,70</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo

**PROGRAMME D'APPUI AUX OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAP OMD)**

Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)

Numéro du Projet : 023801

Montant Engagé : 40 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
334523	Subvention PAP OMD FASS NK	Subvention	5 150 895,00	5 133 468,95	17 426,05	99,66
335980	Subvention PAP OMD FASS PO	Subvention	4 984 046,00	4 895 772,57	88 273,43	98,23
335984	Subvention PAP OMD FASS KOR	Subvention	5 240 699,00	4 719 485,60	521 213,40	90,05
335985	Subvention PAP OMD FASS KOCC	Subvention	4 610 825,00	4 541 818,76	69 006,24	98,50
367227	Devis-programme de croisiere DEP	Devis - Programme	912 500,00	891 125,00	21 375,00	97,66
374160	Développement Management Professionnel des EUP dans le cadre du PAP OMD 4 & 5	Services	293 005,00	237 685,21	55 319,79	81,12
382274	Recrutement d'une AT pour la surveillance et contrôle des travaux de construction ou réhabilitation structures	Travaux	1 452 235,00	1 199 715,72	252 519,28	82,61
384200	Avenant 9 au contrat de services AT au PAPNDS/PAP OMD	Services	251 158,00	509 658,00	-258 500,00	202,92
384449	Travaux de réhabilitation et aménagement HGR TSHIBALA au Kasai Central	Travaux	2 061 132,00	808 666,60	1 252 465,40	39,23
384450	Travaux de réhabilitation et aménagement HGR MASUIKA au Kasai Central	Travaux	2 186 485,00	908 121,84	1 278 363,16	41,53
<b>TOTAUX</b>			<b>27 142 980,00</b>	<b>23 845 518,25</b>	<b>3 297 461,75</b>	<b>87,85</b>

# BILAN FINANCIER

## Tableaux financiers 11e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**LRRD - AMELIORATION DE L'ETAT DE SANTE DE LA POPULATION DE 7 ZONES DE LA PROVINCE ORIENTALE**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 033822  
 Montant Engagé : 5 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356579	LRRD Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la province orientale	Subvention	4 800 000,00	4 799 442,00	558,00	99,99
<b>TOTAUX</b>			4 800 000,00	4 799 442,00	558,00	99,99

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROJET D'APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (PAON)**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 034686  
 Montant Engagé : 8 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356797	Devis-programme n° 01	Devis - Programme	1 998 651,34	1 998 648,36	2,98	100,00
373064	Devis-programme n° 02	Devis - Programme	2 682 312,12	2 583 479,73	98 832,39	96,32
383774	Assistance technique à la cellule d'appui à l'ON	Services	652 028,75	442 089,25	209 939,50	67,80
389186	Devis-programme n° 03	Devis - Programme	2 626 294,46	2 540 500,50	85 793,96	96,73
<b>TOTAUX</b>			7 959 286,67	7 564 717,84	394 568,83	95,04

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE 5 (TCF V)**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 034692  
 Montant Engagé : 12 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
375299	Devis-programme 1 TCF V	Devis - Programme	951 405,00	668 468,54	282 936,46	70,26
389431	Devis-programme 1 Communication et Visibilité	Devis - Programme	299 250,00	271 274,54	27 975,46	90,65
397656	Devis-programme 2 TCF V	Devis - Programme	960 069,00	640 697,09	319 371,91	66,73
398173	Mission d'appui à l'organisation de la clôture du PAMFIP	Service	79 810,00	31 924,00	47 886,00	40,00
400393	Surveillance et contrôle des travaux des TGI Tshikapa et Luzumu	Service	80 900,00	43 295,75	37 604,25	53,52
401575	Assistance technique au groupe thématique Justice et Droits Humains (GT JDH)	Service	379 936,00	166 180,20	213 755,80	43,74
403999	Surveillance et contrôle des travaux d'aménagement de la rivière Gombe	Travaux	29 000,00	29 000,00	0,00	100,00
407782	Surveillance des travaux de construction du palais de Justice de Goma	Service	67 132,00	13 426,40	53 705,60	20,00
408130	Devis-programme 2 Communication et Visibilité	Devis - Programme	199 080,00	94 800,00	104 280,00	47,62
408240	Mission d'assistance technique pour la coordination des opérations du PANAV en RDC	Service	182 500,00	24 400,00	158 100,00	13,37
410244	Mission de consultance pour la définition du cadre de fonctionnement du Corps de protection des parcs nationaux et réserves apparentées (CorPPN)	Service	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00
410349	Etude de trafic et compléments de spécifications techniques dans le cadre de l'aménagement des axes transfrontaliers entre la RDC, le Burundi et le Rwanda	Service	79 500,00	31 800,00	47 700,00	40,00
<b>TOTAUX</b>			3 353 582,00	2 015 266,52	1 338 315,48	60,09

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ-VOLET DÉFENSE (PROGRESS)**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 036193  
 Montant Engagé : 25 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
360635	Assistance technique au programme d'appui à la réforme du secteur de sécurité (PROGRESS)	Services	12 995 000,00	9 400 698,04	3 594 301,96	72,34
370387	Devis - programme de Démarrage	Devis - Programme	335 250,00	315 250,00	20 000,00	94,03
378247	Devis - programme de croisière n° 1	Devis - Programme	1 540 000,00	936 402,33	603 597,67	60,81
384038	Etudes et supervision des travaux d'extension du siège du MDNAC-R, RDC à Kinshasa	Services	295 200,00	60 000,00	235 200,00	20,33
386810	Etudes techniques, architecturales et supervision travaux siège MD-NAC-RDC à Kinshasa	Services	77 400,00	19 000,00	58 400,00	24,55
387288	RRSSJ - Appui au rapprochement armée/population à la redevabilité du secteur de la sécurité	Services	500 000,00	405 775,53	94 224,47	81,16
394331	Fourniture, livraison, installation, mise en service et service après vente des équipements informatiques	Fournitures	398 550,79	344 414,89	54 135,90	86,42
394396	Fourniture, livraison, déchargement, installation, configuration et mise en service des kits biométriques, logiciels et accessoires pour le compte des différents services du MDNAC-R et des FARDC (lot3)	Fournitures	139 321,01	139 321,01	0,00	100,00
395528	Fourniture, livraison, déchargement, installation, configuration et mise en service et service après-vente des logiciels et accessoires informatiques pour le compte de la DINFOR, du MDNAC-R et du SCIFA (lot1)	Fournitures	314 905,82	314 905,82	0,00	100,00
395533	Fourniture, livraison, installation équipements informatiques, kits biométriques, matériels de communication	Fournitures	149 613,00	149 613,00	0,00	100,00
396331	Devis - Programme de croisière n° 2	Devis - Programme	1 450 000,00	769 006,35	680 993,65	53,03
410460	Devis-Programme de clôture n° 3	Devis - Programme	1 350 000,00	495 000,00	855 000,00	36,67
<b>TOTAUX</b>			<b>19 545 240,62</b>	<b>13 349 386,97</b>	<b>6 195 853,65</b>	<b>68,30</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 037685  
 Montant Engagé : 145 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
381015	Restauration des écosystèmes du parc national des Virunga et valorisation de ses ressources naturelles	Subvention	15 400 000,00	7 133 859,23	8 266 140,77	46,32
381068	Conservation des ressources naturelles et développement durable - Garamba	Subvention	20 500 000,00	14 899 163,55	5 600 836,45	72,68
382295	Projet d'électrification rurale en territoire de LUBERO	Subvention	12 000 000,00	10 800 000,00	1 200 000,00	90,00
382653	Programme rural et de conservation du complexe de la Salonga «PARCCS»	Subvention	17 300 000,00	12 539 759,82	4 760 240,18	72,48
385232	Appui de mise en place de la cellule de Coordination	Subvention	9 837,00	9 837,00	0,00	100,00
391518	Projet d'électrification rurale en territoire de LUBERO	Subvention	3 140 000,00	451 671,12	2 688 328,88	14,38
393907	Agriculture & développement durable en périphérie du Parc National de Virunga	Subvention	15 400 000,00	3 705 363,44	11 694 636,56	24,06
395216	AT cellule de coordination de la CF Environnement et Agriculture durable	Service	2 562 800,00	795 811,80	1 766 988,20	31,05
395468	AT Cellule de coordination du programme de l'Est	Service	3 388 440,00	1 516 316,79	1 872 123,21	44,75
404005	VIRUNGA FOUNDATION	Subvention	20 000 000,00	9 850 054,00	10 149 946,00	49,25
409543	Etablissement d'une base solide pour la gestion, la conservation et le développement au niveau du complexe Upemba - Kundelungu	Subvention	4 044 795,33	1 501 008,58	2 543 786,75	37,11
<b>TOTAUX</b>			<b>113 745 872,33</b>	<b>63 202 845,33</b>	<b>50 543 027,00</b>	<b>55,56</b>

# BILAN FINANCIER

## Tableaux financiers 11e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'OFFRE ET DEVELOPPEMENT DE L'ACCES AUX SOINS DE SANTÉ (PRODS)**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 038165  
 Montant Engagé : 175 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
382015	ULB COOPERATION ASBL	Subvention	12 600 000,00	7 121 303,14	5 478 696,86	56,52
382109	MALTESER - Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé de la population en Ituri	Subvention	11 700 000,00	10 042 938,78	1 657 061,22	85,84
382138	Organisation du financement des structures de soins dans les 8 zones de santé du Nord-Kivu	Subvention	3 450 000,00	3 374 097,00	75 903,00	97,80
382144	EUP FASS PO Organisation du financement des structures des soins dans 7 zone de santé de la Province Orientale	Subvention	2 250 000,00	2 114 951,31	135 048,69	94,00
382149	Subvention PRO DS FASS KOR	Subvention	3 400 000,00	3 167 934,69	232 065,31	93,17
382465	MEMISA - Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé Ituri et Kongo Central	Subvention	20 900 000,00	8 348 559,43	12 551 440,57	39,95
382195	Organisation du financement des structures de soins dans les 5 zones de santé du Kasai occidental	Subvention	875 000,00	862 193,91	12 806,09	98,54
389716	Projet amélioration de la qualité des soins de santé primaires - Kasai oriental et Lomami	Subvention	5 500 000,00	1 355 324,48	4 144 675,52	24,64
393386	Mission Assistance technique PRODS	Service	9 176 750,00	3 364 354,85	5 812 395,15	36,66
395689	Projet d'appui à la demande des soins de santé au Nord-Kivu	Subvention	19 540 520,00	13 494 243,00	6 046 277,00	69,06
397231	Organisation et financement des structures de santé du Kasai oriental et Lomami	Subvention	16 542 234,00	8 877 032,84	7 665 201,16	53,66
397573	Appui à la coordination, réforme institutionnelle et décentralisation	Subvention	7 000 000,20	3 609 727,62	3 390 272,58	51,57
397589	FEDECAME	Subvention	3 450 000,00	2 685 741,00	764 259,00	77,85
401995	PRODS : amélioration de l'état de santé des populations de 5 ZS du Kasai oriental	Subvention	4 500 000,00	2 765 778,19	1 734 221,81	61,46
402014	Subvention EUP FASS - Kasai occidental	Subvention	5 500 000,00	3 692 614,00	1 807 386,00	67,14
408407	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR Makota à Lomami - Lot 1 RDC	Travaux	2 953 391,69	886 146,51	2 067 245,18	30,00
<b>TOTAUX</b>			<b>129 337 895,89</b>	<b>75 762 940,75</b>	<b>53 574 955,14</b>	<b>58,58</b>

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique Congo  
**SUBVENTION AON 2019**  
 Carte Projet au 31/12/2019 (Données ON : OP)  
 Numéro du Projet : 040896  
 Montant Engagé : 2 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356797	Projet d'Appui à l'Ordonnateur national du FED IV	Subvention	2 460 000,00	1 968 000,00	492 000,00	80,00
<b>TOTAUX</b>			<b>2 460 000,00</b>	<b>1 968 000,00</b>	<b>492 000,00</b>	<b>80,00</b>



COFED



# GLOSSAIRE ABREVIATIONS LEGENDES ET CREDITS

---



# GLOSSAIRE

**Accord de Cotonou** : accord de partenariat ACP-UE signé à Cotonou le 23 juin 2000, révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010.

**ACP** : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de l'accord de Cotonou qui fixe les modalités d'un partenariat avec les pays membres de l'Union européenne.

**APD** : avant-projet détaillé qui consiste en un ensemble d'études de base permettant de définir les caractéristiques principales d'un projet en permettant le lancement d'études détaillées et d'activités d'approvisionnement.

**APE** : accords de partenariat économiques prévus par l'Accord de Cotonou qui devraient régir les relations commerciales entre l'UE et les pays ACP. L'objectif est d'améliorer, dans le respect des principes du libre-échange, l'accès aux marchés de l'UE pour les pays ACP et, de consolider l'intégration économique régionale de ces pays.

**APS** : avant-projet sommaire qui consiste en un ensemble d'études qui proposent une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel. Elles présentent les dispositions générales techniques envisagées, les durées prévisionnelles de réalisation ainsi qu'une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

**APV** : accord de partenariat volontaire, soit un accord international bilatéral entre l'Union européenne et un pays exportateur de bois, dont le but est d'améliorer la gouvernance forestière du pays et de s'assurer que le bois importé dans l'Union européenne remplit toutes les exigences réglementaires du pays partenaire.

**Avenant** : convention par laquelle les parties liées par un contrat antérieurement conclu entre elles apportent une ou plusieurs modifications aux termes et aux

conditions dudit contrat.

**Banque européenne d'investissement (BEI)** : banque de l'Union européenne dont les missions sont de promouvoir les objectifs de l'UE et d'accorder des financements à long terme à l'appui des projets d'investissement.

**Bilan financier ou bilan de liquidité** : bilan établi dans le but d'évaluer le patrimoine de l'entreprise et d'apprécier sa solvabilité à court terme.

**Biodiversité** : diversité naturelle des organismes vivants.

**Blending** : important moyen de mobiliser des ressources additionnelles extérieures et d'accroître ainsi l'impact de l'aide de l'Union européenne.

**Comité de pilotage** : organe d'orientation, chargé de veiller au bon fonctionnement d'un projet.

**Commission ECOFIN** : commission économique et financière, notamment de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

**DAS** : déclaration d'assurance de la Cour des comptes européenne. Elle a pour principal objectif de fournir aux parties prenantes, essentiellement le Parlement européen et le Conseil des ministres, mais également aux citoyens européens en général, une appréciation et une opinion concernant la manière dont les fonds de l'UE ont été dépensés.

**DEVCO** : direction de la Commission européenne responsable de la conception des politiques de développement de l'UE et de la prestation de l'aide, grâce à des programmes et projets à travers le monde.

**Devis-programme** : document fixant les moyens matériels et les ressources humaines nécessaires, le budget ainsi que les modalités techniques et administratives de mise en oeuvre pour l'exécution d'une convention de financement pendant une période donnée.



COFED

# GLOSSAIRE

**DFID** : Department for International Development (United Kingdom).

**Fonds d'équité** : dans le but d'atteindre la couverture universelle de soins de santé, le fonds d'équité est un mécanisme de financement du secteur de la santé visant à améliorer l'accès de la population la plus vulnérable aux services de santé, dans les pays à faibles revenus.

**ÉCHO** : office d'aide humanitaire de la Commission européenne.

**Écosystème** : ensemble formé par une association ou communauté d'êtres vivants (ou biocénose) et son environnement géologique, pédologique et atmosphérique (biotopie). Les éléments constituant un écosystème développent un réseau d'interdépendances permettant le maintien et le développement de la vie.

**Endossement** : approbation d'un acte financier.

**Enveloppe A** : enveloppe qui, dans le cadre du FED, fait partie intégrante du programme indicatif national et qui est constituée des fonds que l'on dispose pour une aide programmable.

**Enveloppe B** : enveloppe qui, dans le cadre du FED, fait partie intégrante du programme indicatif national et qui est constituée des fonds que l'on dispose pour une aide non programmable.

**EUFOR** : force opérationnelle multinationale de l'Union européenne ou force de l'Union européenne.

**FLEGT** : mécanisme de réglementation, mis en place par l'Union européenne, qui permet de s'assurer que le bois importé ne provient pas d'une exploitation illégale des forêts.

**Fonds GAVI** : Fonds de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation.

**IGAD** : Intergovernmental Authority on Development, Autorité intergouvernementale pour le développement. Organisme de développement et de lutte contre la sécheresse créée le 21 mars 1996 à Nairobi au Kenya. Son siège est situé à Djibouti, les pays membres sont: Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, et l'Ouganda.

**Initiative PPTTE** : initiative qui vise à assister les pays les plus pauvres du monde en rendant leurs dettes internationales « soutenables ». Ce programme est mis en œuvre par l'action conjointe du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

**LRRD** : approche qui permet de faire le lien entre les actions d'urgence, de réhabilitation et de développement à plus long terme.

**Maître d'œuvre** : personne morale (entreprise, direction, etc.) responsable garante de la bonne réalisation technique d'un projet.

**Maître d'ouvrage** : entité porteuse du besoin, celui qui définit l'objectif du projet, son calendrier et le budget consacré à ce projet. Il doit maîtriser l'idée de base du projet et doit représenter à ce titre les bénéficiaires du projet. Ainsi, le maître d'ouvrage est responsable de l'expression fonctionnelle des besoins.

**Médicament générique** : médicament identique ou équivalent à celui d'une marque (appelé médicament princeps), mais produit et commercialisé sous sa dénomination commune internationale (DCI, nom chimique de la molécule).

**OHADA** : organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) qui a pour objectif de favoriser, sur le plan économique, le développement et l'intégration régionale ainsi que la sécurité juridique et judiciaire dans les pays membres de l'organisation.

**Ordonnateur national** : personne chargée de représenter



# GLOSSAIRE

les pouvoirs publics de chaque État ACP dans toutes les activités financées sur les ressources du FED.

**Plan d'action annuel (PAA)** : outil qui permet la mise en œuvre des documents de stratégie et des programmes indicatifs nationaux. Il regroupe notamment les fiches d'action des projets qui, pour une année donnée, sont soumises à l'approbation du Comité FED de la Commission européenne.

**PNVI** : parc national des Virunga, le plus ancien de la RDC, créé en 1925. Situé à l'est de la RDC, il a une superficie de 7.900 km<sup>2</sup>. On y trouve comme espèces phares le gorille des montagnes et l'éléphant des forêts.

**PRADA** : Programme régional d'accompagnement du développement dans le cadre des accords de partenariat économique.

**PROFIT** : Projet de renforcement de la redevabilité et de la gestion des finances publiques, financé par la Banque mondiale et DFID, à hauteur de 26 millions de dollars, et coordonné par le Comité d'orientation de la réforme des finances publiques (COREF).

**Programme indicatif national** : programme stratégique élaboré par chaque pays ACP dans le cadre de leur coopération avec l'Union européenne. Ce document reprend les priorités et les secteurs de concentration retenus pour chaque pays.

**Reddition des comptes** : opération effectuée par un mandataire ou par l'administrateur du patrimoine d'autrui, dans le cadre d'une tutelle par exemple. Il s'agit de tenir des livres de comptes justifiant des interventions de l'administrateur ou du mandataire sur ledit patrimoine.

**Réforme structurelle** : réforme engagée par les administrations et qui vise à améliorer son fonctionnement structurel, c'est-à-dire son organisation, ses réglementations, le niveau des dépenses publiques, etc. Une partie des réformes structurelles sont économiques.

**Risque fiduciaire** : désigne le risque de voir un intermédiaire ne pas protéger de façon optimale les intérêts d'un bénéficiaire.

**Secteur de concentration** : dans le cadre du FED, secteur majeur qui bénéficie d'un financement sur l'enveloppe programmable du programme indicatif du pays concerné.

**Secteur hors concentration** : dans le cadre de l'intervention de l'UE dans les pays ACP, les fonds alloués à travers le PIN sont distribués dans les secteurs considérés comme prioritaires. Les secteurs hors concentration concernent donc les interventions réalisées dans d'autres domaines, notamment pour les interventions d'urgences ponctuelles ou de coopération.

**Subvention** : aide financière à partir de fonds publics, pour le développement et/ou l'accompagnement d'une activité spécifique.

**Sunset clause** : date limite après laquelle aucune modification de contrat ne peut être effectuée. Concernant le FED, c'est la date limite d'engagement des fonds du 10e FED.

**RAMSAR** : site de zone humide désigné d'importance internationale, en vertu de la convention de Ramsa.

**REDD+** : dispositif de lutte contre la déforestation qui prend en compte la capacité de stockage du carbone des forêts, la bonne gouvernance et l'aménagement des forêts ainsi que la protection de la diversité biologique et des services écosystémiques.



COFED

# ▶ ABRÉVIATIONS



<b>AAA</b>	: Agro action allemande
<b>AAC</b>	: Autorité de l'aviation civile
<b>AAO</b>	: Avis d'appel d'offres
<b>ACAPOL</b>	: Académie de la Police
<b>ACF</b>	: African Conservation Fund
<b>ACP</b>	: Afrique – Caraïbes – Pacifique
<b>ACP-UE</b>	: Afrique Caraïbes Pacifique – Union européenne
<b>ACTED</b>	: Agence de coopération technique au développement
<b>AEDES</b>	: Agence européenne pour le développement et la santé
<b>AI</b>	: Appui institutionnel
<b>AIC</b>	: Appui institutionnel au niveau central
<b>AIDCO</b>	: Développement et coopération EuropeAid
<b>AIDCOM</b>	: Aide au commerce
<b>AMCC</b>	: Alliance mondiale contre le changement climatique
<b>ANE</b>	: Acteurs non étatiques
<b>ANR</b>	: Agence nationale de renseignement
<b>AP</b>	: Aires protégées
<b>APD</b>	: Avant-projet détaillé
<b>APE</b>	: Accord de partenariat économique
<b>APEC</b>	: Appui au processus électoral au Congo
<b>APF</b>	: African Parks Foundation
<b>APN</b>	: African Parks Network
<b>APP</b>	: Assemblée parlementaire paritaire
<b>APPRP</b>	: Appui à la promotion des partenariats dans les processus et réformes politiques
<b>APS</b>	: Avant-projet sommaire
<b>ARTAC</b>	: Association des régulateurs de télécommunication en Afrique centrale
<b>APV</b>	: Accord de partenariat volontaire
<b>ASBL</b>	: Association sans but lucratif
<b>ASF</b>	: Avocats sans frontières
<b>ASRAMES</b>	: Association régionale d'approvisionnement en médicaments essentiels
<b>AT</b>	: Assistant technique



<b>BCZ</b>	: Bureau central de zone de santé
<b>BEI</b>	: Banque européenne d'investissement
<b>BIC</b>	: Bureau d'informations commerciales
<b>CADIMEBU</b>	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments essentiels de Bunia
<b>CADIMEK</b>	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments à Kananga
<b>CADMEKO</b>	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments au Kasaï oriental
<b>CAG</b>	: Cellule d'appui à la gestion du ministère de la Santé publique
<b>CAGF</b>	: Cellule d'appui à la gestion financière du ministère de la Santé publique
<b>CATCO</b>	: Cellule d'audit technique et de coordination des interventions prévues dans la Convention de financement Environnement et agriculture durable
<b>CDR</b>	: Centrale de distribution régionale
<b>CNP-SS</b>	: Comité national de pilotage du secteur de la santé
<b>CE</b>	: Commission européenne
<b>CEEAC</b>	: Communauté économique des États d'Afrique centrale
<b>CEEC</b>	: Centre d'évaluation, d'expertise et de certification
<b>CEMAC</b>	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
<b>CEMG</b>	: Chef d'état-major général
<b>CENI</b>	: Commission électorale nationale indépendante
<b>CEPGL</b>	: Communauté économique des pays des Grands Lacs
<b>CEPFE</b>	: Cellule stratégique de la promotion de la femme
<b>CET</b>	: Centre d'enfouissement technique
<b>CF</b>	: Convention de financement
<b>CFCL</b>	: Concessions forestières des communautés locales
<b>CGP</b>	: Cellule de gestion de projets/programmes
<b>CICOS</b>	: Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha
<b>CIFOR</b>	: Center for International Forestry Research
<b>CIG</b>	: Centre d'information géographique
<b>CLD</b>	: Comité local de développement
<b>CMICL</b>	: Comité mixte de concertation locale
<b>CMJ</b>	: Comité mixte de justice
<b>CNRO</b>	: Comité national sur les règles d'origine



# ▶ ABRÉVIATIONS

<b>COFED</b>	: Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement	<b>DSNIS</b>	: Division du système national d'information sanitaire
<b>COMESA</b>	: Common Market of Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)	<b>DSR-PIR</b>	: Document de stratégie régionale de coopération - Programme indicatif régional
<b>COMIFAC</b>	: Commission des forêts d'Afrique centrale	<b>DSS</b>	: Decision Support System
<b>COP</b>	: Conférence des parties	<b>DTO</b>	: Direction du trésor et de l'ordonnancement
<b>COPEVI</b>	: Coopérative des pêcheries des Virunga	<b>DUE</b>	: Délégation de l'Union européenne
<b>COFIL</b>	: Comité de pilotage		
<b>COREF</b>	: Comité d'orientation des réformes des finances publiques		
<b>CPFE</b>	: Cellule stratégique de la promotion de la femme et de l'enfant	<b>EAD</b>	: Environnement et Agriculture durable
<b>CPN</b>	: Consultation prénatale	<b>ECDM</b>	: Centre européen de gestion des politiques de développement
<b>CPON</b>	: Consultation postnatale	<b>ÉCHO</b>	: European Community Humanitarian Aid Office/Bureau de la Commission européenne pour les affaires humanitaires
<b>CPRDC</b>	: Commission permanente de réforme du droit congolais	<b>ECOFAC</b>	: Écosystème forestier d'Afrique centrale
<b>CS</b>	: Centre de santé	<b>ECOFIN</b>	: Commission économique-financière du Parlement ou du Sénat
<b>CSM</b>	: Conseil supérieur de la magistrature	<b>ECZS</b>	: Équipe-cadre de zone de santé
<b>CSMOD</b>	: Cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation	<b>EES</b>	: Étude environnementale stratégique
<b>CSR</b>	: Comité de suivi de la réforme de la police	<b>EGM</b>	: État-major général
<b>CSU</b>	: Couverture sanitaire universelle	<b>ELDRAP</b>	: Élections, démocratie et radios de proximité
<b>CTB</b>	: Coopération technique belge	<b>EGEE</b>	: Établissement de garde et d'éducation de l'État
<b>CTD</b>	: Centre de traitement de données	<b>ENFPJ</b>	: École nationale de formation de la police judiciaire
<b>CTAD</b>	: Cellule technique d'appui à la décentralisation	<b>ERAIFT</b>	: École régionale post-universitaire d'aménagement et de gestion intégrée des forêts et territoires tropicaux
<b>CTRS</b>	: Comité technique régional de suivi	<b>ETD</b>	: Entité territoriale décentralisée
<b>CTSRA</b>	: Comité technique de suivi de la réforme de l'Armée	<b>EUP</b>	: Établissements d'utilité publique
		<b>EUPOL</b>	: European Union Police Mission/Mission de police de l'Union européenne
<b>DAO</b>	: Dossier d'appel d'offres	<b>EUSEC RDC</b>	: European Union Security Sector Reform Mission DRC/Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en RDC
<b>DCP</b>	: Direction de comptabilité publique		
<b>DEA</b>	: Diplôme d'études approfondies		
<b>DESS</b>	: Diplôme d'études supérieures spécialisées		
<b>DESPO</b>	: Direction des études stratégiques, planification et organisation		
<b>DEVCO</b>	: Développement et coopération EuropeAid		
<b>DGDA</b>	: Direction générale des douanes et accises		
<b>DGRAD</b>	: Direction générale des recettes administratives et domaniales		
<b>DIM</b>	: Dossier individuel militaire		
<b>DMP</b>	: Directive ministérielle permanente		
<b>DOPA</b>	: Digital observatory protected areas (observatoire digital des aires protégées)		
<b>DP</b>	: Devis-programme		
<b>DPO</b>	: Devis-programme de démarrage		
<b>DPS</b>	: Division provinciale de santé		
<b>DS</b>	: District sanitaire		
<b>DSCR</b>	: Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté		

# ▶ ABRÉVIATIONS



**FAO** : Food Agriculture and Organization  
**FASS** : Fonds d'achat des services de santé  
**FARDC** : Forces armées de la RDC  
**FCT** : Facilité de coopération technique  
**FDSS** : Fonds de développement des services de santé  
**FEC** : Fédération des entreprises congolaises  
**FED** : Fonds européen de développement  
**FEDECAME** : Fédération des centrales d'approvisionnement en médicaments essentiels

**FIP** : Fiche d'identification de projet  
**FLEGT** : Forest Law Enforcement Governance and Trade  
**FMI** : Fonds monétaire international  
**FOLECO** : Fédération des ONG laïques à vocation économique du Congo

**FONER** : Fonds national d'entretien routier  
**FORETS** : (projet) Formation, recherche, environnement dans la TSHOPO

**FOSA** : Formations sanitaires  
**FRPC** : Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance

**GAR** : Gestion axée sur les résultats  
**GAVI** : Global Alliance for Vaccination and Immunisation (Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation)

**GIZ** : Deutsche Gesellschaft für internationale  
**GMRRR** : Groupe mixte de réflexion sur la réforme et la réorganisation de la police nationale congolaise

**GPECS** : Global Programme on Electoral Cycle Support  
**GTJDH** : Groupe thématique Justice et Droits Humains

**HGR** : Hôpital général de référence  
**HIMO** : Haute intensité de main-d'œuvre

**IADM** : Initiative d'allègement de la dette multilatérale  
**ICCN** : Institut congolais pour la conservation de la nature  
**ICD** : Instrument de financement de la coopération au développement  
**IDA** : Association internationale de développement  
**IFS** : Instrument for Stability  
**IITA** : Institut international d'agriculture tropicale  
**IJZBC** : Institut des jardins zoologiques et botaniques du Congo  
**INERA** : Institut national pour l'étude et la recherche agronomique  
**INPP** : Institut national de préparation professionnelle  
**IPS** : Inspection provinciale de la santé  
**ITIE** : Initiative pour la transparence des industries extractives  
**ITPR** : Infrastructures et travaux publics  
**JICA** : Japan International Cooperation Agency

**KO** : Kasaï Occidental  
**KOR** : Kasaï Oriental  
**LoA** : Letter of Agreement  
**LPM** : Loi de programmation militaire  
**LRA** : Lord's Resistance Army (Milice illégale dans l'est du pays)  
**LRRD** : Lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement  
**MARC** : Modes alternatifs de règlement de conflit  
**MDM** : Médecins du monde  
**MDNAC-R** : Ministère de la Défense nationale, Anciens Combattants et Réinsertion  
**MEG** : Médicaments essentiels génériques  
**MIP** : Médecin inspecteur provincial  
**MITP** : Ministère des Infrastructures et Travaux publics  
**MJDH** : Ministère de la Justice et Droits Humains  
**MONUSCO** : Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC  
**MPTNTIC** : Ministère des Postes, Télécommunications et nouvelles technologies de l'information et communication  
**MSP** : Ministère de la Santé publique





**NELSAP** : Pays des lacs équatoriaux du Nil  
**NK** : Nord-Kivu

**OACI** : Organisation internationale de l'aviation civile  
**OAPI** : Organisation africaine de la propriété intellectuelle  
**OC** : Organismes correspondants  
**OCC** : Office congolais de contrôle  
**ODD** : Objectifs de Développement durable  
**OHADA** : Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires  
**OIBT** : Organisation internationale des bois tropicaux  
**OIF** : Organisation internationale de la Francophonie  
**OIM** : Office international pour les migrations  
**OMD** : Objectifs du millénaire pour le développement  
**ON** : Ordonnateur national  
**ONATRA** : Office national des transports  
**OND** : Ordonnateur national délégué  
**ONG** : Organisation non gouvernementale  
**OP** : Ordre de paiement  
**OPEC** : Office de promotion des petites et moyennes entreprises congolaises  
**OR** : Office des routes  
**OSC** : Organisations de la société civile  
**OVD** : Office des voiries et drainages



**PAA** : Plan d'action annuel  
**PACO** : Projet d'appui à la coordination des observateurs  
**PADDL** : Programme d'appui à la décentralisation et au développement local  
**PAM** : Programme alimentaire mondial  
**PAMFIP** : Programme d'appui à la modernisation des finances publiques  
**PANAV** : Projet d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC  
**PANEAC** : Plateforme des acteurs non étatiques de l'Afrique centrale  
**PAP** : Programme d'actions prioritaires  
**PAP-PNDS** : Projet d'appui au plan national de développement sanitaire  
**PAP-OMD** : Projet d'accélération des progrès vers les objectifs du millénaire pour le développement  
**PAQ2, 2020-2024** : Plan d'action quinquennal de la réforme de la Police  
**PAR** : Programme d'appui à la réhabilitation  
**PARAU** : Projet d'entretien et réhabilitation des infrastructures routières en RDC et d'amélioration de l'assainissement urbain à Kinshasa  
**PARCCS** : Programme agricole rural et de conservation du complexe de la Salonga  
**PARC-RDC** : Programme d'appui à la participation citoyenne dans la gestion du bien commun en RDC  
**PAR/ICCN** : Programme d'appui à la réforme de l'institut congolais pour la conservation de la nature  
**PARJ** : Programme d'appui à la réforme de la justice  
**PASTAR** : Projet d'appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC  
**PATS** : Programmes d'appui transitoire au secteur de la santé  
**PAUK** : Projet d'assainissement urbain à Kinshasa  
**PEC** : Projet Est-Congo  
**PESD** : Politique européenne de sécurité et de défense  
**PEFA** : Public Expenditure and Financial Accountability (Cadre des mesures de la gestion des Finances publiques)  
**PFNL** : Produits forestiers non ligneux  
**PIN** : Programme indicatif national  
**PIR** : Programme indicatif régional  
**PME** : Petites et moyennes entreprises  
**PMEDE** : Projets de développement de l'électricité pour la consommation domestique et l'exportation  
**PMPTR** : Programme minimum de partenariat pour la transition et la relance  
**PNC** : Police nationale congolaise  
**PNFoCo** : Plan national forêts et conservation  
**PNJR** : Politique nationale de la réforme de la Police  
**PNS** : Parc national de la Salonga  
**PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement  
**PO** : Province Orientale  
**PPP** : Partenariat public-privé  
**PPTTE** : Pays pauvres très endettés  
**PRA** : Plan de réforme de l'Armée  
**PRO-DS** : Programme de Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé  
**PROGRESS** : Programme d'appui à la Réforme du Secteur de Sécurité  
**PROMINES** : Projet d'appui au secteur minier  
**PSE** : Planification, suivi et évaluation  
**PSPE** : Police spéciale de protection de l'enfant  
**PSRFR** : Plan stratégique de réforme des Finances publiques  
**PTF** : Partenaires (prescriptions) techniques et financiers (ères)

# ▶ ABRÉVIATIONS

## Q&R

<b>QSG</b>	: Quality Support Group
<b>RAC</b>	: Rapport annuel conjoint
<b>RAM</b>	: Rapport d'activités mensuel
<b>RAP</b>	: Recherche d'actions participatives
<b>RAPAC</b>	: Réseau des aires protégées d'Afrique centrale
<b>RBV</b>	: Réserve de biosphère de Yangambi
<b>RCN</b>	: Réseau Citizens Network
<b>RDC</b>	: République démocratique du Congo
<b>REAFOR</b>	: Relance de la recherche agricole et forestière
<b>RECOS</b>	: Régime commercial simplifié
<b>REGIDESO</b>	: Régie de distribution des eaux
<b>RGCP</b>	: Règlement général de la comptabilité publique
<b>RN1</b>	: Route nationale 1
<b>RPR</b>	: Route prioritaire régionale
<b>RRSSJ</b>	: Réseau pour la réforme du secteur de la sécurité et de la justice
<b>RVA</b>	: Régie des voies aériennes
<b>RVF</b>	: Régie des voies fluviales
<b>SEAE</b>	: Service européen pour l'action extérieure
<b>SAPM</b>	: Southern Africa Power Market
<b>SCTP</b>	: Société commerciale de transport et des ports
<b>SCAS</b>	: Service d'éducation civique, patriotique et de l'action sociale
<b>SCIFA</b>	: Service de communication et d'information des forces armées
<b>SGDN</b>	: Secrétariat général de la Défense nationale
<b>SGEI</b>	: Service de gestion d'entretien et infrastructures du Commissariat général de la police
<b>SGLVS</b>	: Stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles
<b>SINGAMIL</b>	: Système informatisé de gestion administrative des militaires
<b>SISJ</b>	: Système d'information des statistiques judiciaires
<b>SK</b>	: Sud-Kivu
<b>SNAME</b>	: Système national d'approvisionnement en médicaments essentiels
<b>SNCC</b>	: Société nationale des chemins de fer du Congo
<b>SNIS</b>	: Système national d'information sanitaire
<b>SNR</b>	: Service national de reboisement
<b>SRP</b>	: Stratégie de réduction de la pauvreté
<b>SRSS</b>	: Stratégie de renforcement du système de santé
<b>STAREC</b>	: Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés
<b>SYS OHADA</b>	: Système comptable OHADA

<b>TCF</b>	: Facilité de coopération technique (Technical Cooperation Facility)
<b>TDR</b>	: Termes de référence
<b>TFPR</b>	: Task force de préparation régionale
<b>TOM FED</b>	: Progiciel comptable destiné à la gestion des projets et des différents marchés/contrats du FED européenne
<b>TVA</b>	: Taxe sur la valeur ajoutée
<b>UCN</b>	: Unité de coordination nationale
<b>UCP</b>	: Unité de coordination provinciale
<b>UCPEC</b>	: Unité de coordination du Programme Est-Congo
<b>UE</b>	: Union européenne
<b>UGP</b>	: Unité de gestion de projets/programmes
<b>UGPAG</b>	: Unité de gestion du programme d'appui à la gouvernance
<b>UGPNS</b>	: Unité de gestion du Parc national de la Salonga
<b>UICN</b>	: Union internationale pour la conservation de la nature
<b>UN</b>	: United Nations / Nations unies
<b>UNESCO</b>	: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture)
<b>UNICEF</b>	: United Nations International Children' Emergency Fund (actuellement United Nations Children's Fund)
<b>UNIPACE</b>	: Union des patronats de l'Afrique centrale
<b>UNODC</b>	: United Nation Office of Drugs and Crime
<b>UNOPS</b>	: United Nations Office for Project Services (Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets)
<b>UNPOL</b>	: United Nations Police (Police des Nations unies)
<b>USAID</b>	: United States Agency for International Development
<b>VBG</b>	: Violences basées sur le genre
<b>V-FLEX</b>	: Vulnérabilité mécanisme FLEX
<b>VLIR</b>	: Vlaame Interuniversitaire Raad (Conseil interuniversitaire)
<b>VVs</b>	: Victimes des violences sexuelles
<b>WTI</b>	: World Trade Index
<b>WWF</b>	: Fonds mondial pour la nature
<b>ZS</b>	: Zones sanitaires

# LEGENDES ET CREDITS

<b>Couverture</b>	: Université Yangambi © FORETS / Petit garçon écolier © shutterstock / Jeunes pousses © unsplash / Les acrobates © COFED
<b>1</b>	: Haricots jeunes pousses © unsplash / Route nationale 1 © COFED / Groupe de femmes © unsplash
<b>3</b>	: Université Yangambi © FORETS / Petit garçon écolier © shutterstock / Jeunes pousses © unsplash / Les acrobates © COFED
<b>6</b>	: Arrosage de plantes © unsplash / Groupe de femmes © unsplash / Oiseau © unsplash /
<b>7</b>	: Petit garçon écolier © shutterstock / Lavage de mains © unsplash / Arbre de la biosphère de Yangambi © FORETS
<b>8-9</b>	: Festival AMANI © COFED
<b>10-11</b>	: Bâtiment Union européenne © Pixabay / Festival AMANI © COFED
<b>13</b>	: Equipe COFED © KOKOLO & COFED
<b>18</b>	: Groupe de femmes © unsplash
<b>20-21</b>	: Musicien avec sa guitare © unsplash
<b>23</b>	: Jeune femme souriante © unsplash
<b>24</b>	: Les archives de Yangambi © FORETS
<b>25</b>	: Maï-Ndombe © COFED
<b>26-27</b>	: Les écoliers en classe © unsplash
<b>28-29</b>	: Académie de Police (ACAPOL) © COFED
<b>32</b>	: Deux avocates devant le Parquet général, Kinshasa © COFED
<b>34-35</b>	: Matonge Lisolo, CONGO DRAMA, Kinshasa © COFED
<b>36-37</b>	: Chantier université Yangambi © FORETS
<b>38</b>	: Route nationale 1 © COFED
<b>39</b>	: Réhabilitation des Voiries À Goma © COFED
<b>40</b>	: Mise à l'eau du baliseur YAOLIMELA © COFED
<b>42-43</b>	: Les acrobates © COFED
<b>44-45</b>	: Lavage de mains © COFED,
<b>46-47</b>	: Zone de santé rurale d'ADI © PRODS
<b>48</b>	: HGR - SANTE © COFED
<b>49</b>	: Pyramide de pierres © unsplash
<b>50-51</b>	: Garçon et fille souriants © unsplash
<b>52-53</b>	: Arbre de la biosphère de Yangambi © FORETS
<b>54</b>	: Archiviste © FORETS
<b>55</b>	: Lion de savane © unsplash
<b>56</b>	: Entraînement ecogardes 2 © WWF-RDC
<b>57</b>	: Parc national de la Salonga © unsplash
<b>59</b>	: Gorille © unsplash
<b>60-61</b>	: Université Yangambi © FORETS
<b>63</b>	: Chutes de la Lofoi, Parc national des Kundelungu © UPEMBA
<b>64</b>	: Peinture abstraite © unsplash
<b>68</b>	: Étagère de pagnes © unsplash
<b>91</b>	: Okapi © Pixabay / Place de l'Échangeur, Kinshasa © shutterstock Tshukudu Goma @ RADIO OKAPI
<b>92</b>	: Oeuvre d'art © unsplash



**Editeur :** COFED

**Rédacteurs :** Gisèle Lamboley, Jacky Mukala, Apollinaire Kiakesidi, Pascaline Mvula, Patrice Ntumba, Sylvie Ngalimbaya, Ruphin Mfumu, Ben Ilunga, Thérèse Tshimanga, Alice Ntumba, David Kashishi, Christelle Odia Deroueaux, Pierre Medi, Sylvie Olela, Jean-Paul Piurac, Arlette Yumbi

**Design et mise en page :** Noella A lubunda et Gisèle Lamboley

**Impression :** Jouve, France